

كنا في الحول

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13249 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine JEUDI 3 SEPTEMBRE 1987

MINITEL	
18	Mon voyage au Canada JOUR
19	Des livres pour la rentrée. LIT
20	17 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE
21	Actualité Sports, International, Jeux, Cinéma, Bourse
22	3615 Tapez LEMONDE

C'est l'heure

Ben justement ! Arrête ! Tu sais quel âge a le monde ? Soixante et onze ans. Ça fera par conséquent un anniversaire dans quelques jours. Ça va être un anniversaire un peu spécial. Ça va être un anniversaire un peu différent. Ça va être un anniversaire un peu... (Le texte est répétitif et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

vendue au groupe Fabre

Le groupe Fabre... (Le texte est répétitif et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

COTE

LA COTE... (Le texte est répétitif et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Une dizaine de navires touchés en deux jours

L'Irak et l'Iran intensifient leurs attaques contre le trafic maritime dans le Golfe

Embarras à Washington

Depuis quelques jours, le conflit du Golfe évolue à nouveau de manière dangereusement imprévisible. Rompant une trêve de six semaines, l'Irak a repris de plus belle ses bombardements contre les installations pétrolières et les sites industriels de l'Iran. Résultat : une dizaine de navires ont déjà essuyé les attaques et ripostes des deux belligérants. Cette nouvelle escalade attire encore plus que par le passé les risques d'internationalisation d'une des plus longues et des plus sanglantes guerres du demi-siècle.

Irakiens et Iraniens ont intensifié, les 1^{er} et 2 septembre, leurs attaques contre le trafic maritime dans le Golfe, cible de leur aviation et de leur marine, tandis que Britanniques et Américains multiplient leurs appels à un arrêt immédiat des hostilités, brandissant la menace de sanctions.

Les Soviétiques paraissent plus enclins à donner davantage de temps à la diplomatie et renouvellent leurs critiques à l'encontre de la politique américaine.

Le trafic maritime dans le Golfe a été la cible, les mardi 1^{er} et mercredi 2 septembre, d'attaques redoublées de la part de l'aviation irakienne ainsi que de la marine iranienne. Depuis le samedi 29 août, date de la reprise des attaques irakiennes dans le Golfe à l'issue d'une trêve de six semaines, quatre ou cinq pétroliers iraniens - ou chargés de pétrole iranien - ont été touchés par les chasseurs-bombardiers irakiens, alors que cinq navires de commerce étrangers étaient l'objet d'attaques de la part de vedettes rapides iraniennes, tirant à la mitrailleuse ou au lance-roquettes.

Un rapport du ministère de la santé

Le tabagisme provoque plus de 50 000 morts par an

Selon la commission des Communautés européennes, le tabac constitue, avec le SIDA, la menace la plus grave pesant sur la santé publique. Des mesures seront annoncées à Bruxelles dans les semaines à venir. En France, un rapport encore inédit du ministère de la santé montre que la consommation tabagique a doublé en vingt-cinq ans, provoquant plus de cinquante mille décès par an. Un « désastre sanitaire » pour les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana.

Désastre sanitaire

par les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana

Il est bon de traiter les cancers. Il serait meilleur encore de les prévenir. On demande aux biologistes, aux médecins de progresser dans la connaissance des causes des cancers et par là même de permettre leur prévention. Or, les recherches entreprises depuis quarante ans dans différents pays, et en France en particulier, mettent en évidence le rôle majeur du tabac (25 % à 30 % des cancers dans le monde sont dus au tabac). Cette découverte importante aurait dû avoir un effet bénéfique, malheureusement, en France, il n'en est rien.

Petites phrases, grossièretés et coups bas

Le degré zéro de la politique

par Jean-Marie Colombani

« Lorsque j'entends Jack Lang dire que, lors de l'élection présidentielle, il s'agira de voter pour ou contre la démocratie, lorsque j'entends Jacques Toubon dire qu'il s'agira de choisir entre la liberté et le camp de la tyrannie, je me dis que certains responsables politiques, si brillants soient-ils, ont parfois un sacré rapport à l'évolution des mentalités et à la maturité de la société française. »



« d'oublier ni le parler « chic » et le look choc du premier ministre (celui-là même qui, il y a près d'un an, affirmait la marée lycéenne et étudiants) ni l'entrée en force du réflexe pavlovien, en lieu et place d'une réflexion sur la moralité de l'action politique. Que survienne une situation embarrassante, et l'on scande, à droite « Greenpeace », tandis qu'à gauche, on suggère que M. Chirac

lutte pour le pouvoir. Dernier incident en date : M. Mitterrand s'étonne que le conseil des ministres de cette semaine ait été remplacé par un « conseil de cabinet », présidé, le jeudi 3 septembre, par le chef du gouvernement.

Le contrôle du groupe Prouvest
M. Jérôme Seydoux dispose désormais d'une minorité de blocage.
PAGE 23

Le triomphe de Kadhafi
Festivités à Tripoli après la victoire d'Acou.
PAGE 8

Anniversaire polonais
Solidarité, sept ans après...
PAGE 6

Jean-Paul II et les juifs
Le Vatican va publier un document sur l'holocauste.
PAGE 3

Le procès de Mathias Rust
A Moscou, le jeune Allemand a plaidé coupable.
PAGE 26

La rentrée scolaire
Sensible augmentation du nombre des lycéens.
PAGES 19 et 20

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
■ A la Mostra de Venise : « Un enfant de Calabre », un film de Luigi Comencini ; l'hommage à Joseph Mankiewicz.
■ La sortie de « Sous le soleil de Satan » ; un entretien avec Maurice Pialat.
■ La rentrée chorégraphique.
Pages 11 à 13

Concordances des temps
16 mai 1877 et 16 mars 1986.
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 26

L'ENQUÊTE : la visite de M. Honecker en Allemagne fédérale

La réunification allemande entre parenthèses

Pour la première fois, un chef de l'Etat est-allemand, M. Honecker, effectue une visite en Allemagne fédérale, du 7 au 11 septembre.

Tant de fois annoncée puis annulée, la visite d'Erich Honecker en RFA apparaît presque aujourd'hui comme allant de soi, spécialement dans le contexte de la nouvelle phase de détente qui s'amorce entre les deux blocs. Le sommet du pacte de Varsovie, qui s'était déroulé en mai dernier à Berlin-Est, n'avait-il pas d'ailleurs décidé de laisser à ses membres une certaine marge de manœuvre dans leurs relations extérieures, y compris avec la visite que le numéro un est-allemand souhaitait manifestement accomplir depuis longtemps ?

Helmut Kohl sur le plan protocolaire. Il y a trois ans, lorsque la venue de M. Honecker avait été annulée au dernier moment, il n'était encore question que de le recevoir en dehors de Bonn. Les discussions entre le chancelier et le chef de l'Etat est-allemand devaient avoir lieu à Bad Kreuznach et si une rencontre était bien prévue avec le président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker, ce ne devait pas être dans sa résidence du palais Schaumburg.



PRX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 36 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 65 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,40 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10,60 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; République S.F.A., 11,50 esc.; Suisse, 1,60 fr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

16 mai 1877 et 16 mars 1986

La cohabitation entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac a un précédent : celle entre Mac-Mahon et Gambetta. Certes, elles ne sont pas de même nature, mais les échos de la première renvoient à la seconde.

par Jean-Noël Jeanneney

DURANT l'hiver 1985-1986, à l'orée de la cohabitation, on s'arrêtait volontiers, dans la quête des précédents, sur le cas fameux du conflit qui survint en 1877 entre Mac-Mahon et les républicains (1). Ce rapprochement a son prix, mais on a parfois trop restreint la portée, que les dix-huit mois qui viennent de s'écouler permettent de mieux mesurer.

Naguère on mettait surtout l'accent sur le tête-à-tête symbolique de deux hommes, le maréchal et Gambetta. Et il est vrai qu'on peut commodément résumer la crise sous la forme d'un duel spectaculaire : Mac-Mahon installé par la droite à la tête de l'Etat après la chute de Thiers, en 1873, avec la mission explicite d'occuper la place en attendant que les monarchistes s'accordent entre eux pour faire la Restauration et avec la charge d'endiguer la lente montée des républicains ; Gambetta (2) inspirant la stratégie des gauches qui enlèvent la majorité aux élections législatives de février 1876 ; Mac-Mahon constituant des gouvernements qu'il fonde sur un équilibre précaire entre les deux camps et que président Dufaure, puis Jules Simon à partir de décembre 1876 ; Gambetta acceptant d'attendre patiemment que reprenne l'évolution vers la gauche ; Mac-Mahon redoutant ce que l'autre espère, rogeant son frein, puis prenant soudain la décision, au matin du 16 mai 1877, de congédier Jules Simon, jugé par lui trop mou, pour installer un cabinet de réaction animé par le duc de Broglie, président du conseil, et par le ministre de l'Intérieur Fournier ; Gambetta réagissant avec une magnifique vigueur et conduisant l'assaut des « 363 » qui oppose l'unité des républicains aux divisions des trois droites, légitimiste, orléaniste et bonapartiste (« le Lys, le Coq et l'Aigle ») ; Mac-Mahon et son gouvernement de combat jouant leur va-tout, dissolvant la Chambre et jetant dans cette mêlée toutes les ressources des candidatures officielles ; Gambetta l'emportant aux élections de l'automne 1877 et exigeant du président de la République, selon la formule fameuse, « qu'il se soumette ou qu'il se démette » ; Mac-Mahon se soumettant d'abord en rappelant Dufaure, et se démettant finalement en 1879, après que les élections sénatoriales eurent fait basculer la Haute Assemblée du côté de la République, ainsi solidement établie.

ON voit bien les couleurs vives, le ton épique de cet affrontement de deux champions symboliques. Mais il a surtout le mérite (opportun dans le cours de cette trentième et dernière chronique...) d'éclairer la part d'irréductible spécifique qui se retrouve dans chaque événement de l'histoire, et de rappeler qu'à côté des « forces profondes » chères à Pierre Renouvin les psychologies dans le sillage se jouent aussi, et de rappeler qu'à côté des situations, surtout, que j'ai eu le goût de confronter, plutôt que les tempéraments individuels ou les biographies — sauf détail piquant au hasard du chemin. Car la recherche de similitudes entre les acteurs eux-mêmes, d'une époque à l'autre, trouve généralement de rapides limites.

Qu'il suffise, pour le vérifier dans le cas qui nous occupe, de dire qu'en 1877 le président de la République était une personnalité de bois brut, tout d'une pièce, militaire immobile à la parole fruste et hésitante, sans connaissance intime de la politique, sans grande culture historique ou littéraire ; et, d'autre part, que le chef de la majorité parlementaire d'alors était, sous la chaleur méridionale, sous l'éloquence inventive et souple, un homme de patience sachant dominer ses entourage, capable de maîtriser les élans de sa spontanéité et de prévoir, sur le damier, plusieurs coups à l'avance ; ce simple rappel tuerait je pense l'envie de pousser plus loin le parallèle avec leurs homologues d'aujourd'hui. Mais le rapprochement retrouve tout son intérêt si l'on examine dans cette « guerre civile froide » non plus la personnalité des chefs et de leur dialogue spécifique, mais les deux camps entiers et leur confrontation.

Il y a d'abord l'effort qui est demandé aux partenaires grands et petits de cette cohabitation, au temps de Dufaure et de Jules Simon, présidents du conseil, pour brider l'intensité des antagonismes. Au

rebours de ce qu'on a écrit quelquefois, la période qui va de février 1876 à mai 1877 est plus riche de leçons, pour nous, que l'après-16 mai. Jules Simon incarne bien cet équilibre instable aussi longtemps que Mac-Mahon lui en laisse le loisir. L'anecdote est célèbre. Il avait inscrit dans son discours de présentation, en décembre 1876, que son gouvernement serait à la fois « profondément républicain et profondément conservateur ». Devant la Chambre, qui était de gauche, il appuya si fort sur le premier terme que le second s'en trouva escamoté, et au Sénat il fit juste le contraire. Cette ambiguïté à grosses ficelles fit rire Paris, mais elle marqua clairement la logique conjoncturelle qui poussait les deux camps dans le sens de la modération. Cet empire sur soi-même fut assez difficile à garder par chacun pour expliquer ensuite la violence des explosions verbales, après le 16 mai, quand la rêve s'acheva : ces mêmes passions — longtemps contenues s'en trouvaient d'autant plus déchaînées dans la campagne électorale de l'été 1877. Une seule citation suffira pour en donner le ton, cette exclamation du bonapartiste Cuneo d'Ornano qui est imprimée dans le *Suffrage universel des Charentes* du 5 juillet 1877 : « Nous ferons de la République et des républicains une pâtée dont les chiens eux-mêmes ne voudront pas ! (3) ».

Hargne intime et complicité objective

Jusqu'au 16 mai au contraire les acteurs de la « coexistence » sont voués à se ménager, à se contraindre même à des courtoisies qui sont cruelles aux tempéraments les plus chauds. Les deux camps évoquent deux luteurs fatigués qui s'appuyent l'un sur l'autre pour tenir debout. Leur hargne intime s'enveloppe d'une complicité objective.

Puisqu'on est d'accord pour durer quel temps de cette façon, on réussit assez bien, de part et d'autre, à maîtriser par des compromis l'équilibre des intérêts. Le seul vrai risque que se fasse la cohabitation est lié, comme c'est aussi le cas actuellement, à une soudaine intrusion de l'irrationnel. Les incidents de cette sorte ont été surmontés calmement depuis mars 1986. Mais point en 1876 : voyez l'affaire du protocole des enterrements. En août de cette année-là vint à mourir le compositeur saint-simonien Félicien David. Il était haut dignitaire dans la Légion d'honneur et avait exprimé la volonté formelle d'être inhumé civilement. Or le piquet de troupes qui devait, aux termes du décret du 24 messidor an XII, rendre à sa dépouille les honneurs militaires se retira lorsque son chef apprit qu'aucun prêtre n'accompagnerait le convoi au cimetière. Le général de Cissé, ministre de la guerre, approuva cette initiative au motif qu'une circulaire ministérielle explicitant le décret de messidor prescrivait aux soldats de se rendre « de l'église au cimetière ». Tant de passions explosèrent autour de cette affaire que le cabinet Dufaure ne put les maîtriser et qu'il s'y brisa en décembre 1876... (4)

DANS l'ordre du rationnel, les partisans savent très bien, alors comme maintenant, quel risque encourt celui qui prend l'initiative des hostilités : Mac-Mahon tirant le premier, lors du 16 mai, confirme à l'avance, si je puis dire, par son échec final, que l'Elysée et Malgouyres, François Mitterrand et Jacques Chirac, n'ont pas tort de penser, ces temps-ci, que le pays sanctionnerait celui qui ouvrirait la crise. Gambetta, quelques années plus tard, faisait cette juste analyse : « Le 16 mai n'a pas été un coup d'Etat, mais un coup de tête... Le duc de Broglie, Fournier et les autres n'ont pas voulu lâcher Mac-Mahon et l'ont suivi courageusement, bien que sentant à partie mal engagée, perdue d'avance. C'est bien eux qui possèdent le canon, mais il est parti trop tôt, de lui-même, tout seul, sans être encore au point (5) ».

Tant que dure la veillée d'armes, on est frappé de voir comment la bataille se déplace des grandes options de politique générale, qui sont figées, à celles, plus vulgaires, des postes à pourvoir. L'enjeu est important, chacun le sait, pour la suite des



LE MARÉCHAL MAC-MAHON
un brave soldat qui n'a pas osé redire J'y suis, j'y reste !.

stratégies. Là les affinités et les clans se lisent, en de tels moments, sous une lumière plus crue. Dès avant le 16 mai, la bataille est déjà rude sur tous les noms. Jules Simon raconte comment il apporta un jour à Mac-Mahon la révocation de plusieurs préfets, notamment celui de Saône-et-Loire. « Il maugréa un peu. C'est mon département, c'est de moi qu'il s'agit et il ajouta : « C'est fâcheux, mais c'est la politique. La politique lui semblait parfaitement méprisable. Il gardait le décret et finissait par le signer, mais il n'était pas satisfait. (6) » Dans l'ensemble, on a l'impression que la coexistence des pouvoirs loin de faciliter la réserve des fonctionnaires la rend plus malaisée et une fois la bataille ouverte, les tensions longtemps comprimées éclatent, ici aussi, avec brutalité. C'est le temps des dépuilles. Quelques jours après le 16 mai, le *Pays*, journal bonapartiste, s'écrie : « Faites le grand nettoyage, que le balai devienne la hampe du drapeau français ! (7) » De chaque fonctionnaire le gouvernement de combat du duc de Broglie exige qu'il serve sans états d'âme la politique de la candidature officielle, et bouscule au besoin toutes les libertés d'expression. C'est le temps où le préfet d'Ille-et-Vilaine dit sans fard : « La neutralité, c'est une hostilité qui se cache. Je la démasque quand je la rencontre et j'en fais justice toutes les fois que je puis... (8) »

A ce jeu, Broglie se distingue. Gabriel Hanotaux le peint d'« imagination sobre, courte et froide ». « Il se complaisait, tapé dans [ses] complexités, à tisser [sa] toile, étant, selon le mot du cardinal de Richelieu, de ces esprits déliés qui « veulent trop affiner la pointe de leurs aiguilles, les caxent. (9) » Avec cela fort représentatif de ces libéraux de doctrine qui théorisent volontiers, quand ils sont en marge de l'action, sur les vertus de l'équilibre et le réclament hautement à l'adversaire mais qui, une fois parvenus aux commandes, incertains, mi-gênés, remettent leurs propos d'attente et placent leurs gens.

Cette question des places est importante en soi — affaire de réseau. Elle l'est aussi dans l'ordre du symbolique. Après sa défaite d'octobre 1877, Mac-Mahon dut finalement consentir à un ministère mollement hostile à sa politique, où revint Dufaure. Et il commença de signer des listes de révocation de ses amis. Il laissa partir les préfets. Il laissa partir les juges. Il abandonna même son plus proche collaborateur, secrétaire général de la présidence. Puis vint le tour des militaires, ses

pairs, ses camarades. Il se cabra, et démissionna.

Reste l'essentiel : le bilan de ces années-là à l'aune de l'intérêt national. En d'autres termes, eût-il mieux valu que le pays, pour installer la République, fit l'économie de cette période de transition et d'incertitude ; et lui coûtât-elle cher ?

On s'inquiéta beaucoup, à Paris, sur le moment, des conséquences de la crise sur la politique étrangère. L'époque n'était pas paisible. Déjà, lors de la chute de Dufaure, en décembre 1876, l'imminence d'une guerre entre Russie et Turquie, et le risque d'une explosion de la « poudrière des Balkans » avaient facilité l'avènement du gouvernement de compromis de Jules Simon. Après le 16 mai, Gambetta évoque dans une lettre « le seul vrai danger, celui de l'étranger qui nous épie et qui peut vouloir profiter de notre désarroi politique et militaire (10) ». Les relations de la France et de l'Allemagne se tendirent un moment, Bismarck provoquant à Berlin une augmentation des crédits militaires. Tandis que le gouvernement italien, de son côté, faisait grise mine : il craignait que le maréchal, poussé par les évènements ultimes, ne cherchât à favoriser un rétablissement du pouvoir temporel du pape sur Rome. Et pourtant, sur ces divers fronts, le Quai d'Orsay sut calmer le jeu.

CE qui frappe ici, c'est qu'au 16 mai, après quelques maladroites et paroles imprudentes, il y eut en somme entre les partis qui étaient engagés dans une si dure bataille à l'intérieur un accord tacite pour ne pas traîner dans le forum les questions diplomatiques. Et bientôt on se rassura. Le ministre des Affaires étrangères, le duc de Decazes, qui demeura sans interruption au Quai d'Orsay de novembre 1873 à novembre 1877, était un homme de qualité, estimé sur les divers bords, et il représenta la continuité. Après le renvoi de Jules Simon, étant hostile lui-même à la décision de Mac-Mahon, il songea à partir, et il ne consentit à rester à son poste qu'après avoir obtenu du maréchal, le 17 mai, une lettre lui enjoignant de se considérer comme en service commandé : « Je veux qu'il soit bien compris, écrivait Mac-Mahon, que je veux maintenir avec les puissances étrangères les relations amicales et confiantes que vous avez su entretenir avec elles. Nulle atteinte ne doit être portée et rien ne doit être changé à la politique extérieure que vous représentez si habilement et si dignement. C'était placer clairement la fonction hors des querelles intérieures. Et la gauche y consentit d'assez bonne grâce.

Quant à la prospérité du pays au dedans... l'Etat était moins présent qu'aujourd'hui, voici un siècle, dans la vie quotidienne du pays, dans sa vie économique et sociale : les freins, les paralysies dans l'action que peuvent susciter les désaccords au sommet et les incertitudes à la base étaient donc, pour quelque temps, de moindre conséquence. Il reste qu'ils eurent souvent leur inconvénient — à mettre pourtant en balance, alors comme aujourd'hui, avec le mérite des transitions qui lubrifient le passage entre deux époques organisées selon des équilibres différents. Edmond de Goncourt y fait songer sans le vouloir lorsqu'il écrit dans son *Journal*, déçu au lendemain du 16 mai : « Ce coup d'Etat a la faiblesse des choses qui ne sont pas franches, pas carrées, pas décisives. Il ne profite pas des apports de l'illégalité brutale, et il a contre lui toutes les résistances que soulève une violation de la loi. J'ai bien peur qu'il ne réussisse pas à cause de l'honnêteté qui y précède... (11) » Retenez la critique en compliment : ces crises-là ont leur vertu maléfique.

L'alternance démocratique

En 1876, Jules Ferry parle du cabinet Dufaure comme d'un « ministère d'acclimatation ». On ne peut mieux dire (12). Ces années incertaines permettent de franchir sans déchirement dramatique le pas d'une époque à l'autre. Le retard des mentalités par rapport aux réalités des forces politiques est dangereuse en démocratie. Si les événements n'offrent pas le sas de périodes intermédiaires, les mutations trop brutales risquent de désarticuler tout le système, et cette donnée est à placer en face du coût collectif des flottements provisoires dans l'action. Les moments chaotiques qui vont de 1876 à 1879 ont permis en somme l'accommodation sans drame de tout un peuple à des temps nouveaux, ceux de la République assagie et efficace. A distance, le bilan n'apparaît ni négatif.

Je sais bien que nous n'avons pas le même recul pour juger l'expérience actuelle de cohabitation. L'enjeu n'est pas aussi lourd et les institutions ne sont pas en cause. Mais on est en droit de penser que ce dont il s'agit cette fois-ci, c'est de laisser au pays le loisir d'une confirmation : la vocation contemporaine de la gauche, murie, chargée par l'expérience d'un pouvoir qu'elle n'avait plus occupé depuis longtemps, à gouverner de nouveau à terme proche, de telle sorte que s'installe vraiment dans nos mœurs politiques l'alternance démocratique.

Mais voici que je suis tenté d'élargir jusque vers l'avenir le jeu des concordances : quelques latitudes que m'aient laissées de libres variations d'un été sur l'histoire, ce serait sortir de l'épure. Sachons donc y discerner le signe qu'il est temps de s'en tenir là, et que l'exercice est fini.

FIN

P.S. — J'ai reçu beaucoup de courrier. Occupé jusqu'à présent par la rédaction de ces pages, je n'ai pas trouvé le loisir d'écrire en retour à mes correspondants. Qu'ils me pardonnent et me consentent quelque délai. Je répondrai à tous — sauf aux injures (naïes). Et dans quelques jours, je donnerai ici même les extraits les plus significatifs.

- (1) Pour une analyse rassemblée, voir Michel Winock, *La Fièvre hexagonale, les grandes crises politiques, 1871-1968*, Paris, Calmann-Lévy, 1986 (chapitre 2, pp. 57-88).
- (2) Cf. les deux volumes de la biographie de J.P.T. Bury, *Gambetta and the Making of the Third Republic*, Londres, Longman, 1973, 499 p., et *Gambetta's Final Years, the Era of Difficulties*, 1982, 392 p.
- (3) Maurice Reclus, *Le 16 mai*, Paris, Hachette, 1931, p. 76.
- (4) Voir André Daniel, *L'année politique 1976*, pp. 300, 335-340 et 349 ; et Daniel Halévy, *La République des ducs*, Paris, Grasset, 1937, pp. 243-244.
- (5) Ludovic Halévy, *Trois diners avec Gambetta*, Paris, Grasset, 1929, p. 45.
- (6) Jules Simon, *Le Soir de ma journée*, Paris, 1902, cité par Maurice Reclus, p. 22.
- (7) Maurice Reclus, *op. cit.*, p. 54.
- (8) *Ibid.*, p. 79.
- (9) Gabriel Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine (1871-1900)*, t. II, vol. 1, *la Présidence du maréchal de Mac-Mahon, l'échec de la monarchie*, Paris, 1904, pp. 34 et 39-40. Cf. aussi André Jardin, *Histoire du libéralisme politique, de la crise de l'absolutisme à la Constitution de 1875*, Paris, Hachette, 1985, notamment p. 408.
- (10) A. Armand Ruiz, 21 mai 1877. *Lettres de Gambetta*, édition Daniel Halévy et Emile Pilié, Paris, Grasset, 1938, lettre 312.
- (11) *Journal des Goncourts*, t. V, 1872-1877, Paris, 1891, p. 330 (jeudi 24 mai 1877).
- (12) Cité par Odile Rudelle, *La République absolue, 1870-1889*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, p. 49.

Le recueil de ces chroniques sera publié en octobre, sous le même titre, aux Editions du Seuil.

سنة 1408 هـ

Etranger

L'ouverture du sommet francophone de Québec

Au nom de la reine d'Angleterre...

QUÉBEC de notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère voulue très « britannique » par le Canada fédéral, la « puissance invitante », qu'a été inaugurée, mardi 1^{er} septembre, dans l'après-midi à Québec, la seconde conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de la quarantaine de pays ayant en commun l'usage du français. Le Québec et le Nouveau-Brunswick (province partiellement francophone) ne sont que « gouvernements hôtes ».

Sur l'esplanade dédiée au roi George V d'Angleterre, devant les donjons néo-médiévaux du manège de l'armée canadienne qui tournent le dos aux plaines d'Abraham dans lesquelles périt la Nouvelle-France en 1759, avait été dressée une estrade pour les chefs de délégation. Le gendarmier royal, la fameuse police montée en casque rouge, leur a donné en musique une idée de ses processions équestres. Parmi la vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernement européens, arabes ou africains déjà arrivés (d'autres sont attendus ce mercredi), MM. Mitterrand et Chirac, ainsi que le président Gemayel du Liban, ont eu droit

aux applaudissements les plus nourris de la foule. C'est au nom du chef de l'Etat canadien, c'est-à-dire la reine d'Angleterre Elisabeth II de Grande-Bretagne, que M^{me} Jeanne Sauvé, depuis 1984 première femme à remplir les fonctions de gouverneur général du Canada, a présidé la cérémonie d'accueil, suivie d'une dîner d'Etat dans sa résidence estivale de la Citadelle québécoise surplombant le fleuve Saint-Laurent. Dîner sans viande de porc, comme tous les autres repas servis au cours du sommet, ainsi que les autorités ont pris la précaution de le préciser dans un communiqué de presse, en raison de la présence de nombreux délégués musulmans.

« Pas de sentiments faciles »

Le discours de M^{me} Sauvé a nettement dépassé le cadre protocolaire, et sa liberté de ton a séduit ceux qui font le plus de la langue française. Elle a commencé par une allocution dans laquelle elle a souligné que « le second sommet de la francophonie ne sera pas le lieu des sentiments faciles », le gouverneur général a également noté qu'il se tient dans un univers

« abrégé plus qu'on ne saurait croire par les blocs se disputant l'hégémonie du monde ».

Néanmoins, « les francophones sont une force », a poursuivi la représentante de la reine, tout en estimant qu'« il nous fallait être sensibles aux signes qui démontrent nos points faibles et notre perméabilité aux influences ».

Aux yeux de M^{me} Sauvé, si le premier sommet de Paris, en 1986, avait été celui des « retrouvailles », le rétablissement de Québec doit être celui de la concertation de nos volontés et de la mise en commun de nos ressources [car] la mode, l'indifférence, le mimétisme contribuent à altérer notre fond, à nous imposer le langage codé et nivelé de la technologie la plus pernicieuse ».

Ces propos sont interprétés ici d'abord comme une manifestation de la spécificité du Canada tout entier, face à des Etats-Unis à l'influence multiforme grandissante, mais aussi à un moindre degré comme un reproche voilé à un pays comme la France qui n'a pas pleinement joué le rôle moteur attendu d'elle depuis dix-huit mois dans le suivi de projets culturels, audiovisuels et autres adoptés au sommet de février 1986.

Mercredi, après une séance publique au Grand-Théâtre de Québec au cours de laquelle le président Mitterrand devait prononcer un discours, les chefs de délégation devaient entamer à huis clos au Parlement québécois leurs travaux. L'examen des opérations communes engagées depuis dix-huit mois sera naturellement au menu, ainsi que la préparation d'une déclaration de « solidarité francophone ».

Pendant ce temps, les Québécois sont à la fête ; plusieurs dizaines de manifestations corporatives, scientifiques, culturelles ou populaires se déroulent dans leur capitale sous le signe de la francophonie, en marge du sommet. Celui-ci est généralement qualifié par les Canadiens français de « plus grand événement historique mondial » survenu à Québec depuis les conférences tripartites de guerre Churchill-Roosevelt-Mackenzie (1) tenues, en 1943 et 1944, dans ce même château Frontenac qui abrite aujourd'hui la fine fleur politique du monde francophone.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) William Mackenzie King, alors premier ministre du Canada.

VATICAN : après une rencontre avec des dirigeants juifs

Jean-Paul II va publier un document sur l'Holocauste

ROME de notre correspondant

La visite de M. Kurt Waldheim au Vatican, le 25 juin dernier, permettra-t-elle finalement de donner une nouvelle impulsion au dialogue entre catholiques et juifs, malgré la vague de protestations qu'elle avait suscitée parmi ces derniers, notamment aux Etats-Unis ? Venue protester auprès du pape, qui l'a reçue le mardi 1^{er} septembre au Vatican, une délégation du Comité juif international sur les consultations interreligieuses (1) a reçu en guise de bienvenue l'annonce qu'un document officiel serait prochainement publié par le Saint-Siège sur la Shoah (l'extermination des juifs par les nazis), sur les origines historiques de l'antisémitisme et sur ses manifestations d'aujourd'hui.

L'idée d'un tel document était dans l'air depuis au moins deux ans, assure-t-on au Vatican. Mais son annonce vient couronner opportunément une série d'initiatives visant à améliorer le climat entre les catholiques et la communauté juive à la veille du voyage du pape aux Etats-Unis : Jean-Paul II doit rencontrer, le 11 septembre à Miami, les responsables de l'Influente communauté juive américaine.

En juillet dernier, le cardinal secrétaire d'Etat, Agostino Casaroli, s'était rendu aux Etats-Unis, où il avait rencontré plusieurs dirigeants juifs. Le 8 août, le pape a réaffirmé son attachement au dialogue avec les juifs dans une lettre au président de l'Etat américain, Mgr John May (Le Monde du 25 août). De son côté, Mgr May a fait publier un recueil de discours de Jean-Paul II sur les juifs et le judaïsme pour répondre à la vague de critiques dans la presse.

La rencontre de mardi — une conversation « libre et ouverte », selon un communiqué commun — a permis à la délégation conduite par le rabbin Mordechai Waxman d'aborder avec le pape pendant plus d'une heure tous les grands thèmes du contentieux, des traces d'antisémitisme dans l'éducation catholique au refus du Vatican d'établir des relations diplomatiques avec Israël, et, bien entendu, à la visite du président américain. Les dirigeants juifs ont eu également plusieurs réunions de travail au Vatican et ont été reçus par le cardinal Casaroli.

Concertation

Les deux parties se sont félicitées des résultats de la visite. L'initiative de préparer un document sur l'Holocauste, annoncée par le cardinal Johannes Wilhelms, président de la commission vaticane pour les relations religieuses avec le judaïsme, a été accueillie « chaleureusement » par les représentants du Comité juif international. Un tel document, ont-ils déclaré, contribuera à « combattre les tentatives en vue de réviser et de nier la réalité de la Shoah et d'élaborer sa signification religieuse pour les chrétiens, les juifs et l'humanité ». M. Gerhart Riegner, vice-président du Congrès juif mondial, a indiqué que des universitaires juifs seraient consultés par les rédacteurs du document.

Le désir d'une plus grande concertation est apparemment également le leitmotiv de la lettre pastorale de créer une « structure » chargée de suivre les préoccupations de la communauté juive mondiale. On devine que le Saint-Siège, qui n'avait pas prévu l'ampleur des réactions hostiles à la visite de M. Wald-

heim, souhaite en éviter la répétition.

De son côté, le cardinal Casaroli a fait plaisir à ses invités en reconnaissant que les problèmes religieux et les questions politiques touchant la communauté juive sont souvent liés. Il a ouvert la porte à des contacts directs entre la secrétaire d'Etat et les représentants de la Diaspora.

Aucun progrès n'a cependant été enregistré concernant les relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. La délégation a dû se contenter de l'assurance qu'il n'existe pas de « raisons théologiques » qui empêcheraient l'établissement. Mais a rappelé le Saint-Siège, « il y a bien des problèmes sérieux et non résolus dans la région » : une allusion transparente au statut de Jérusalem, à la question palestinienne et aux territoires occupés. Le rabbin Waxman a vu une raison d'espérer dans une phrase de Jean-Paul II reconnaissant que « l'existence d'Israël est fondamentale pour le peuple juif ».

Quant à l'affaire Waldheim, le Saint-Siège a pris acte du « détarroi » des juifs, tout en rappelant les « raisons sérieuses » qui avaient motivé son acceptation de la visite. Le rabbin américain Gilbert Klapperman a parlé à ce propos d'un « moment de déception », alors que Mgr William Keeler, président de l'organe de dialogue avec les juifs, a rappelé que tout individu est considéré innocent jusqu'à preuve du contraire et que le pape « n'avait pas à se substituer au juge ».

(Interim.)

Le pape ne sera pas invité en Lituanie

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerasimov, a confirmé, le mardi 1^{er} septembre à Varsovie, le refus des autorités soviétiques d'inviter Jean-Paul II en Lituanie pour l'anniversaire du 6^e centenaire de l'Eglise lituanienne, qui doit être célébré en juillet prochain. M. Guerasimov s'est retranché derrière une décision des autorités de la République balte.

Moscou a signalé à plusieurs reprises ces dernières semaines sa volonté d'assouplir sa position sur l'exercice de la religion en URSS. Vingt-quatre heures après la fin de la visite du patriarche de Constantinople en URSS, le sénateur américain Richard Lugar avait indiqué lundi à Washington, après une rencontre avec le ministre soviétique des affaires religieuses, avoir reçu la promesse que toutes les personnes détenues pour leur foi seraient libérées d'ici à novembre. Cette politique d'ouverture, observée avec prudence par le Vatican (Le Monde du 27 août), ne s'est pas pour le moment répercutée sur les relations entre Moscou et le Saint-Siège. Le patriarche Pimen, chef de l'Eglise orthodoxe russe, vient récemment de réaffirmer (Le Monde du 2 septembre) que de nombreux obstacles continueraient à s'opposer à la visite du pape en URSS.

« Le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial »

L'idée francophone est née au moment de la décolonisation, lorsque l'agréé de grammaire, Léopold Sédar Senghor, déjà président du Sénégal mais pas encore académicien français, exalta en 1962 « le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial : la langue française ».

Un numéro de la même année de la revue *Esprit* consacré à « la langue française vivante » est un peu considéré aujourd'hui comme la charte spontanée de la francophonie, mot latin-grec formé au demeurant il y a déjà cent ans par le géographe Onésime Reclus, mais qui en son temps n'avait pas fait florès. Il y a un quart de

siècle, la France, encore toute pénaude de son aventure outre-mer, resta en retrait d'un mouvement alors plus intellectuel que politique que marquèrent néanmoins des hommes d'Etat comme le Nigérien musulman Hamani Diori, le prince cambodgien Norodom Sihanouk, le Combattant suprême de Tunisie Habib Bourguiba, que ratifièrent ensuite des Libanais comme le président Charles Hélué, des Québécois, chanteurs, hommes politiques ou universitaires et même le ministre d'Etat égyptien Boutros Boutros-Ghali, séduit par ce qu'il a appelé « le non-alignement de la langue française ».

Chevauchement, éparpillement

En France, c'est Georges Pompidou, alors premier ministre du général de Gaulle, qui créa, en 1966, la première grande institution francophone hexagonale, le Haut Comité de la langue française. Refondé par le président Mitterrand sous forme d'un commissariat général, il est confié depuis cette année à un chiraquien non tant, M. Bernard Billaud ; mais ses crédits n'ont cessé de diminuer (actuellement environ 10 millions de francs par an), et il n'a donc pas les moyens de jouer le rôle d'incitateur néologique qui devrait notamment être le sien.

La création, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, d'un service des affaires francophones au Quai d'Orsay puis, en 1986, par M. Chirac, d'un secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé de la

125 millions de « locuteurs réels »

L'Agence de coopération culturelle et technique, installée à Paris après sa fondation à Niamey en 1970, est la seule organisation internationale publique francophone permanente (avec le comité restreint chargé du suivi des sommets). Elle souffre elle aussi de la modicité de ses moyens (environ 100 millions de francs par an) et encore plus, depuis quelques années, de la crise de confiance de nombre des Etats membres peu satisfaits de l'œuvre encore plus modeste de l'Agence.

On estime grosso modo à 200 millions le nombre de personnes apprenant ou parlant le français dans les quarante et quelques pays francophones, France comprise. Mais seules 125 millions de personnes étaient réputées, en 1985, « locuteurs réels », selon une

enquête mondiale menée à la demande du Haut Conseil de la francophonie, que préside M. Mitterrand.

Il faut de toute façon distinguer les pays comme ceux d'Europe continentale, où le français est actuellement en régression dans l'enseignement, et ceux de la francophonie proprement dite, (Mogreb, Afrique noire, Québec, Haïti, etc.), où la forte natalité et la progression continue de la scolarisation favorisent depuis une vingtaine d'années un essor sans précédent de la langue française et qui apparemment promet de perdurer, y compris dans les Etats comme l'Algérie ou le Cameroun, qui ne participent pas directement au mouvement francophone ».

J.-P. P.-H.

La visite de M. Chirac Comment réaliser « une vraie coopération industrielle » ?

MONTREAL de notre envoyé spécial

M^{me} Claude Chirac, fille du premier ministre, invitée à accompagner ce dernier lors de sa visite au Québec, et qui avait été portée sur la liste de la délégation française par le protocole, n'a pu, à la dernière minute, aller en province. Ce n'est pas tout. Le chien labrador Mascon, donné il y a quelques mois à M. Chirac par les Québécois, est bien venu de Paris, mais la promesse que son maître devait faire avec lui, mardi matin 1^{er} septembre, a été annulée. Un froid dans les relations franco-québécoises ?

Qu'on se rassure. Si M^{me} Chirac n'est pas venue à Montréal comme il en avait été question (Le Monde du 29 août), c'est que le premier ministre a jugé que le mieux serait d'être l'ennemi du bien, et qu'il convenait de ne pas abuser de la bonne fortune médiatique de sa fille.

Quant à Mascon, s'il a été privé de sa gambaide maternelle, c'est parce que M. Chirac avait autre chose à faire. Le premier ministre a achevé en effet sa visite officielle au Québec, où il reste pour l'ouverture du sommet francophone, par des entretiens avec son homologue provincial, M. Robert Bourassa. La signature d'une convention fiscale visant à éviter des doubles impositions était destinée à souligner le volontés des deux chefs de gouvernement de développer les relations économiques entre le Québec et la France.

Le flux des investissements français a dépassé l'an dernier celui des capitaux britanniques investis dans la province francophone, et s'est placé au deuxième rang derrière ceux des Etats-Unis. Mais le total du capital français investi au Québec reste inférieur à celui de la Grande-Bretagne.

M. Chirac estime que cette situation « paradoxale » pourra être inversée « bientôt », et que les investissements québécois en France doivent eux aussi pouvoir augmenter.

PATRICK JARREAU.

Le projet d'accord sur les euromissiles

Les Pershing-1 A allemands ne sont « pas négociables » réaffirme la Maison Blanche

Le gouvernement américain a réaffirmé, le mardi 1^{er} septembre, que les ogives nucléaires équipant soixante-douze Pershing-1 A ouest-allemands ne devaient pas être incluses dans un éventuel accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FNI).

« Nous avons toujours dit que les systèmes appartenant à des pays tiers ne font pas partie des négociations. Nous maintenons cette position, et nous ne les négocierons pas », a dit M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. Un responsable du département d'Etat, qui a demandé à conserver l'anonymat, a précisé que les ogives qui appartiennent aux Etats-Unis ne seraient retirées de RFA qu'après le démantèlement des missiles.

Washington entendait répondre par là à M. Karpov, un responsable soviétique, qui avait estimé que la renonciation de M. Kohl aux Pershing-1 A « ne résout pas le pro-

blème » (Le Monde du 2 septembre), ainsi qu'à M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui avait dit le même jour à Washington que l'accord envisagé ne doit pas être une « option double zéro déformée » : si les Pershing-1 A ne sont pas concernés par les négociations, en revanche les têtes nucléaires « devraient faire partie intégrante de l'accord ».

De même à Moscou, M. Besmertnykh, autre vice-ministre, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a confirmé que la question des Pershing-1 A restait un problème d'une « importance prioritaire ». Il a affirmé que, pour l'URSS, un accord général sur les FNI devait être atteint avant un sommet entre le président Ronald Reagan et le secrétaire général du Parti communiste soviétique Mikhail Gorbatchev. Sans un tel accord, un sommet n'est « pas possible », a-t-il dit. — (A.F.P.)

7F NUMÉRO DE SEPTEMBRE

Le Monde

dossiers et documents

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

DEUX DOSSIERS

L'ÉCONOMIE JAPONAISE

La croissance marque la pas. Dans les rivalités mondiales. Atouts et faiblesses. Effort de relance et difficultés sociales.

L'INDUSTRIE INFORMATIQUE

Les nouveaux développements. Une industrie en restructuration. La rivalité américano-japonaise. Les dépendances du tiers-monde. Les retombées sur l'emploi.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Enquête

La première visite d'un chef de l'Etat est-allemand

Souvenirs de Neunkirchen

NEUNKIRCHEN
de notre envoyé spécial

QUELS seront les sentiments de M. Erich Honecker au moment où, le 10 septembre prochain, la limousine venant de Sarrebruck fera son entrée dans la petite ville sarroise de Neunkirchen et fera halte devant le 33 de la Kuchertbergstrasse, devant le pignon vert de sa maison natale ?

Revoir, près de cinquante ans après les avoir quittés, les lieux de son enfance et de son adolescence, sentir l'air du pays et entendre les gens parler le dialecte sarrois, reconnaître les pierres, les chemins et les paysages devant être des années au plus enduré des hommes. Mais il y a fort à parier que l'émotion du numéro un de la République démocratique allemande restera discrète. L'homme fort de Berlin-Est, même s'il a prouvé ces dernières années qu'il savait parfois rire de bon cœur, voire à l'occasion faire preuve d'un peu d'humour, n'est pas quelqu'un qui se livre facilement.

Nul ne peut douter, cependant, que des sentiments très forts l'attachent à ce coin d'Allemagne. Depuis qu'il a accédé à la charge suprême en RDA, la Sarre bénéficie de sa part d'un traitement de faveur qui se manifeste par des gestes très concrets et dont l'importance va croissant à mesure que s'améliorent les relations entre les deux Allemagnes. Ainsi, à peine arrivé à succéder à Walter Ulbricht à la tête du parti et de l'Etat est-allemand qu'il s'était empressé d'inviter à Berlin la fanfare de Neunkirchen, dont il est membre d'honneur.

L'argent de Noël

La sollicitude de M. Honecker envers les travailleurs de son pays natal prend également des formes moins folkloriques, mais néanmoins fort appréciées : l'an passé, une importante commande par la RDA de coke sarrois, effectuée sur l'intervention personnelle d'Erich Honecker, fit l'effet d'un ballon d'oxygène à une industrie minière en perdition. Cette commande permit même aux mineurs de recevoir ce fameux « argent de Noël » obtenu jadis par la lutte syndicale, du temps où le jeune Honecker lutait quotidiennement contre le baron Karl Ferdinand von Stumm, maître de forges, que son absolutisme industriel avait fait surnommer « le roi de Sarrebie ».

Mais les bienfaits venus de Berlin-Est ne se limitent pas à ceux de ses compatriotes qui appartiennent à la classe

ouvrière : lorsque les vigneronnes sarroises, pourtant dans leur majorité favorisées à la droite, furent menacées de ruine à la suite d'un scandale de vins trempés, des achats massifs de vins de la région par la RDA leur sauvèrent la mise...

Pendant longtemps, alors que les relations entre les deux Allemagnes étaient à leur point le plus bas, le seul journaliste ouest-allemand auquel Erich Honecker accordait des entretiens était Erich Voltmer, rédacteur en chef du très conservateur *Saarbrücker Zeitung*, aujourd'hui décedé. La solidarité antifasciste du jeune communiste Honecker et du jeune catholique Voltmer avait survécu à la guerre, la division du pays, la construction du mur.

« Un brave garçon »

Visiblement, le numéro un est-allemand aime son pays, ce « Heimat » où chacun, même quand il l'a quitté depuis longtemps, a laissé une partie de son cœur. Mais est-il payé de retour ? On trouve à Neunkirchen bien peu de gens ayant des souvenirs précis du jeune apprenti couvreur militant du Parti communiste. « C'était un brave garçon, peu expansif, mais très gentil », consent pourtant à nous confier une vieille dame qui fait son marché en face de la maison natale d'Erich Honecker.

Celle-ci, d'aspect plus que modeste, est habitée par M^{me} Gertrud Hoppstaedter, née Honecker, sa plus jeune sœur. Vivant modestement d'une retraite d'environ 5 000 francs par mois, c'est une personne très réservée, dont nul, pas même les rédacteurs du journal local, n'a pu obtenir le moindre témoignage sur son illustre frère. Elle a d'ailleurs refusé fur les sollicitations médiatiques en partant en vacances... en RDA. Mais elle sera de retour, assure-t-on, le 10 septembre, pour faire les honneurs de la maison familiale.

On se souvient pourtant à Neunkirchen de la période noire des combats de rue contre les SA et du rôle que jouait alors Erich Honecker : « Ce n'était pas un garçon à faire le coup de poing, c'était plutôt un organisateur, un agitateur, comme on disait à l'époque. » Dans Neunkirchen la rouge, où on vivait encore à 40 % communiste en 1932, le jeune Erich a appris que l'héroïsme est d'abord une affaire d'organisation, de persévérance, d'aptitude à garder la tête froide dans les tourments. Une expérience qui lui fut sans doute fort utile au cours de ses neuf ans d'emprisonnement dans les geôles nazies.

Son retour au pays natal, où il n'avait pas remis les pieds depuis 1949, n'est pas une surprise pour les habitants de Neunkirchen : il en est question depuis 1984, date à laquelle le chancelier Kohl lui adressa une invitation en bonne et due forme. Sans cesse annoncée comme imminente et sans cesse remise en raison d'une météorologie Est-Ouest plutôt maussade, cette visite historique a fait déferler par vagues sur la petite ville sarroise journalistes et équipes de télévision du monde entier. Au point qu'aujourd'hui une sorte de saturation se manifeste dans la population : « Les gens ne veulent plus rien lire ni entendre à ce sujet, nous déclare Gerd Meiser, chef de l'entrevue locale du *Saarbrücker Zeitung*. Ils ont parfois l'impression que le bruit fait autour de cette visite détourne l'attention des véritables problèmes de la ville : la perte de quatorze mille emplois, un taux de chômage de 15 % de la population active, des jeunes sans avenir... »

Le petit monde qui fréquente les estaminets de Neunkirchen s'est, au bout du compte, constitué une philosophie de l'événement : « Qu'il vienne donc, c'est bien normal, c'est son pays natal. Qu'il vienne aussi s'asseoir ici, qu'il vienne boire une bière avec nous, et puis qu'il retourne dans son pays, dans ses palais nationaux, cela ne nous concerne plus. » On tient avant tout à séparer très nettement « der Erich », l'enfant du pays, et le président du Conseil d'Etat de la RDA, accessoirement principal organisateur de la construction du mur de Berlin.

La gouaille, cependant, ne perd pas ses droits dans ce pays sarrois dont le peuple est au cours de l'histoire à s'accommoder de dominations diverses : « Et puis il pourra revenir quand il veut, puisqu'il a atteint l'âge de la retraite », lance un humoriste, faisant allusion aux autorisations de voyage à l'Ouest que l'Etat est-allemand accorde sans restriction aux retraités.

Au soir du 10 septembre prochain, lorsque, après un dernier salut de la fanfare de Werner Zins, la limousine noire ramènera Erich Honecker à Sarrebruck, où l'attend le nouvel enfant prodige de la Sarre, le ministre-président social-démocrate Oskar Lafontaine, Erich Honecker sera tout loisir de méditer sur les changements intervenus dans son pays natal, dont il écrit dans ses mémoires : « Dans les taudis sordides sévit la tuberculose, dont est morte ma sœur Kaethe, en 1929. »

Pour la première fois depuis la création de deux Etats allemands séparés sur les débris de l'ancien Reich, le numéro un de la République démocratique allemande, franchissant le « rideau de fer », vient visiter la République fédérale d'Allemagne. M. Erich Honecker, qui dirige la destinée de la RDA depuis 1971, est attendu le lundi 7 septembre à Bonn par le chancelier

chrétien-démocrate Helmut Kohl. Il profitera également de son séjour, qui doit durer cinq jours, pour se rendre dans plusieurs Länder. Cette visite revêt sur le plan politique un aspect historique qui n'échappe à personne, mais ce sera également pour M. Honecker l'occasion d'un émouvant pèlerinage dans son pays natal, à Neunkirchen près de Sarrebruck, dans la Sarre.



M. Erich Honecker (à gauche) et le chancelier Kohl aux obélisques de Youri Andropov, en février 1984, à Moscou.

La réunification

(Suite de la première page.)

L'émotion suscitée en juin dernier par la publication, dans la *Frankfurter Allgemeine*, des thèses du député chrétien-démocrate Bernhard Friedmann, qui invitait la République fédérale à inclure la réunification de l'Allemagne dans un règlement global sur la sécurité en Europe, n'aura été qu'éphémère. Ces thèses, qui ne font que reprendre l'idée défendue depuis toujours par l'extrême droite nationale et anti-américaine, sont celles d'un courant minoritaire auquel le débat sur l'abandon des missiles à moyenne portée du centre de l'Europe a fugitivement donné de l'importance, en raison de l'exaspération des adversaires de l'option zéro à l'égard de Washington.

La question de la réunification allemande, à laquelle la CDU défendait depuis toujours un important débat, paraît en réalité de moins en moins d'actualité. Le projet de nouveau programme politique que le Parti social-

démocrate est en train de rédiger ne mentionne plus la réunification que comme une possibilité parmi d'autres de régler le problème de la question allemande, alors qu'elle figurait à pratiquement toutes les lignes de son programme de Bad-Godesberg de 1959.

Seul le Parti démocrate-chrétien continuait jusqu'à présent à faire de la réunification l'objectif officiel de sa politique interallemande, étant entendu cependant, selon la formule inventée par Konrad Adenauer, que la liberté doit primer sur l'unité. L'opposition virulente que la CDU avait manifesté dans les années 70 à la signature, par la coalition libérale-social-démocrate de l'époque, des traités avec l'Etat avait empêché par la suite toute évolution significative de sa part sur la question allemande.

A peine arrivé au pouvoir, le chancelier Kohl s'est heurté au rappel à l'ordre d'une aile droite qui, encouragée par les violentes

diatribes antisoviétiques du président Reagan, n'a eu de cesse d'exiger un retour à la guerre idéologique contre l'Est. Tout en paraissant lui donner certains gages, en prenant la parole notamment devant les associations des réfugiés des anciens territoires allemands de l'Est, le chancelier n'a pourtant pas eu d'autre choix que de poursuivre la politique de ses prédécesseurs.

Il est significatif que pour justifier l'accueil fait à M. Honecker, le porte-parole du chancelier, M. Friedhelm Ost, se soit référé à la politique plus libérale adoptée par la RDA en matière d'autorisation de sortie pour ses citoyens désireux de se rendre à l'Ouest. Le chancelier n'a pas perdu une occasion, ces dernières semaines, pour souligner les immenses progrès réalisés dans ce domaine depuis trois ans. Deux millions d'Allemands de l'Est sont attendus cette année en RFA, dont un million de non-retraités au titre du rapprochement des familles.

De la capitulation du Reich à la venue de M. Honecker

- 1945 : 8 mai : capitulation de l'armée allemande. L'Allemagne est décapée en quatre zones d'occupation.
- 1945 : 14 août : conférence de Potsdam, qui prévoit notamment de confier à l'administration polonaise les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, dans l'attente d'un traité de paix définitif.
- 1946 : 4 avril : dans la zone d'occupation soviétique, le SPD et le KPD (parti communiste allemand) fusionnent pour fonder le SED (parti socialiste unifié).
- 1947 : 17 juin : annonce du plan Marshall (programme américain de reconstruction pour l'Europe).
- 1948 : 20 juin : réforme monétaire dans les zones d'occupation occidentales.
- 1948 : 21 juin : les Soviétiques déclarent le blocus de Berlin-Ouest, après l'introduction du mark occidental dans les secteurs occidentaux. Les Américains organisent un pont aérien qui, pendant près d'un an, assure l'approvisionnement de Berlin-Ouest.
- 1949 : 12 mai : fin du blocus de Berlin.
- 1949 : 23 mai : entrée en vigueur de la Loi fondamentale et fondation de la République fédérale d'Allemagne. La Loi fondamentale énonce dans son préambule : « Le peuple allemand tout entier resté libre à sauver, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne. »
- 1950 : 7 octobre : constitution de la République démocratique allemande.
- 1951 : 15 février : signature d'un accord commercial interzones qui règle les relations économiques entre les deux Allemagnes.
- 1952 : 20 décembre : l'Assemblée générale des Nations unies charge une commission d'étudier l'organisation d'élections dans toute l'Allemagne. La commis-

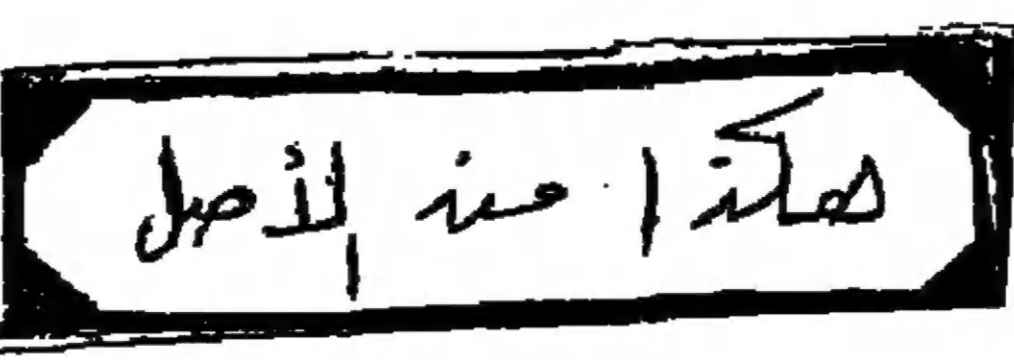
- 1952 : 10 mars : dans une note adressée aux trois puissances occidentales, Staline propose la réunification (jusqu'à l'Oder-Neisse) d'une Allemagne qui serait indépendante des deux blocs. Les puissances occidentales et la RFA refusent la neutralisation et commencent de réclamer des élections libres dans toute l'Allemagne.
- 1953 : 17 juin : soulèvement à Berlin-Est et dans plusieurs villes de RDA. Les autorités soviétiques décrètent l'état d'urgence, l'insurrection est réprimée par l'Armée rouge.
- 1955 : 5 mai : entrée en vigueur des accords de Paris, qui mettent fin au régime d'occupation, proclament la souveraineté de la RFA et fixent les règles relatives à la présence de contingents étrangers.
- 1955 : 14 mai : création du pacte de Varsovie.
- 1955 : 27 novembre : l'URSS dénonce le statut quadripartite de Berlin et réclame la transformation des secteurs occidentaux en zone libre démilitarisée. Les puissances occidentales rejettent cet ultimatum.
- 1961 : 4 juin : rencontre Kennedy-Khrouchchev à Vienne, qui confirme leur désaccord sur la question allemande. Le nombre de réfugiés quittant la RDA par Berlin-Ouest ne cesse d'augmenter.
- 1961 : 13 août : construction du mur de Berlin devant les alliés occidentaux impuissants. Le mur sera totalement hermétique jusqu'en décembre 1963, quand les autorités de l'Est permettront pour la première fois, pendant la période des fêtes de fin d'année, aux Berlinois de l'Ouest de rendre visite à leur famille à Berlin-Est.
- 1963 : 22 septembre : les retraités ouest-allemands sont autorisés à faire une visite par an à leur famille en RFA.
- 1963 : 19 août : la RDA se dote d'une nouvelle Constitution qui proclame que Berlin est la capitale de la RDA.
- 1969 : 11 juillet-septembre : le gouvernement fédéral renonce à la doctrine Hallstein ; il commence à négocier avec la RDA sur les questions de circulation et de trafic postal.
- 1969 : 22 octobre : M. Willy Brandt arrive à la chancellerie.
- 1970 : 19 mars : rencontre d'Erfturt entre le chancelier Willy Brandt et le président du conseil des ministres est-allemand, Willy Stoph. Une deuxième rencontre entre les deux hommes aura lieu deux mois plus tard à Kassel. C'est le début de l'*Ostpolitik* : Willy Brandt énonce les principes qui devraient régir les relations entre les deux Etats. Berlin-Est de son côté développe la théorie de l'*Abgrenzung* (séparation entre deux Etats à part entière).
- 1970 : 22 août-septembre : les traités conclus par la RFA avec l'URSS, puis avec la Pologne, normalisent ses relations avec ces deux pays.
- 1971 : 3 mai : M. Honecker est désigné pour succéder à Walter Ulbricht.
- 1971 : 3 septembre : signature de l'accord quadripartite de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest de Berlin et les liens de ces derniers avec la RFA.
- 1971 : 17 décembre : accord entre la RFA et la RDA sur la circulation entre Berlin-Ouest et la RFA.

- 1972 : 21 décembre : signature du traité fondamental entre la RFA et la RDA. C'est le point de départ d'une normalisation de leurs relations diplomatiques, politiques et juridiques.
- 1973 : 3 juillet : pour la première fois, les deux Etats prennent part ensemble à une conférence internationale, celle de la CSCE qui s'ouvre à Helsinki. Ils feront leur entrée à l'ONU en septembre.
- 1973 : 16 novembre : tout en s'ouvrant à l'Ouest par les traités de 1972, la RDA durcit ses positions idéologiques et insiste sur la politique de l'*Abgrenzung*. Le 7 novembre, elle double le montant du change obligatoire pour les visiteurs occidentaux.
- 1974 : 2 mai : des représentations diplomatiques permanentes de la RFA et de la RDA s'installent à Berlin-Est et à Bonn.
- 1974 : 7 mai : démission de Willy Brandt après l'affaire Guillaume.
- 1974 : 9 décembre : la RFA accorde un crédit annuel (dit « SWING ») de 850 millions de marks à la RDA, sans intérêts.
- 1976 : 16 novembre : le chanteur contestataire Wolf Biermann est déchu de sa nationalité alors qu'il effectue une tournée en RFA. Cet évènement marque le début d'un durcissement du régime de Berlin-Est à l'égard des intellectuels critiques, dont beaucoup seront expulsés au cours des mois qui suivent. Malgré une polémique quasi constante, les échanges vont pourtant se développer entre les deux Etats au cours des années suivantes.
- 1980 : 22 août : le chancelier Schmidt annule le voyage qu'il devait faire en RDA en raison de la tension en Pologne.
- 1980 : 13 octobre : nouvelle augmentation du change obligatoire pour les visiteurs

- occidentaux en RDA. Dans un discours prononcé à Gers, M. Honecker formule les quatre revendications à l'égard de la RFA : reconnaissance de la citoyenneté est-allemande, règlement de la question de la frontière de l'Elbe, suppression de l'Office de Sécurité (1), transformation des représentations permanentes en ambassades.
- 1981 : 12 décembre : Berlin-Est évoque la menace d'une dégradation des relations interallemandes en cas d'implantation de nouveaux missiles de l'OTAN en RFA. Cette menace reviendra constamment jusqu'à l'installation effective de ces armes en 1983.
- 1981 : 10 août : après sa visite en Union soviétique, M. Honecker relance l'idée d'une rencontre avec Helmut Schmidt.
- 1981 : 12 décembre : Helmut Schmidt se rend en RDA du 11 au 13 décembre, jour de l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Il invite M. Honecker en RFA.
- 1983 : 4 avril : après la mort de deux Allemands de l'Ouest lors de contrôles en RDA, et la polémique qui suit en RFA, M. Honecker annule son projet de visite à Bonn (prévue pour l'automne).
- 1983 : 12 juin : la RFA accorde à Berlin-Est un prêt sans intérêts et sans contreparties commerciales de 1 milliard de marks.
- 1983 : 25 juillet : M. Franz Josef Strauss rencontre M. Honecker à Berlin-Est. De nombreuses personnalités politiques se rendront au cours des mois suivants en RDA, et on s'attend à une visite de M. Honecker dans le courant de l'année 1984.
- 1984 : 12 mars-avril : afflux à l'Ouest des Allemands de l'Est autorisés à émigrer.
- 1984 : 11 juillet : un nouveau crédit de 950 millions de marks est accordé à la RDA par Bonn, sans contreparties substantielles.

- 1985 : 19-21 février : la visite à Bonn de M. Siederbaum, président de la Chambre du peuple (le « Parlement » de Berlin-Est), est considérée comme le prélude à la visite de M. Honecker.
- 1985 : 23 avril : premier accord de jumelage entre une ville de l'Est et une ville de l'Ouest, Sarrelouis et Eisenhüttenstadt.
- 1985 : 7 mai : signature d'un accord culturel entre les deux Etats.
- 1985 : 22 octobre : le SPD et le SED présentent un projet d'accord prévoyant un corridor démilitarisé en Europe centrale.
- 1987 : 15 juillet : annonce de la visite de M. Honecker.

(1) Juridiction chargée de reconnaître toutes les infractions à la législation ouest-allemande commises en RDA, elle incarne la non-reconnaissance par la République fédérale du droit est-allemand.



Enquête

en Allemagne fédérale

L'instrument politique des échanges économiques

BONN
de notre correspondant

LES échanges commerciaux entre la RDA et la RFA ne peuvent se juger à l'aune de ceux qui existent entre la Suisse et la Hongrie par exemple. Derrière les chiffres, les bilans annuels et les courbes ascendantes ou descendantes se cache l'essentiel : le commerce interallemand est aussi un instrument politique dont chacun des deux États fait usage pour faire progresser ses objectifs intérieurs et extérieurs. Il comporte des chapitres insolites, qui ne figurent naturellement pas dans les statistiques officielles, ou qui sont pudiquement intégrés dans le chapitre « échanges de services ».

Le « rachat » par la RFA des prisonniers politiques de RDA, les positions effectuées sur les visiteurs ouest-allemands de l'autre côté du mur, les taxes de péages fort élevées exigées par l'Etat est-allemand pour le transit routier et ferroviaire vers Berlin-Ouest en sont les éléments majeurs. On pourrait y ajouter l'allocation d'accueil que reçoit tout citoyen de la RDA se rendant en RFA, que le chancelier Kohl vient tout récemment de porter de 60 à 100 deutschemarks par an et par personne, ce qui, au bout du

compte, fait une somme rondelette si l'on estime à environ deux millions le nombre d'Est-Allemands qui cette année auront été autorisés à franchir le mur...

Depuis la normalisation des relations entre les deux Allemagnes, les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu des hauts et des bas. Au départ, la situation historique et politique des deux pays, l'intégration de la RFA à la CEE et de la RDA au Comecon, rendaient les échanges dépendants des conditions qui gouvernent les rapports commerciaux entre pays de l'Est et pays occidentaux : nécessité de la compensation, soit quasi inextinguible de la RDA en devises fortes pour le financement de ses investissements et de ses importations.

Du côté de la RFA, ce « commerce de proximité » présente des avantages indéniables : il est facilité par la communauté de langue et de mentalité — et aujourd'hui l'état d'esprit des « managers marxistes » de Berlin-Est a tendance à se rapprocher de celui des patrons ouest-allemands. Le réalisme, le culte de l'efficacité, l'envie de percer sur le marché mondial, sont également partagés des deux côtés de l'Elbe. Mais l'essentiel est que la proximité géographique permet des types d'échanges de services par-

ticuliers : vente de courant électrique de la RDA à la RFA, voire dépôts sur le territoire est-allemand de déchets industriels « sensibles », dont la présence sur le territoire ouest-allemand suscite la colère des écologistes...

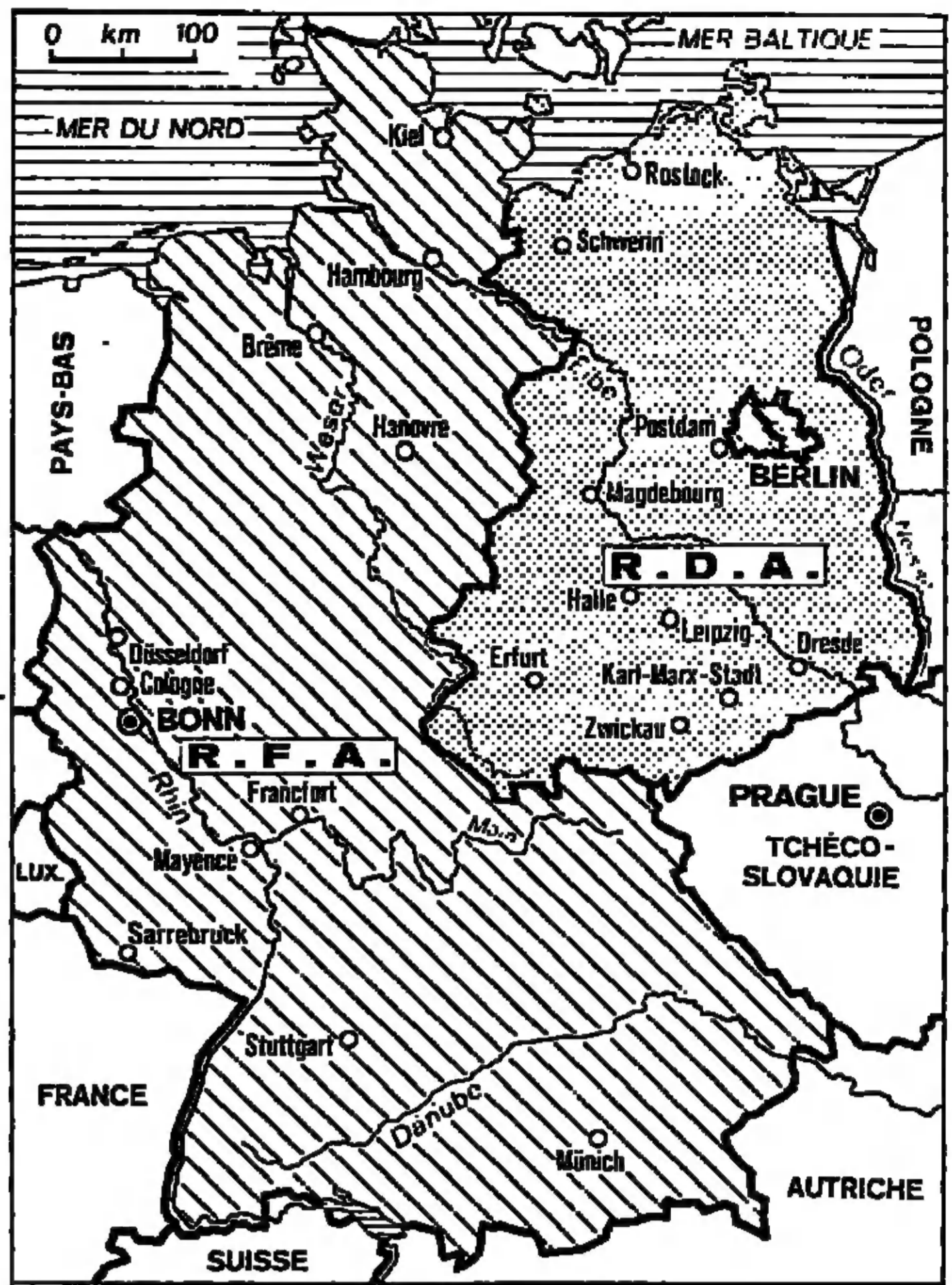
Toutefois, l'attitude commerciale de la RFA vis-à-vis de l'autre Allemagne est avant tout gouvernée par un souci politique : en commerçant, on renforce les liens entre les deux populations, on fait dans une certaine mesure échec à la politique d'« Abgrenzung », de séparation entre les deux pays, qui fut un moment le mot d'ordre du régime de Berlin-Est.

« Le 13^e membre de la CEE »

L'autre souci fondamental de Bonn est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie matérielles à l'Est, dans l'esprit de la Constitution du pays, qui implique que la RFA assume la responsabilité du peuple allemand dans son ensemble. Lorsque les exigences morales rejoignent les intérêts matériels, tout va pour le mieux. C'est ainsi que des crédits « swing », dont les plus importants ont été concédés par la RFA à la RDA en 1984, ont aidé l'Allemagne de l'Est à acheter en RFA, et ont donné un coup de pouce à la relance économique à l'Ouest.

Les partenaires respectifs de la RFA et de la RDA au sein de la CEE et du Comecon ne voient pas toujours d'un très bon œil cette spécificité des échanges commerciaux entre Bonn et Berlin-Est. Le temps n'est pas très loin où M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie, tonnait contre la RDA, « treizième membre clandestin de la CEE », condamnant ainsi les avantages consentis aux produits est-allemands importés de manière fort libérale en RFA, alors que Bonn se faisait tirer l'oreille pour lever certains obstacles bureaucratiques à l'entrée des produits en provenance d'autres pays de la CEE. On se souvient des normes interdisant aux brasseurs français de vendre leur bière en Allemagne de l'Ouest...

Les Soviétiques, eux aussi, ont parfois manifesté une certaine irritation lorsque, par exemple, le gouvernement ouest-allemand accorda, en juillet 1984, à Berlin-Est un crédit d'un milliard de deutschemarks. « Le gouvernement fédéral tente, par l'utilisation de leviers économiques et de contacts politiques d'obtenir des concessions de la RDA sur la question de sa souveraineté », écrivait alors la Pravda. Aujourd'hui, les partenaires des deux États allemands considèrent



avec moins d'appréhension ce type de relations. L'inquiétude de voir le commerce interallemand concurrencer trop fortement les flux d'échanges traditionnels s'est estompée lorsqu'on a constaté que ces échanges avaient tendance à stagner, voire à diminuer. Les derniers chiffres font état d'une diminution de 50 % du volume total des échanges pour le premier semestre 1987. Une diminution due, pour l'essentiel, à la baisse du prix des produits pétroliers vendus par la RDA à la RFA. L'Allemagne de l'Est n'a pas de pétrole, mais elle sait fort bien raffiner et vendre contre des devises le pétrole qui lui est fourni par l'URSS.

LUC ROSENZWEIG.

Etat est-allemand

Le chancelier Helmut Kohl. Il profitera sans doute de son séjour, qui doit durer cinq jours, pour visiter dans plusieurs Länder. Cette visite a un aspect politique et un aspect historique qui sera à part entière, mais ce sera également l'occasion d'un émouvant pèlerinage dans le pays natal, à Neumünster près de Hambourg.



Helmut Kohl, le 27 novembre 1984, à Moscou.

La réunification

de réduire les déficits budgétaires, de réduire les dépenses militaires, de réduire les dépenses sociales, de réduire les dépenses de santé, de réduire les dépenses de transport, de réduire les dépenses de logement, de réduire les dépenses de culture, de réduire les dépenses de sport, de réduire les dépenses de loisirs, de réduire les dépenses de tourisme, de réduire les dépenses de commerce, de réduire les dépenses de services, de réduire les dépenses de communication, de réduire les dépenses de science, de réduire les dépenses de technologie, de réduire les dépenses de défense, de réduire les dépenses de justice, de réduire les dépenses de police, de réduire les dépenses de sécurité, de réduire les dépenses de santé, de réduire les dépenses de éducation, de réduire les dépenses de formation, de réduire les dépenses de recherche, de réduire les dépenses de développement, de réduire les dépenses de coopération, de réduire les dépenses de solidarité, de réduire les dépenses de paix, de réduire les dépenses de justice, de réduire les dépenses de liberté, de réduire les dépenses de démocratie, de réduire les dépenses de progrès, de réduire les dépenses de bonheur, de réduire les dépenses de vie, de réduire les dépenses de mort.

Loenecker

Le débat sur la nation allemande, qui a repris une forte actualité ces dernières années à la suite de l'affaire des euro-missiles et du quarantième anniversaire de la capitulation allemande, revêt une tout autre dimension. Il est de plus en plus communément admis, y compris par une partie importante de la droite, que l'unité de la nation allemande ne passe pas forcément par un Etat unique et qu'au fond il n'y a pas d'antithèse entre l'existence de deux Etats séparés et celle d'une nation unique. Les défenseurs de cette thèse, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, n'ont pas de mal à faire valoir que, contrairement à ce qui s'est passé pour des Etats-nations comme la France et la Grande-Bretagne, Etat et nation n'ont en partie coïncidé en Allemagne que pendant une période extrêmement courte (de 1870 à 1945) et pas forcément la plus brillante de son histoire. « L'histoire du malheureux Etat national allemand devrait nous l'avoir appris : ce n'est pas l'Etat unique, comme expression d'une affirmation politique par la puissance, qui est le facteur d'identité approprié des Allemands, mais leur rôle européen spécifique comme peuple situé au milieu de l'Europe. L'accomplissement de cette tâche sera de toute évidence facilité plutôt que gêné par l'existence de plusieurs Etats », écrivait, en juin dernier, le député Gerhard Heimann dans

entre parenthèses

Cela ne va pas d'ailleurs sans problèmes pour la RDA, qui, se voyant confrontée à une hémorragie de devises, a tout simplement décidé de réduire les allocations de change, renvoyant ainsi la balle dans le camp ouest-allemand. Bonn n'a pas bronché, faisant passer de 75 à 100 DM l'allocation à laquelle chaque ressortissant de l'Est a droit pour régler ses frais en RFA.

La signature des traités avec l'Est, et tout spécialement du traité fondamental entre les deux Allemagnes, avait mis en route une évolution qui semble aujourd'hui difficile à remettre en cause. Toute la politique des gouvernements qui se sont succédés à Bonn depuis les années 70 a consisté à trouver les moyens de rendre le « rideau de fer » moins opaque, afin non seulement de faciliter les contacts entre les populations des deux pays, mais aussi de rendre la vie plus facile en RDA.

Cette politique a pris le pas sur l'exigence d'une réunification qui, compte tenu de la position extrêmement nette de la RDA sur ce sujet, apparaît, pour le moment du moins, davantage comme un obstacle à de bonnes relations interallemandes que comme un objectif très réaliste. Lors de sa visite officielle à Moscou, en juillet dernier, le président Richard von Weizsäcker, tout en se faisant le défenseur de l'unité de la nation allemande, avait seulement insisté sur la nécessité de faire disparaître le caractère « séparateur et inhumain » des frontières.

Le danger d'un dérapage, dénoncé par un Dietrich Stobbe, ancien bourgmestre SPD de Berlin-Ouest, qui voit dans cette idée d'Europe du milieu une « dangereuse utopie », n'a pas échappé aux responsables politiques. Le pragmatisme d'un Helmut Kohl, dont les efforts sincères pour tenter d'œuvrer à l'intégration européenne ne sont pas en cause, bénéficie actuellement du revirement de la droite nationale à l'égard de la construction européenne. Celui-ci est cependant davantage dû à une déception à l'égard des Etats-Unis qu'à une nouvelle passion. Quant au SPD, dont les dirigeants actuels ne cessent eux aussi de réaffirmer leur foi dans la CEE, son attitude reste ambiguë.

Dans son premier grand discours de politique étrangère prononcé en sa qualité de président du Parti social-démocrate, le 7 juillet, devant le Parlement européen, M. Hans-Jochen Vogel insistait-il pas sur le fait que la Communauté européenne ne pouvait être une fin en soi ? « La Communauté, avait-il déclaré, est une part importante de l'Europe. Elle est un point de cristallisation de l'évolution européenne. Elle n'est pas l'Europe entière. » HENRI DE BRESSON.

le courrier parlementaire social-démocrate.

Ainsi le problème d'identité des Allemands, qui n'a pu être ignoré ces dernières années, donnant lieu à une attitude plus réservée à l'égard de la Communauté européenne, trouverait un exutoire non pas dans la réunification, mais dans la capacité des deux Allemagnes à mettre en commun ce qui les unit pour redonner à l'Europe du milieu « une place spécifique dans le concert européen ».

Cette idée, qui a amené le Mouvement de la paix à proposer la neutralisation du centre de l'Europe et l'établissement de liens particuliers, économiques et culturels, entre les pays qui la composent, se répand actuellement dans toute la gauche ouest-allemande. L'ancien secrétaire général du SPD, Peter Glotz, avait été vivement attaqué sur ce sujet par l'historien français Alfred Grosser au congrès de Nuremberg, en août 1986.

Cette vision a trouvé un terrain de choix où s'épanouir avec le débat sur les euro-missiles et la soudaine prise de conscience des Allemands des deux côtés du « rideau de fer » d'être les principales victimes potentielles d'un conflit nucléaire limité au centre de l'Europe. Tout est aujourd'hui prêt, dans une partie de l'opinion, pour se trouver différent des autres peuples de l'Europe de l'Ouest — qu'il s'agisse des questions d'écologie, de défense ou de la crise de l'agriculture européenne, dont la résolution menace de faillite quelques dizaines de milliers d'exploitations devenues non rentables.

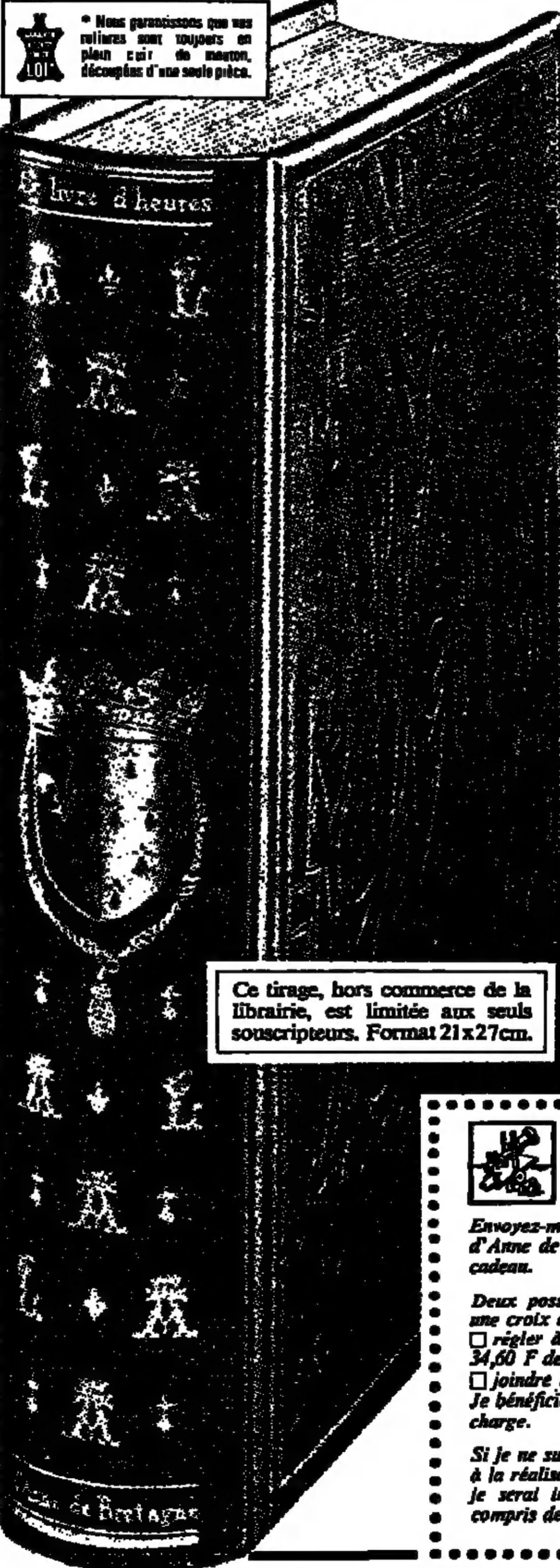
Le danger d'un dérapage, dénoncé par un Dietrich Stobbe, ancien bourgmestre SPD de Berlin-Ouest, qui voit dans cette idée d'Europe du milieu une « dangereuse utopie », n'a pas échappé aux responsables politiques. Le pragmatisme d'un Helmut Kohl, dont les efforts sincères pour tenter d'œuvrer à l'intégration européenne ne sont pas en cause, bénéficie actuellement du revirement de la droite nationale à l'égard de la construction européenne. Celui-ci est cependant davantage dû à une déception à l'égard des Etats-Unis qu'à une nouvelle passion. Quant au SPD, dont les dirigeants actuels ne cessent eux aussi de réaffirmer leur foi dans la CEE, son attitude reste ambiguë.

Dans son premier grand discours de politique étrangère prononcé en sa qualité de président du Parti social-démocrate, le 7 juillet, devant le Parlement européen, M. Hans-Jochen Vogel insistait-il pas sur le fait que la Communauté européenne ne pouvait être une fin en soi ? « La Communauté, avait-il déclaré, est une part importante de l'Europe. Elle est un point de cristallisation de l'évolution européenne. Elle n'est pas l'Europe entière. » HENRI DE BRESSON.

Jean de Bonnot

présente une édition monumentale reproduisant le manuscrit latin n°9474 de la bibliothèque nationale :

Le Livre d'Heures d'Anne de Bretagne



Cette édition luxueuse et raffinée comporte les 49 miniatures d'époque Renaissance du célèbre artiste Jehan Bourdichon (1457-1521).

« En ce jour de l'an de grâce 1508, devant la Cour assemblée, on vit Jehan Bourdichon, peintre de rois, s'agenouiller aux pieds d'Anne et lui présenter, en son écriin précieux, un Livre d'Heures admirable, chef-d'œuvre de l'Ecole de la Loire. »

La Duchesse Anne étant devenue Reine de France, elle apporte en dot son magnifique duché de Bretagne et, parmi les objets les plus rares qu'elle a toujours près d'elle, un précieux manuscrit qu'elle consulte à toute heure de la journée pour ses actions pieuses.

C'est ce livre manuscrit rarissime que nous reprenons intégralement, avec toutes ses enluminures : 49 miniatures pleine page retracent des scènes idéalisées, tout empreintes encore de l'esprit du Moyen Age, où la nature s'épanouit et éclate de bonheur dans 344 larges marges fleuries, traitées dans l'esprit de la Renaissance.

La reliure est réalisée « à l'antique », en plein cuir de mouton, avec tranche dorée et dos décoré à l'or fin 22 carats, aux armes de la Reine Anne de Bretagne, et les plats repoussés « à froid » représentant l'adoration des bergers. Finition et revisure à la main : dos arrondi, mors marqués, signet et trancheurs tressés, coins plissés.

Form for ordering the book, including fields for name, address, and payment information.

Europe

La visite de M. Guerassimov en Pologne

Varsovie et Moscou veulent apurer leur contentieux historique

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré, le mardi 1^{er} septembre à Varsovie, que la politique de « transparence » de M. Gorbatchev serait poursuivie et menée à bien malgré les oppositions auxquelles elle se heurte. « Nous rencontrons des difficultés provoquées par ceux qui voudraient que tout reste comme auparavant », a-t-il notamment dit en expliquant qu'il avait été invité en Pologne pour y discuter d'une politique polono-soviétique de « glasnost » semblable à celle qui a été inaugurée en URSS depuis 1985.

Cette visite semble faire suite à la décision qu'avait prise, en avril dernier, à Moscou, MM. Gorbatchev et Jaruzelski de créer une commission commune d'historiens chargée de combler les « espaces blancs » de l'histoire soviéto-polonaise. Sans même remonter jusqu'au XIX^e siècle, l'histoire récente pèse en effet très lourd dans les

sentiments des Polonais à l'égard de l'URSS en raison du partage de la Pologne qui avait suivi le pacte germano-soviétique de 1939, des déportations massives de Polonais en Union soviétique durant la guerre et du massacre, très généralement attribué aux Soviétiques, de milliers d'officiers polonais à Katyn en 1940.

Un article du général Jaruzelski

A la veille de cette conférence de presse, la presse polonaise avait d'ailleurs reproduit de larges extraits d'un article que vient de publier le général Jaruzelski dans le mensuel théorique du parti soviétique, *Kommunist*, pour condamner les « menées politico-militaires du gouvernement soviétique » en 1939 (qualifiées d'« anti-léninistes et contraires au droit de la Pologne à l'indépendance »), les déportations de 1940 et 1941 (dont a été

victime la propre famille du numéro un polonais), ainsi que les purges de 1938 (ordonnées par Staline) au sein du parti polonais sur « des accusations provocatrices et sans fondement ».

Interrogé sur l'ensemble de ce contentieux, M. Guerassimov, qui participait à la conférence de presse hebdomadaire du porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, s'est néanmoins montré d'une extrême prudence en estimant qu'il n'était pas possible de dire si Staline « avait été bon ou mauvais » en raison de son rôle dans la victoire sur l'Allemagne nazie. M. Guerassimov s'est également gardé de reconnaître la responsabilité soviétique dans le massacre de Katyn, en se contentant de déclarer à ce propos que la Pologne et l'URSS avaient toutes deux « des exemples négatifs dans leur histoire commune et qu'ils devaient être mis sur la table ».

Le porte-parole soviétique n'a en revanche pas hésité à reconnaître à la Pologne du général Jaruzelski une certaine antipathie dans la politique de *glasnost* puisqu'il a rendu hommage aux conférences de presse régulières qu'avait inaugurées M. Urban peu après le coup de force contre Solidarité en décembre 1981. « Nous avons pris du retard dans notre ouverture, mais nous essayons de nous rattraper », a déclaré à ce propos M. Guerassimov, qui n'a, par ailleurs, pas exclu que M. Sakharov puisse être autorisé à participer, en janvier prochain, à un colloque sur les droits de l'homme et le désarmement auquel M. Mitterrand a convié l'ensemble des lauréats du prix Nobel, dont M. Walesa.

Vingt-quatre heures avant cette conférence de presse, la Pologne avait célébré, dans les églises et les rues, le septième anniversaire des accords de Gdansk.

POLOGNE : l'anniversaire de Solidarité

Le monde communiste condamné au renouveau

Sept ans après les grandes grèves de 1980 et cinq ans et demi après le coup d'Etat qui a détruit Solidarité, la Pologne reste ingouvernable sans réformes économiques et politiques profondes. Lech Walesa ne cesse de le répéter, mais cela est tellement vrai que le général Jaruzelski a choisi — et certainement pas par hasard — ce septième anniversaire pour exprimer dans la revue théorique du Parti communiste de l'Union soviétique, *Kommunist*, son « entière solidarité avec le courant actuel » du parti frère d'URSS et les « tendances innovatrices » impulsées par M. Gorbatchev.

« Il y a des trains dans la socialisme », écrit-il dans cet article très largement cité par la presse polonaise, qui ne souffrent aucun retard [et] réformer dans des sphères variées de la vie est devenu une nécessité objective ».

L'approbation de la politique soviétique est une obligation pour un dirigeant d'un pays du pacte de Varsovie, mais, outre que tous n'ont pas mis autant de netteté dans leur soutien, il n'y a aucune raison de douter là de la sincérité du général Jaruzelski.

Juste après M. Gorbatchev, il est le dirigeant communiste que le monde a le plus de mal à comprendre. Il a brisé les espérances de son peuple, mais ne se comporte pas en brute sanguinaire. Son équipe ne parle que de réformes, mais on n'en voit pas la trace. Son pouvoir s'est installé sur un coup d'Etat, mais c'est certainement, de tout le bloc de l'Est, en Pologne qu'il règne — dans les faits — le plus de liberté.

M. Jaruzelski reste une énigme tout comme M. Gorbatchev, dont diplomates et éditorialistes occi-

dentaux ne parviennent toujours pas à savoir d'où ce bureaucrate a tiré une telle volonté réformatrice, jusqu'où elle pourrait aller, sur quelles forces il s'appuie et à quelles conditions il pourrait se heurter.

Tout, dans l'histoire, la religion et la psychologie des peuples sépare l'Union soviétique de la Pologne, mais on pourrait pourtant mieux comprendre M. Jaruzelski. Le premier n'a pas dû faire face à seize mois d'insurrection pacifique, mais ni l'événement ni l'ensemble des crises qui ont secoué les démocraties populaires ne lui sont inconnus, et tous deux se trouvent à la tête de pays qui ne peuvent plus que s'enfoncer dans la paralysie s'ils ne vont pas de l'avant.

Ni l'un ni l'autre n'est vraiment reconnu par son appareil respectif qui n'aime pas, à Moscou, s'entendre prôner le changement et voir, à Varsovie, les partisans de Solidarité bomber insolemment le torse. Aucun d'eux pourtant n'a de véritable adversaire prêt à prendre la relève, pour le simple raison qu'il n'y a pas aujourd'hui à l'Est d'alternative à la recherche d'un renouveau.

A voir l'impression polonaise, à constater, à la seule lecture de la presse soviétique, l'ampleur de la bataille politique engagée en URSS, et à additionner surtout les obstacles à une évolution pacifique et contrôlée de l'empire soviétique, ce renouveau sera très dur à définir et à mettre en place.

Il y aura des temps morts, peut-être très longs, des succès, peut-être sévères, mais on ne peut plus se demander aujourd'hui si le système totalitaire peut évoluer, c'est-à-dire éventuellement devenir plus fort et menaçant : il évolue chaque jour sous nos yeux.

BERNARD GUETTA.

condamné au Texas, James Demouche, a vu son exécution suspendue quelques heures avant le moment prévu. — (AFP.)

République sud-africaine

Arrestation au cours d'un office à la mémoire de deux jeunes pendus

La police anti-émeutes a interrompu, le mardi 1^{er} septembre, à Johannesburg, un office à la mémoire de deux jeunes Noirs pendus le matin même (le Monde du 2 septembre), et a procédé à des arrestations après avoir encerclé l'immeuble où se déroulait la cérémonie, qui réunissait plusieurs Eglises et des organisations anti-apartheid.

Selon un témoin, M^{me} Winnie Mandela, l'épouse du chef historique du Congrès national africain (ANC), interdit, qui avait pris la parole pendant la cérémonie, a été retenue à l'intérieur du bâtiment.

« Nous avons procédé à des arrestations et nous allons continuer », a indiqué un porte-parole de la police.

D'autre part, après la découverte, mardi, d'une nouvelle victime morte au fond de la mine d'or de Saint-Helena, il n'y a pratiquement plus d'espoir de retrouver quarante-deux mineurs portés disparus après l'explosion survenue lundi. — (AFP.)

● **NICARAGUA** : le cardinal Obando est élu président de la Commission de réconciliation. — Le cardinal Miguel Obando y Bravo a été élu, le mardi 1^{er} septembre, président de la Commission de réconciliation nationale, créée la semaine dernière par le président Daniel Ortega, conformément à l'accord de paix conclu le 7 août dernier à Guatemala par les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale. Le chef de l'Eglise catholique nicaraguayenne a, dès son élection, réitéré sa demande d'amnistie générale, y compris pour « les prisonniers politiques incarcérés ». — (AFP.)

● **PANAMA** : le gouvernement annonce la réparation des journaux d'opposition. — Le président panaméen Erick Delvalle a annoncé mardi 1^{er} septembre, devant l'Assemblée nationale, la réparation cette semaine des trois journaux d'opposition interdits par le gouvernement le 27 juillet dernier, en avertissant que les « abus de la liberté de la presse » ne seraient toutefois pas tolérés. — (AFP.)

● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : confirmation de peines dans l'affaire de corruption en Slovaquie. — Le principal accusé d'une vaste affaire de corruption en Slovaquie, M. Stanislav Babinec, a vu sa peine de quatre ans et demi de prison confirmée en appel et ses conditions de détention durcies par la Cour suprême slovaque, a-t-on appris, le mardi 1^{er} septembre, de source officielle à Prague.

Deux autres condamnés, MM. Juraj Murn, ancien président du comité national du district de Dolny Kubin, et Pavel Kyman, ancien responsable du PC slovaque dans la région, ont également vu leurs peines de six et cinq ans de prison confirmées en appel.

En revanche, six autres accusés ont bénéficié d'une réduction de peine. — (AFP.)

Amériques

CHILI

Un colonel est enlevé par un commando armé

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Un commando armé a enlevé, le mardi 1^{er} septembre, dans la capitale chilienne, un officier supérieur de l'armée. Le colonel Carlos Carrero, qui appartient à la direction des fabriques de matériel militaire (FAMAE), a été attaqué en sortant de chez lui par une dizaine d'hommes qui ont pu déjouer la vigilance des gardes du corps de l'officier et l'ont obligé à monter dans l'un de leurs véhicules.

Un autre groupe armé a ouvert le feu sur les forces de police qui se rendaient sur les lieux, et deux policiers ont été blessés.

Plusieurs quartiers de l'est de la capitale, au pied de la cordillère des Andes, ont été passés au peigne fin par les services de sécurité, mais sans succès.

Cet enlèvement, qui n'a pour l'instant pas été revendiqué, rappelle celui survenu l'an dernier, dans des conditions identiques, du chef du protocole du général

Pinochet, le colonel Mario Haerbele. L'officier avait été détenu pendant quelques jours par le Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR).

L'organisation de guérilla, qui a récemment rejeté la tutelle du Parti communiste, avait annoncé « un mois de septembre de lutte généralisée ».

L'armée de terre a publié un communiqué dénonçant cette « lâche agression » et a précisé que ses membres « ne se laisseront pas intimider par le terrorisme ». L'Eglise catholique et le Parti démocrate-chrétien ont également condamné l'enlèvement. Celui-ci survient alors que plusieurs manifestations anti-gouvernementales sont annoncées par l'opposition pour les prochains jours. Les lycéens et les collègues ont indiqué qu'ils se joignaient au mouvement de grève des universités qui paralysait une partie du secteur éducatif depuis plus d'une semaine.

GILLES BAUDIN.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Grève de pilotes de l'armée de l'air

Environ trente-cinq pilotes afghans se seraient mis en grève, le 23 août, à la base aérienne soviéto-afghane de Bagram (sud-est de Kaboul), pour protester contre les conditions d'insécurité en vol dues aux escadrons anti-émeutes de la guérilla, ont indiqué des sources diplomatiques occidentales, mardi 1^{er} septembre, à Islamabad. Cette grève a provoqué un sérieux accrochage avec les autres corps d'armée et les Soviétiques de la base. Plusieurs avions seraient été endommagés au sol, ont dit les diplomates. Dans la même région de Bagram, des incidents avaient déjà mis aux prises des soldats soviétiques et des soldats de différentes ethnies afghanes à la mi-août, selon les mêmes sources. Il aurait fallu une visite conjointe du ministre de l'Intérieur, M. Syed Mohammad Gulabzoi, et du ministre de la défense, M. Mohammad Rafie, les 16 et 17 août, pour dénouer la situation à la base de Bagram.

D'autre part, les Etats-Unis seraient prêts à accepter que la période de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan s'étale sur un an, ont déclaré, mardi, à Washington, des responsables américains, qui ont demandé à conserver l'anonymat. On ajoute, de même source, que le sous-secrétaire d'Etat américain chargé de ces questions, M. Michael Armacost, a eu, mardi, des discussions à ce sujet avec le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez. La question a également été évoquée lors de discussions sur les problèmes régionaux que M. Armacost a eues récemment avec le vice-ministre soviétique, M. Vladimir Petrovsky. — (AFP, Reuters.)

Etats-Unis

Le président Reagan pourrait être interrogé au sujet de l'« Irangate »

Le scandale des ventes d'armes à l'Iran pourrait connaître un nouveau développement prochainement. Selon le Washington Post, qui cite, mardi 1^{er} septembre, des sources proches des enquêteurs judiciaires, le procureur Lawrence Walsh va demander à interroger le président Reagan avant toute éventuelle inculpation visant tel ou tel de ses proches collaborateurs.

Jusqu'à présent, le président américain a été seulement interrogé par des membres de la commission Tower, qu'il avait lui-même nommés peu après que le scandale ait éclaté. Il n'avait pas été cité à comparaître devant le Congrès. Le Washington Post rappelle que les trois prédécesseurs de M. Reagan, les présidents Nixon, Ford et Carter, avaient accepté de répondre formellement à des questions sur des controverses survenues durant leur présidence. — (AFP.)

● Un nouveau condamné à mort exécuté. — William Mitchell, le vingt-quatrième condamné à mort, depuis le début de l'année, à être exécuté, est mort sur la chaise électrique, mardi 1^{er} septembre, à la prison de Jackson, en Géorgie. Un autre

URSS

La place Rouge sera interdite aux manifestations

Moscou (AFP). — Les manifestations et rassemblements sur la place Rouge et dans les quartiers proches du Kremlin, dans le centre de Moscou, vont être interdits par les autorités soviétiques, à moins que les organisateurs n'aient obtenu une autorisation officielle, a annoncé, le mardi 1^{er} septembre, le maire adjoint de la ville, M. Anatoli Kostenko, dans une interview au journal *Moscou-Sol*.

Les organisateurs de rassemblements et de manifestations dans la capitale soviétique devront avoir demandé une autorisation écrite sept jours au moins avant la date prévue et obtenu une réponse écrite des autorités.

Il s'agit d'indiquer le lieu, la date, le but du rassemblement et l'itinéraire suivi. Ils devront également spécifier leurs noms et adresses, l'heure de début et de fin et préciser le nombre de participants prévus.

Selon M. Kostenko, ces mesures ont été prises en raison des nombreux touristes qui fréquentent le centre de la capitale et pour éviter les risques d'embarras de la circulation. Le maire adjoint a cependant ajouté que la presse avait rapporté des exemples de manifestations de provocation à Moscou au cours des derniers mois. Ces mouvements ont, a-t-il dit, « violé l'ordre public et la tranquillité des Moscovites ». Il a ajouté que le conseil municipal avait reçu de nombreuses lettres demandant aux autorités d'interdire l'utilisation des places de la ville comme lieu de rassemblement « des extrémistes incitant à la haine nationale ».

M. Kostenko faisait référence aux manifestations tenues en juillet par les Tatars, ainsi qu'à un défilé de nationalistes russes de l'organisation Pamiat en mai. Samedi dernier, la police avait arrêté un défilé de cinquante membres de la secte Hare Krishna en face de la mairie.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

ABONNEMENTS
FR 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
II - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire aux adresses propres et capitales d'impression.

Le Monde USPS 785-810 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-46 39th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, P.O. 48-48 39th Street, LIC, NY 11104.

Imprimé en France
7, rue des Italiens
PARIS-09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 3615 - Taper LEMONDE

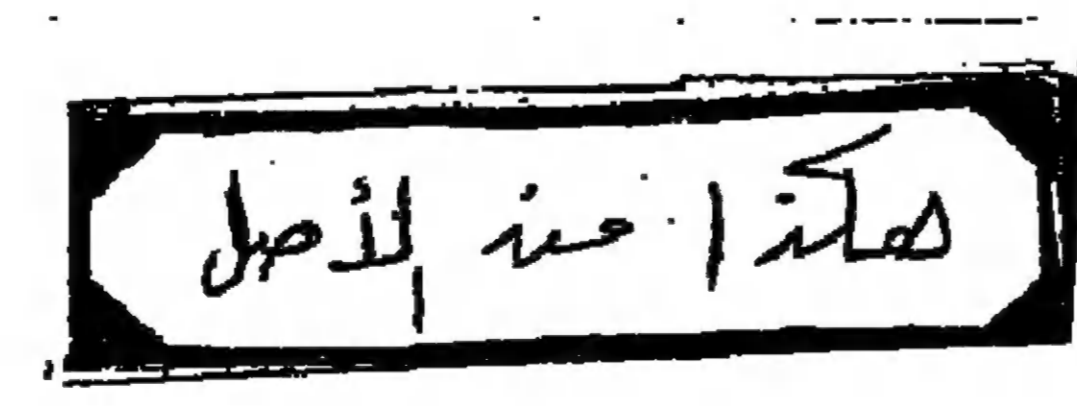
Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessay, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 136 F

QUÉBEC: LE SOMMET DU FRANCO-PARLER

Quelle est cette nouvelle entité internationale et multinationale qui émerge sur la planète? Venues d'Occident, d'Afrique et de monde arabe, des chefs d'Etat et de gouvernements francophones se rencontrent à Québec, en septembre... Les présidents Scargur et Hôlon, le premier ministre Bourassa, évaluent l'événement.

Un dossier publié dans le numéro de septembre d'ABRES, en kiosque et en librairie.

78, rue Jouffroy, 75017 PARIS
Tél. 1-46-22-34-14.



Afrique

TUNISIE : le procès des intégristes

« Nous ne craignons pas le sacrifice suprême »

TUNISIE de notre correspondant

La Cour de sûreté de l'Etat de Tunis devait entendre, le mercredi 2 septembre, les interrogatoires des cinquante dirigeants et militants islamistes accusés d'attentes à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat dont le procès a repris mardi avec la présentation de l'acte d'accusation et du rapport de clôture d'instruction (Le Monde du 29 août).

La lecture de ces documents par le président de la cour, M. Hachemi Zamel, n'a pas apporté d'éléments que l'on ne connaisse déjà depuis plusieurs semaines par la presse locale. Mais elle a confirmé de façon solennelle les accusations déjà formulées dans les sphères officielles, selon lesquelles le Mouvement de la tendance islamique (MTI), et seulement lui, a planifié, programmé et organisé les différentes étapes qui devaient mener à renverser le régime pour lui substituer un régime de type islamique en recourant à toutes les formes de violence physique et intellectuelle.

Les attentats du 2 août dans les hôtels touristiques de Sousse et de

Monastir (1) représentent, selon l'accusation, le début d'exécution de « complot ». Les manifestations de rue de ces derniers mois à Tunis et dans les principales villes de l'intérieur et les heurts qui s'ensuivirent avec les forces de l'ordre, les jets d'acide chlorhydrique au visage de magistrats, la détention d'armes et d'objets divers (des carabines, des poignards, des coups-de-poing américains, des gourdes, des barres de fer, des cocktails Molotov et autres « pétards à conviction » exposés dans le prétoire) résultent de ce même plan. Les documents, tracts « appelant à la révolte », articles de presse, consignes aux militants, attestent aussi de « l'intention criminelle ».

L'accusation de collusion avec l'Iran est apparue assez nébuleuse puisqu'il n'a été question que d'articles de presse de M. Rachid Ghannouchi, président du MTI, à la gloire de l'ayatollah Khomeiny, mais qui remontaient aux années 1980-1981 ; « de preuves écrites établissant l'existence des relations entre la révolution iranienne et le MTI » ; d'envoi de quelques étudiants en Iran et du voyage à Téhéran de deux

dirigeants du mouvement « aux fins des autorités iraniennes » pour participer à la célébration de l'anniversaire de la révolution.

Le rapport de clôture d'instruction fait aussi un long historique du Mouvement islamique en Tunisie depuis 1979 en développant les différentes phases du renforcement de ses structures dans le but, est-il affirmé, d'une radicalisation progressive de son action.

Yoyouas et chahs

Pendant cette lecture, qui a occupé pratiquement toute la journée, M. Rachid Ghannouchi, assis au premier rang des accusés, a demandé à deux reprises qu'on lui apporte un crayon et du papier pour prendre des notes et préparer ses réponses, mais le président Zamel le lui a refusé.

Il faut dire que l'atmosphère des débats, tout en demeurant courtoise, était nettement moins détendue que cinq jours plus tôt à l'ouverture du procès. D'emblée les avocats — parmi lesquels avaient pris place quatre observateurs étrangers (2) — ont repris les conclusions qu'ils avaient déjà déposées pour contester à M. Zamel, qui est procureur général de la République, le droit de présider la cour car « on ne peut être à la fois l'autorité qui poursuit et qui juge ». Ils ont aussi récusé la désignation de deux députés en tant que membres de la cour, estimant qu'appartenant au Parti socialiste destourien au pouvoir ils ne peuvent juger en toute équité.

Comme on s'y attendait, ces conclusions ont été rejetées, de même que la demande d'un nouveau report des débats. Un défenseur qui faisait aussi remarquer que son client, M. Zemzem, avait été dans l'impossibilité de déposer devant le juge d'instruction tant il était affaibli à la suite des tortures qui lui avaient été infligées s'est vu répliquer sèchement par M. Zamel : « Il aura tout loisir de s'expliquer lorsque la cour l'interrogera ».

Une chaleur suffoquante régnait dans l'étréite salle archicombée où siègent depuis de longues années toutes les juridictions d'exception tunisiennes. Les bancs réservés au public étaient, cette fois-ci, tous occupés. On y remarquait, immobiles, impassibles, drapés dans leurs voiles blancs, une dizaine de femmes, dont M^{me} Ghannouchi. Lors d'une suspension d'audience, elles répondirent par des « yoyouas » aux accusés chantant : « Nous ne craignons pas le sacrifice suprême, et nous sommes prêts à mourir pour notre religion ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Le MTI a nié toute responsabilité dans les attentats qui ont été revendiqués à partir de Paris, par une organisation se réclamant du Djihad islamique.

(2) M^{me} Waly Nélaye, du barreau de Dakar, membre du comité exécutif d'Amnesty International ; M. Alain Girardot, magistrat à Paris, représentant la Fédération internationale des droits de l'homme ; M^{me} Francis Lamand, du barreau de Paris ; et M. Robert D. Crane, représentant l'association américaine Equity Expansion International.

Proche-Orient

ISRAËL : débat politique et remous sociaux

Des salariés de l'aéronautique manifestent contre l'abandon du projet Lavi

JERUSALEM de notre correspondant

Pour la seconde journée consécutive les travailleurs des Industries aéronautiques israéliennes (IAI) ont bruyamment manifesté, le mardi 1^{er} septembre, contre la décision du gouvernement d'abandonner le projet Lavi. L'arrêt de ce programme destiné à doter le pays d'un chasseur bombardier national — se soldera, à en croire les syndicats du groupe, par quelque six mille licenciements de techniciens et ingénieurs obligés pour la plupart de s'expatrier afin de retrouver un travail à la mesure de leur qualification.

Comme ils l'avaient fait au lendemain du conseil des ministres qui mit un terme à un projet jugé beaucoup trop onéreux, les travailleurs des IAI (un groupe public) sont descendus dans la rue par centaines à Tel-Aviv et dans les environs, faisant des barrages de pneus enflammés et allant jusqu'à forcer les portes du ministère de la défense, avant d'en être chassés par la police.

Si le premier ministre, M. Shamir, a dénoncé les violences, il s'est bien gardé de critiquer contre mesure les employés des IAI. Chef du Likoud — un parti qui lança le pro-

jet Lavi, et fut donc mis en minorité lors de la réunion du gouvernement d'union nationale de dimanche dernier, — M. Shamir entend faire porter aux travailleurs l'entière responsabilité d'avoir cloué au sol « un grand projet technologique israélien ».

« Démagogie », répliquent les travailleurs, qui font valoir qu'ils ont été les seuls à avoir eu le courage d'une « décision difficile » mais rendus inévitables par la triple opposition par quelque six mille licenciements de techniciens et ingénieurs obligés pour la plupart de s'expatrier afin de retrouver un travail à la mesure de leur qualification.

Alors que la presse salua quasi unanimement l'abandon du Lavi — « une mesure triste mais répondant au réalisme économique le plus élémentaire », — M. Shamir fait l'objet de pressions dans son parti pour soumettre à nouveau la question au gouvernement, dans l'espoir de renverser la décision de dimanche. Les ministres du Likoud doivent en débattre très prochainement. Mais M. Shamir ne prendra ce risque que s'il est sûr d'obtenir une majorité en faveur du Lavi.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

La brève revanche de la livre

BEYROUTH de notre correspondant

Une livre libanaise (LL) valait, le 1^{er} septembre 1987... 1 dollar : cent fois plus que la veille, deux à trois fois plus qu'aux plus beaux jours. Mais pas n'importe quelle livre : il s'agit de la pièce métallique qui a naturellement disparu de la circulation.

Chacun pressentait certes que la livre en métal, faite d'un alliage nickel-acier, valait plus que le cent américain, auquel était tombée, avec la dévalorisation vertigineuse de la monnaie nationale, sa valeur faciale. Les personnes bien avisées se sont mises à recueillir, puis à acheter des livres, des demi-livres, des quarts de livre. Pour les fondra, dans l'espoir qu'elles deviendraient des pièces de collection.

LUCIEN GEORGE.

Les autorités s'insurgent contre les accusations de torture

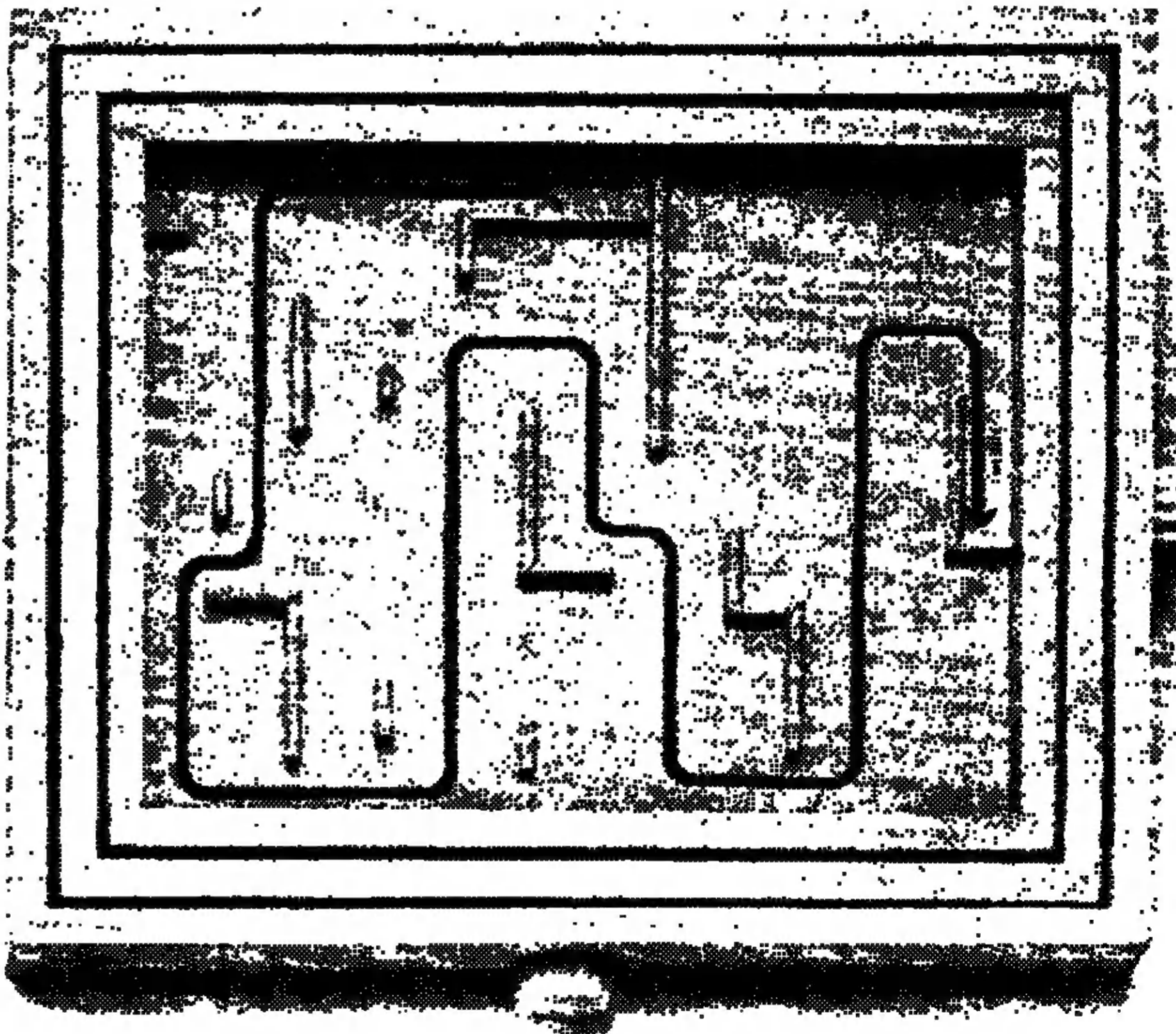
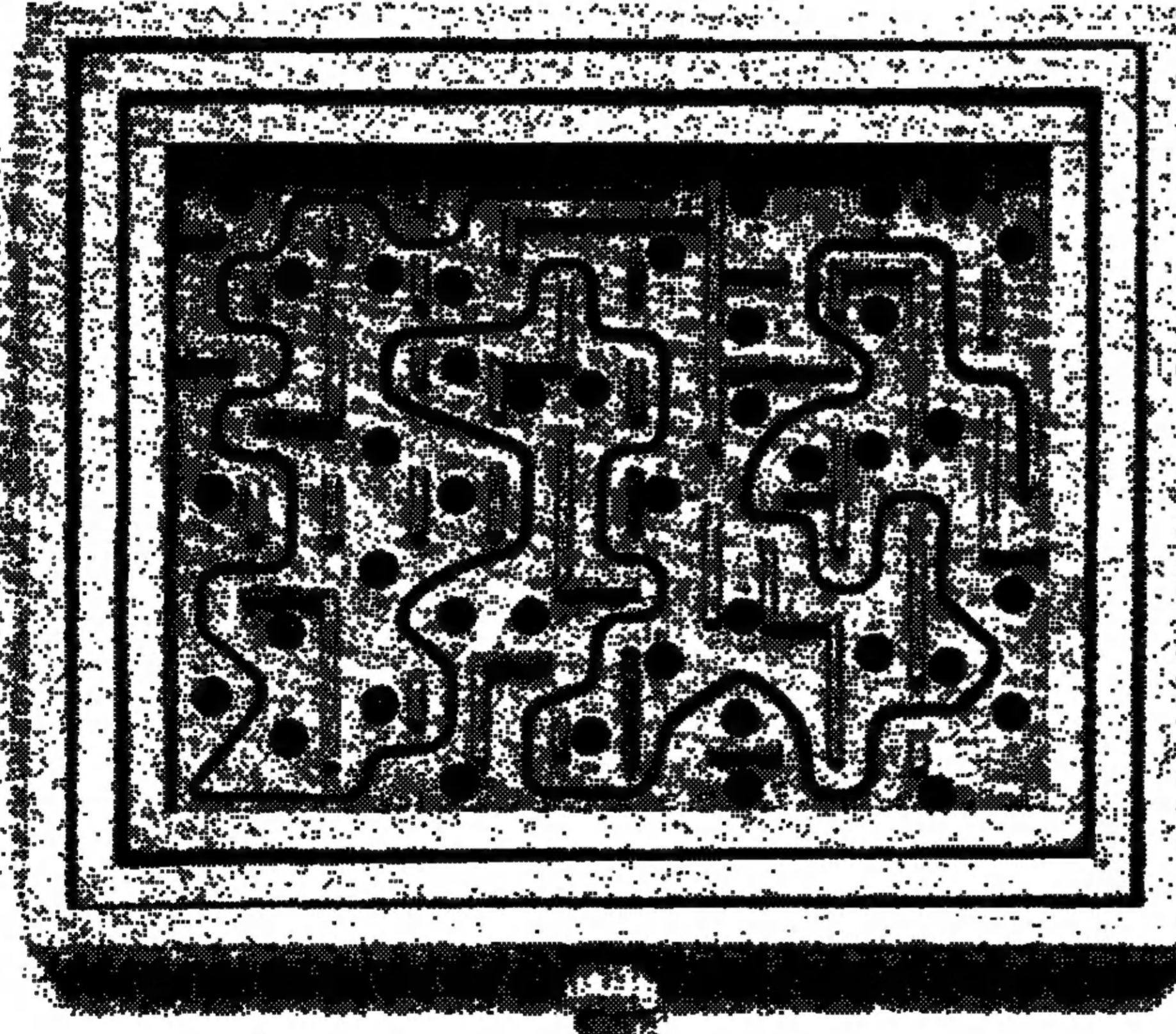
A la suite des récentes prises de position des mouvements d'opposition et de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (Le Monde des 30-31 août et du 1^{er} septembre), les milieux gouvernementaux ont « démenté formellement les prétendus recours à la torture » évoqués dans le communiqué des premiers.

« Encore une fois, ajoutent les mêmes milieux, les partis d'opposition comme la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) essaient de soulever tantôt le chaos, tantôt le froid, avec pour unique et vain objectif d'embarrasser le gouvernement. Ce faisant, les partis d'opposition, comme à leur habitude, ne font rien d'autre que de l'opportunistisme politique. Quant à la LTDH, on sait depuis longtemps qu'elle n'hésite pas à outrepasser ses prérogatives d'association

humanitaire pour se poser en véritable interlocuteur politique. » Cet amalgame entretenu volontairement par les uns et les autres est censé masquer d'obscurs calculs et des visées insensées et dénuées de tout danger d'insécurité car il tend, sous le couvert des grands principes attachés aux droits de l'homme et auxquels la Tunisie a toujours adhéré, à justifier le terrorisme, la violence et la subversion.

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

CONFLIT DU GOLFE : LES ARMES EN PRÉSENCE SCIENCE & VIE



Voici pourquoi un copieur Océ ne se bloque jamais.

Dans la plupart des copieurs à haut rendement, le circuit est long et sinueux depuis le magasin papier jusqu'au plateau de réception. Parfois il représente un trajet de plus d'un mètre. Et le papier peut se coincer en n'importe quel point. Dans un copieur Océ, en revanche,

ce n'est pas le papier qui fait l'essentiel du déplacement, mais l'image. Le circuit papier ne mesure que quarante quatre centimètres. Résultat : tout risque de bourrage est virtuellement éliminé. Vous n'avez donc aucune raison d'ouvrir le copieur, c'est pourquoi la porte d'accès à son mécanisme reste verrouillée en permanence. Jamais de blocage dans un Océ :

voilà l'une des nombreuses raisons pour lesquelles nos copieurs sont réputés dans quatre-vingt-dix pays. Pour en savoir plus, retournez dès aujourd'hui le coupon ou téléphonez au (1) 46.57.12.24 (Service marketing - demandez Béatrice).



La Performance Constante

Form with fields for Name, Function, Society, Address, Telephone, and checkboxes for requesting information and attending a presentation.

Amérique

CHILI

Colonel est enlevé par un commando armé

Francisco, le colonel M... L'officier avait été enlevé pendant quelques jours par un commando armé (FPMR).

L'organisation de guérilla à caractère communiste du Parti communiste chilien (PCCh) a annoncé le 29 août qu'elle avait enlevé le colonel M...

L'armée de terre a refusé un communiqué dénonçant cette « prise d'otage ». Le colonel M... a été relâché le 30 août.

L'Église catholique a condamné l'enlèvement. Le PCCh a déclaré que le colonel M... avait été relâché sans aucune condition.

Les attentats du 2 août dans les hôtels touristiques de Sousse et de Monastir (1) représentent, selon l'accusation, le début d'exécution de « complot ».

Les attentats du 2 août dans les hôtels touristiques de Sousse et de Monastir (1) représentent, selon l'accusation, le début d'exécution de « complot ».

GILLES BAUDIN.

TRAVERS LE MONDE

Republique sud-africaine

Arrestation au cours d'un office à la mémoire de deux jeunes panous

La police a arrêté au cours d'un office à la mémoire de deux jeunes panous (le 1^{er} septembre) les milieux gouvernementaux ont « démenté formellement les prétendus recours à la torture » évoqués dans le communiqué des premiers.

« Encore une fois, ajoutent les mêmes milieux, les partis d'opposition comme la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) essaient de soulever tantôt le chaos, tantôt le froid, avec pour unique et vain objectif d'embarrasser le gouvernement.

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

« Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y engage comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

Proche-Orient

LIBYE : l'anniversaire de la révolution

Le colonel Kadhafi se dit prêt à mettre fin au « jeu dangereux » au Tchad

Bien qu'une trêve eût été annoncée par Tripoli, pour le dix-huitième anniversaire de la révolution, l'aviation libyenne a bombardé Oumanga-Kebir, au nord-est du Tchad, le mardi 1^{er} septembre, affirmant les autorités de N'Djamena. Selon l'ambassadeur du Tchad à Paris, ce raid est sans doute le prétexte à une offensive terrestre.

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

« Je ne suis pas heureux de combattre le Tchad et je ne le fais que malgré moi... Du haut de la tribune qui domine la place Verte, le colonel Kadhafi vêtus de son uniforme militaire de grand apparat a le triomphe modeste. Parlant déjà depuis près de deux heures devant quelques dizaines de milliers de Libyens venus de tous les coins du pays pour fêter le dix-huitième anniversaire de la révolution libyenne, il n'évoque la « libération d'Aozou » que vers la fin d'un long discours essentiellement consacré à la situation économique et aux problèmes du monde arabe.

Il se veut généreux et oublieux du passé. « Il n'y a pas de problèmes entre la Libye et le Tchad, qui ont une histoire et une terre communes », dit-il, ajoutant : « S'ils disent qu'Aozou appartient au Tchad, je répondrai que N'Djamena est libyen, car du point de vue démographique il n'y a pas de séparation entre nos deux pays. » Après tout, c'est nous qui au début avons armé Hissène Habré alors qu'il militait dans le FROLINAT.

« Privatisation » et « chocolats suisses »

Pour le colonel Kadhafi, qui a consacré une grande partie de son intervention à invectiver les Etats-Unis, ces « satans tyranniques, ennemis jurés des peuples et de la paix », c'est l'Amérique qui pousse le régime de M. Hissène Habré à organiser des provocations contre la Libye.

Il propose donc que l'on mette fin à ce « jeu dangereux » et suggère une sorte de pacte de non-agression entre les deux pays, Tripoli s'engageant à « ne pas intervenir militairement au Tchad », alors que différentes factions tchadiennes s'efforceraient, grâce à la médiation de certains pays africains, de mettre fin à leurs divergences et de sceller leur réconciliation. « Nous admettons, dit-il, que la tâche est difficile, mais c'est l'unique solution. Pour notre part, nous redisons que nous ne voulons pas combattre le Tchad, mais plutôt libérer la Palestine. Ce n'est pas un honneur pour nous que de vaincre les Tchadiens ».

Ayant ainsi montré la carotte, le colonel Kadhafi brandit le bâton : « Il faut, dit-il, qu'Hissène Habré rallie le camp des révolutionnaires africains avant qu'il ne soit trop tard. S'il persiste à écouter les sirènes d'outre-Atlantique et maintient ses provocations envers la Libye, nous sommes en mesure de désarmer toute la population tchadienne du nord au sud, jusqu'au dernier coude ». Il récite que M. Hissène Habré n'aurait pas pu tenir « plus d'un mois » sans l'appui des Etats-Unis et de la France, tout en soulignant que ces derniers ne lui font pas peur et que « ses troupes peuvent les combattre à l'intérieur du Tchad si la Libye est menacée dans son intérêt ». Une allusion claire à la bande d'Aozou.

Le colonel Kadhafi avait au début de son discours surpris son auditoire en annonçant la « privatisation à la libyenne » d'une partie de l'industrie du pays. « A partir de ce soir », s'est-il exclamé, toutes les entreprises industrielles moyennes et légères du pays, ainsi que les fabriques et certains services publics tels que les hôtels devront devenir la propriété collective des Libyens. « Je vais maintenant », a-t-il déclaré sans rire, vous dire des

vérités qui sûrement vous déplairont, mais c'est pour votre propre bien. Nous avons fait la révolution pour que vous soyez libres, et nous ne vous avons jamais raconté de balivernes pour des motifs basement démagogiques. Si vous croyez que je peux vous fournir des chocolats suisses ! C'est à vous d'en fabriquer d'aussi bonne qualité ». Il s'est notamment déclaré scandalisé d'apprendre que des Libyens, partis pour l'étranger « pour se soigner », entraient au pays les valises pleines de mouchoirs, cravates et autres biens de consommation.

« Je me demande, a-t-il dit, pourquoi je reste avec vous. J'irai faire la révolution ailleurs (...). Alors que le monde entier est en train de suivre l'exemple de notre Jamahiriya (l'Etat des masses), que diable allez-vous faire en Turquie ou en Grèce ? ». Le dirigeant libyen faisait ainsi allusion à la récente multiplication des visas de sortie qui ont permis à plus de cinquante mille Libyens de se rendre à l'étranger au cours du seul mois de juin. Ses propos semblent donc indiquer qu'il sera désormais plus difficile aux Libyens de quitter le pays. Le chef de la révolution souhaite apparemment que l'argent dépensé à l'étranger soit consacré à créer en Libye des emplois productifs. « Au lieu d'aller chercher aux Philippines des pêcheurs, établissez-vous vous-mêmes pêcheurs », s'est-il exclamé en colère, ajoutant qu'il avait été surpris de rencontrer quelque part dans une oasis libyenne des Anglais « qui s'occupaient d'élevage ».

Retournant à une de ses idées fixes, le colonel a affirmé que rien ne serait réglé si « l'unité arabe n'était pas réalisée ». Selon lui, celle-ci est désormais possible entre la Libye et l'Algérie — « elle sera », a-t-il dit, proclamée le 1^{er} novembre prochain ». Il a donné lecture d'un nouveau projet détaillé d'union fédérale qui, selon lui, regrouperait tous les pays arabes, indépendamment de leur système politique « dans le but d'assurer leur liberté et sécurité ». A ce propos, il a invité les Arabes à se doter d'armes nucléaires « non pour attaquer, mais pour nous défendre ».

Critiques contre Moscou

Enfin, le colonel a abordé le délicat sujet de la guerre du Golfe, « une guerre sale », qui permet, a-t-il dit, « aux Etats de s'infiltrer dans la région ». Après avoir stigmatisé les pays arabes « qui sont en train de creuser leur propre tombe en appelant les Etats-Unis au secours » (allusion à Koweït), il s'en est pris à l'URSS, qui, s'est-il exclamé, manque à son devoir international de solidarité en laissant les Etats-Unis s'installer dans le Golfe. « Quant à nous, dit-il, nous faisons tout pour mettre fin à cette guerre et expliquer à nos amis iraniens que ce conflit n'a plus de sens. Nous ne trahissons pas la révolution iranienne, avec laquelle nous avons combattu, et qui, d'ailleurs, ne se trouve plus en danger, mais nous n'aidons pas Téhéran à frapper l'Irak et nous n'accepterons jamais que l'Iran occupe une partie du territoire irakien ».

La critique inattendue de l'attitude attentiste de Moscou par le colonel Kadhafi explique en partie l'absence de toute délégation officielle soviétique et des pays de l'Est aux cérémonies commémoratives. Le différend Tripoli-Moscou ne porte pas seulement sur ce point précis mais également sur le refus de Moscou de satisfaire les demandes d'armement sophistiqué faites par le colonel Kadhafi. Pourtant, le défilé militaire qui a eu lieu au début de matinée sur la place Verte a permis de constater que les Libyens avaient bel et bien reçu les fameux Sam-5 que Moscou avait déjà livrés à Damas.

JEAN GUEYRAS.

Asie

PHILIPPINES : des rebelles refuseraient de se rendre

La situation demeure « critique » selon le général Ramos

MANILLE
de nos envoyés spéciaux

Recourir à la tactique de la guérilla avec des opérations « coups de poing » sur des villes de province (occupées par des commandos qui, au bout de quelques heures, se retirent) ; bloquer temporairement de grands axes routiers ; créer un climat d'insécurité, en particulier dans le centre de l'île de Luzon, au nord de Manille, et en même temps démontrer leur force, telle serait la stratégie des soldats rebelles au gouvernement Aquino, selon une source militaire parlant en leur nom. Notre interlocuteur affirme que les rebelles, auteurs de la tentative de putsch de vendredi dernier et qui semblent d'être regroupés dans le centre de Luzon, seraient entre cinq cents et huit cents hommes commandés par une douzaine d'officiers. L'un de leurs premiers objectifs pourrait être la ville de Baguio où se trouve l'académie militaire. Or, la situation y semble loin d'être stabilisée : depuis le dimanche 30 août, les huit cents cadets auraient commencé une grève de la faim demandant que le gouvernement fasse preuve de clémence à l'égard des mutins. Selon les autorités de l'académie, le mouvement de protestation aurait cessé. Des cadets affirment le contraire.

Les rebelles ont rendu public un « mémorandum n° 1 », daté de samedi 29 août (le lendemain de l'échec du putsch sur Manille), dans lequel ils annoncent la création d'une juste militaire, dénoncent les actes de « trahison » du gouvernement Aquino, récusent la Constitution actuelle et demandent le retour à celle de 1935. Selon notre interlocuteur proche des rebelles, ces derniers devraient diffuser incessamment un « mémorandum n° 2 », dans lequel ils appelleraient les adminis-

trateurs provinciaux, nommés par le gouvernement, à quitter leurs fonctions. Les rebelles sont-ils en mesure de mener cette « stratégie de la tension » et, si elle se concrétise, combien de temps pourra-t-elle durer ? Autant de questions encore sans réponse. Le général Ramos, chef d'état-major général, semble en tout cas prendre au sérieux les risques que les rebelles font encore peser sur le gouvernement. Le mercredi 2 septembre, il a demandé la réunion du Conseil national de sécurité. Tout en affirmant que la formation d'une « juste militaire » n'était qu'une « tentative de mobilisation pour une cause perdue », il a reconnu que la situation demeurait « critique ». La veille, premier signe de concession vis-à-vis des rebelles, le gouvernement avait levé son ordre de tirer à vue sur le chef de la rébellion, le colonel Honasan. Ne pesé plus sur lui qu'un ordre d'arrestation.

Isoler le pouvoir civil

Les objectifs des soldats rebelles, les causes de l'échec de leur entreprise à Manille et les « flottements » dans la réaction du pouvoir, tels qu'ils se dessinent à la lumière des commentaires de militaires des deux bords, indiquent qu'il s'agit moins d'un putsch, c'est-à-dire d'une action limitée, que d'une lame de fond de protestation au sein des forces armées. Aujourd'hui, le malaise tend à unir plus qu'à diviser les militaires, et à isoler le pouvoir civil.

Plan des rebelles aurait comporté des phases : la première, « starfall », visait à neutraliser la présidence et le général Ramos. La seconde, « sunshine », prévoyait la mise en place d'une « juste militaire » formée de jeunes colonels (sunshine

est un nom de code symbolique : sur les épaulettes des colonels de l'armée philippine figurent trois rayons de soleil). A l'origine, les rebelles voulaient prendre en otage le président lorsqu'elle se serait rendue au camp Olivas, à une centaine de kilomètres au nord de Manille, comme c'était prévu le matin du vendredi 29 août. Apparemment, les services de renseignement avaient flairé le complot, et les rebelles, pour prendre les forces gouvernementales de vitesse, auraient décidé de lancer leur opération sur Manille.

C'est sans doute délibérément qu'ils ont tiré sur des civils aux abords du palais présidentiel : d'abord pour montrer leur détermination et ensuite afin de prévenir tout mouvement de soutien populaire à la présidence. Un fait apparemment déterminant dans l'échec du putsch a été l'insuffisance des ralliements : les rebelles attendaient notamment des défections à l'intérieur du camp Cramo (qui se trouve en face du camp Aguinaldo qu'ils occupent) où le général Ramos avait installé son QG. Mais les hommes qui auraient dû prendre en otage le chef d'état-major général n'ont pas pu ou n'ont pas osé mener à bien leur mission. En outre, le putsch n'a pas eu de relais politique : du moins, les hommes politiques voyant comment les choses tournaient sont restés dans l'ombre.

On reconnaît, au ministère de la défense, que les quelques dix heures qu'il a fallu au général Ramos pour mettre en place un dispositif de riposte « était le temps nécessaire au chef d'état-major général pour consacrer les garanties et trouver des troupes disponibles à marcher ». Même les fusiliers marins, qui finissent par intervenir, ont été difficiles à décider. Un sergent qui participe à l'opération nous dit que l'état-major a dû promettre des promotions aux

officiers comme aux simples soldats pour qu'ils acceptent de bouger. De manière évidente, précise notre interlocuteur, les troupes gouvernementales n'ont pas été disposées pour combattre réellemment. « On a fait du bruit, c'est tout ».

Dans une telle situation, la « stratégie de la tension » des rebelles peut considérablement embarrasser le gouvernement Aquino. La guérilla communiste a démontré qu'il est difficile de défendre les provinces. Il est peu vraisemblable que la gendarmerie souhaiterait affronter des soldats professionnels. Renforcer les troupes gouvernementales dans Luzon signifierait, d'autre part, pour l'état-major, dégarnir Mindanao, région névralgique en raison des insurrections communistes et musulmanes.

Voir comment tourne le vent

Surtout, compte tenu des difficultés rencontrées par le général Ramos pour mobiliser des troupes contre les rebelles le jour du putsch, on peut se demander comment les forces gouvernementales réagiront quand il s'agira d'aller les déloger de leurs positions. Bon nombre de militaires peuvent, sans basculer du côté des rebelles, rester « neutres », attendant de voir comment tourne le vent et par conséquent ne pas bouger. Les rebelles vont assurément avoir rapidement des problèmes logistiques. Mais ils peuvent aussi constituer un pôle d'attraction et un espoir d'action pour les aventuriers de tout poil (loyalistes à Marcos, mécontents, groupes de soldats qui ont déjà pris le maquis à la suite des précédentes tentatives de putschs). De quoi donner du fil à retordre au gouvernement Aquino...

KIM GORDON-BATES
et PHILIPPE PONS.

INDE

Perquisition dans les locaux d'un journal qui a divulgué plusieurs scandales financiers

NEW-DELHI
de notre correspondant

L'opération avait été soigneusement préparée : le mardi 1^{er} septembre, à 9 heures du matin, près de quatre cents agents de l'administration fiscale et douanière, assistés de plusieurs centaines de policiers armés, ont envahi les locaux du groupe Indian Express, l'un des plus importants quotidiens de langue anglaise du pays. Cette descente de police a été conduite simultanément à New-Delhi et dans dix autres bureaux régionaux du journal, ainsi qu'aux domiciles de plusieurs res-

ponsables du groupe. Le motif officiellement invoqué par les autorités est que l'Indian Express aurait violé à la fois la réglementation des changes, la législation douanière et celle relative à l'impôt sur le revenu. La fouille des locaux a duré plusieurs heures et de nombreux documents ont été saisis.

Les autorités ont publié un communiqué en fin de journée indiquant que quatorze linotypes, achetées en mai 1984 à Taiwan, ont été importées en violation de la législation fiscale et douanière. Selon l'interlocuteur de l'Indian Express, M. Arun Shourie, les enquêteurs ont établi

que le groupe était coupable d'une évasion fiscale portant sur 300000 roupies ce qui, vu l'ampleur de l'opération, est un résultat assez maigre. Les responsables du journal estiment que ces vérifications fiscales ne sont qu'un prétexte pour dissimuler une opération à caractère beaucoup plus politique.

L'Indian Express (le groupe compte trente et une publications) est à la tête du combat dans la campagne contre la corruption qui vise également le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Il est à l'origine de plusieurs révélations concernant divers scandales financiers, notamment l'affaire

Bofors (le Monde du 29 août) dans laquelle sont impliqués les frères Bachchan.

L'un d'eux, Amitabha, riche industriel du cinéma indien, a été un proche confident de M. Gandhi. Son frère Ajitabh est soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin avec lesquels il a acquis divers biens en Suisse. L'Indian Express affirme, mercredi, que les enquêteurs se sont surtout intéressés aux télex originaux que le journal a envoyés à propos de ces scandales, notamment ceux adressés à Stockholm, en liaison avec le contrat d'armement avec la firme suédoise. Le journal estime que les requêteurs cherchaient également différents documents prouvant la culpabilité d'Ajitabh Bachchan.

S'élevant contre cette « violation de la liberté de la presse », les responsables du quotidien soulignent que cette opération a été menée au lendemain de la clôture de la session parlementaire, dans le but évident de couper court aux protestations de l'opposition.

L'Indian Express avait publié, en mars, une lettre de M. Zail Singh, alors président de l'Union indienne, dans laquelle celui-ci dénonçait violemment l'attitude du premier ministre à son égard. Enfin, l'Indian Express et son président sont engagés dans la bataille féroce que se livrent deux géants de l'industrie indienne, les groupes Reliance Industries Limited (dirigé par M. Dhirubhai Ambani) et Bombay Dying Limited (dirigé par M. Nushi Wadia). L'Indian Express a pris, dans le passé, fait et cause en faveur du groupe de M. Wadia avec lequel il est lié financièrement. Une thèse largement répandue à Delhi veut que la bataille entre ces deux capitaines d'industrie est à l'origine de la divulgation des multiples scandales qui émaillent la vie politique indienne depuis plus de quatre mois.

PATRICE DE BEER.

LAURENT ZECCHIN

Le conflit du Cambodge

Les Chinois satisfaits du séjour du prince Sihanouk à Pékin

PÉKIN
de notre correspondant

Les dirigeants chinois ne peuvent qu'être satisfaits de la visite officielle à Pékin des trois dirigeants de la résistance cambodgienne qui s'est achevée le mercredi 2 septembre. Le prince Norodom Sihanouk, qui s'était mis au début de l'année en congé sabbatique pour un an, a cédé aux pressions de ses amis chinois et accepté d'interrompre ses vacances diplomatiques en Corée du Nord pour venir à Pékin avec ses deux partenaires, MM. Son Sann (nationaliste) et Khieu Samphan (Khmer rouge). A son arrivée, le prince n'a pas caché que les Chinois l'avaient placé dans une position où il lui était impossible de refuser de venir sous peine d'aller vers un « divorce ».

Le prince avait, d'autre part, dit avant la visite qu'il ne discuterait pas avec ses pairs, avec lesquels les relations ne sont pas parti-

culièrement chaleureuses. Les dirigeants chinois, MM. Deng Xiaoping et Zhao Ziyang en tête, ont toutefois obtenu de lui qu'il parle publiquement de « renforcement de l'unité et de la coopération » des trois factions de la résistance, ainsi que de sa volonté de se battre jusqu'à ce que le Cambodge ait recouvré son indépendance.

En échange, les Chinois ont réaffirmé leur soutien à son plan de paix en huit points. Tout en reconnaissant de « nouveaux changements de forme » dans les positions du Vietnam et de l'URSS sur le Cambodge, ils ont réaffirmé, malgré tout, « le Vietnam n'a pas abandonné sa stratégie de fédération indochinoise » et l'URSS son soutien à l'agression vietnamienne au Cambodge. « Nous acceptons que le Cambodge ne pratique pas le socialisme après sa victoire sur le Vietnam », a dit M. Deng, qui a souligné que « le Cambodge continue d'être dirigé par le prince Sihanouk ».

Les Vietnamiens ayant rejeté la proposition de « cocktail » lancée le mois dernier par l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), les Chinois pouvaient se montrer moins rigides qu'à l'ordinaire. Mais, sur le fond, rien n'a apparemment changé. Cette visite protocolaire annuelle fait partie du rituel qui précède la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Les efforts du prince pour amener ses amis à plus de souplesse et les Vietnamiens à discuter avec lui n'ont toujours pas porté leurs fruits. Il ne semble pas qu'une solution au problème cambodgien puisse être trouvée tant que les vieilles générations chinoise et vietnamienne, qui se sont affrontées militairement, resteront en place.

(Publicité)

California, Florida, Nord-Est, par importante organisation U.S.

ETUDES EN USA

UNIVERSITÉ USA

- L'année américaine après le bac (17 à 24 ans)
- Diplôme de Business en 12 mois (18 à 25 ans)
- Stages linguistiques : année, semestres, été (18 à 25 ans)
- Préparation aux diplômes B.A., M.B.A., MASTER, Ph. D.

Simplification des formalités et des délais. Doc. contre 3 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.

French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.09.19

ou 09 Cannes, 93.43.65.19

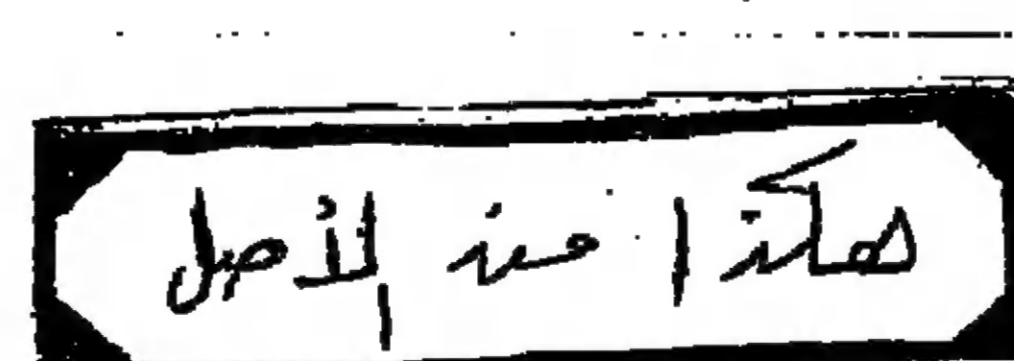
Le Monde

sur minitel

NOUVELLE-CALÉDONIE :

J-10

36.15 TAPEZ LEMONDE



Politique

Le CDS, « barriste » plus que jamais...

HOURTIN (Gironde)
de notre envoyé spécial

« Ouverture au centre », tel est le thème choisi par les Jeunes du CDS pour leur douzième université d'été qui, selon un rituel désormais bien réglé, permettra également à M. Raymond Barre qui, depuis longtemps, jouit dans leurs rangs d'une incontestable vénération, de faire sa rentrée politique le vendredi 4 septembre. D'ici là, tous les ministres et les principaux responsables du CDS seront venus exprimer ces positions du champ centriste.

L'ouverture, les organisateurs de ces universités en ont singulièrement manqué au niveau des invitations comme s'ils avaient voulu « barriser » en paix. Seul invité non issu du sérail, M. Philippe Séguin est venu le mardi 2 septembre au soir débattre avec les spécialistes barristes patentés — MM. Edmond Alphandéry et Bruno Durieux — de « chômage et d'économie ». Le ministre de l'Emploi a été chaleureusement accueilli. Son exposé n'a peut-être pas fait l'unanimité mais, politiquement, il était manifeste qu'on était prêt à considérer ce RPR-à-côté comme un frère jumeau.

Durant la journée, M. Séguin avait été précédé à la tribune par les valeurs sûres du portefeuille centriste : MM. René Monory, Bernard Stasi et le père de tous, M. Jean Lecanuet. « Nous sommes bien où nous sommes et nous y resterons », a rappelé d'entrée M. Stasi signifiant qu'ouverture ne valait point compromission. « Nous sommes parfois un peu agacés », a-t-il commenté, « quand on nous interroge sur le avenir de la France, nous sommes prêts à nous rapprocher du Parti socialiste. Le PS n'est pas du tout attirant. Il est en pleine crise existentielle. Il n'est pas encore remis de l'électrochoc du pouvoir. Il est en plein désarroi idéologique et en manque de stratégie avec des leaders qui n'ont que le souci de se marquer à la calotte ».

Le constat ainsi dressé, M. Lecanuet a pu traiter ensuite tout à loisir et à sa façon, qui tient parfois d'un comique à la Devos, de l'ouverture sur un centre, mais de l'ouverture au sein de l'UDF et au sein de la majorité. Visiblement, le président de l'UDF a été rasséréné par les bonnes dispositions manifestées récemment par M. François Léotard. Les édiculations de l'ancien ministre lui semblent de l'histoire ancienne. Le vœu donc sur ce point souligné : un seul candidat UDF à l'élection présidentielle. Mission remplie. Il est encore à quel point chose. Au point même de se réjouir personnellement de voir son fantôme de président objet d'une nouvelle compétition. Son souhait le plus cher est de voir maintenant l'UDF se mettre en ordre de bataille au plus vite.

Une journée de travail de son bureau politique aura été cet effet le 3 septembre. « Il nous faut préparer la campagne présidentielle, comme si notre candidat avait déjà déclaré qu'il l'était », a-t-il jugé, en voulant croire que « l'UDF tout entière fera campagne de manière solidaire ». « J'adore les virtuoses », a-t-il ajouté, « à condition qu'ils aient la même partition et suivent le même chef d'orchestre ». Mais de cela, le maire de Rouen n'est pas encore tout à fait certain.

Quelle forme prendra le puzzle PR, CDS, réseaux barristes de Réels ? M. Lecanuet reste songeur.

Les Jeunes Centristes ont confirmé d'ailleurs ces prévisions à cet égard. Ses embrassades avec M. Léotard, la semaine dernière à Bordeaux, n'ont pas plu à tout le monde. Au point que le président de l'UDF a cru déceler une certaine amertume. « Au contraire », a-t-il joint à ces jeunes, « réjouissons-nous d'avoir été les premiers en apprenant que nous ne serons pas les derniers et que notre vainqueur n'aura pas l'ingratitude des rôles ».

Mise en garde

Ouverture enfin au sein de la majorité. De ce point de vue, M. Lecanuet n'est pas non plus très tranquille. Pour parler franc, le RPR l'inquiète. « A-t-il dépassé son état d'esprit de 1981 ? », s'interroge M. Lecanuet en aparté. « N'aime-t-il la coalition que lorsqu'il en bénéficie ? ». A la tribune, le maire de Rouen y est allé de cette mise en garde qu'il n'hésitera pas, dans les jours prochains, à réitérer en renvoyant, si c'est nécessaire, M. Chirac à son fameux discours de Vittef de septembre 1986. « Il ne faut pas, a rappelé solennellement M. Lecanuet, que l'UDF ou le RPR ait dans l'esprit que si la victoire finale ne lui revient pas il veut mieux que l'adversaire gagne. Ce serait là la faute suprême que le pays ne pardonnerait pas ».

En résumé, le message de M. Lecanuet est clair : « L'honneur de l'UDF a été de soutenir sans défection l'action du gouvernement ». L'ouverture ne signifie pas qu'il explique en substance, sans se soucier s'il le faut, M. Barre sans défection.

MM. Barre et Lecanuet se sont également rencontrés cet été. La suite du propos de M. Lecanuet laisse à l'avenir deviner qu'ils n'ont pas manqué d'aborder ensemble les thèmes majeurs de la future campagne barriste. Sans trop de précautions, M. Lecanuet a livré aux jeunes du CDS une feuille de route

de campagne comprenant les messages spécifiques de l'UDF, qui risquent de n'être point reçus cinq sur cinq par le RPR.

« Tu es serviteur et non pas dominateur des libertés », M. Lecanuet a demandé qu'« on redonne de la hauteur à l'Etat ». Allusion évidente au jacobinisme toujours latent de l'Etat RPR. Emploi ? M. Séguin devait encore le constater le soir même. Les barristes ne démontrent pas sur l'investissement. « Il faut mettre en garde », a sursauté M. Lecanuet, ceux des nôtres qui, pour des motifs électoraux, n'auraient que l'allègement momentané des charges à proposer sans avoir une préoccupation suffisante de l'avenir ».

Politique étrangère : avec M. Giscard d'Estaing, M. Lecanuet n'est pas tendre. « Je ne crois pas, dit-il, que la politique de normalisation avec l'Iran ait été parfaitement inspirée ». L'Europe ? M. Lecanuet ne veut pas avoir la mâchoire courbe. « Je n'ai pas oublié le temps où les nouveaux convertis parlaient des partisans de l'Europe comme du parti de l'étranger ». Le rendez-vous de 1992 ? L'ironie. « N'essayons pas de ruser avec la vérité. La grande échéance est l'élection présidentielle. 1992 ne sera respecté que si nous avons un président véritablement attaché à la construction européenne ».

La colabitation : aucun leurre. « Après la colabitation douce, douce-amère, les relations entre l'Elysée et Matignon, malgré les efforts des uns et des autres, deviendront de plus en plus délicates ». Enfin cet argument massif : « Il faut projeter le premier tour vers le deuxième tour ». Traduction de ce théorème lacanien : les Français pousseront au premier tour le candidat qui a le plus de chance de battre la gauche au second. Une autre idée à vendre, M. Lecanuet en avait décidé bien au courant gr...

DANIEL CARTON.

« L'Humanité » M. Lajoinie et Proust

Patrick Besson est un bon écrivain. C'est sans un doute le dernier lui semblait de l'histoire ancienne. Le vœu donc sur ce point souligné : un seul candidat UDF à l'élection présidentielle. Mission remplie. Il est encore à quel point chose. Au point même de se réjouir personnellement de voir son fantôme de président objet d'une nouvelle compétition. Son souhait le plus cher est de voir maintenant l'UDF se mettre en ordre de bataille au plus vite.

Une journée de travail de son bureau politique aura été cet effet le 3 septembre. « Il nous faut préparer la campagne présidentielle, comme si notre candidat avait déjà déclaré qu'il l'était », a-t-il jugé, en voulant croire que « l'UDF tout entière fera campagne de manière solidaire ». « J'adore les virtuoses », a-t-il ajouté, « à condition qu'ils aient la même partition et suivent le même chef d'orchestre ». Mais de cela, le maire de Rouen n'est pas encore tout à fait certain.

Quelle forme prendra le puzzle PR, CDS, réseaux barristes de Réels ? M. Lecanuet reste songeur.

sur Proust : « C'est bien, mais c'est long » (L.). Quant à celle de développement judiciaire sur le sujet de Barby d'Aureville sur le « plage de Sochi (URSS) en 1979 — l'année même de l'intervention soviétique en Afghanistan », nous sommes quelque peu surpris de ne pas avoir aussi que les lettres aux yeux ».

Si Bernard Pivot hérite encore, Patrick Besson lui fournit un ultime argument : « Vous savez bien qu'André Lajoinie est — c'est le moins qu'on puisse dire — un spécialiste du PCF. Et vous savez également qu'au PCF les apparatchiks ne font rien. Ce sont les autres qui bossent ! » Donc, le candidat a le temps : « Au soutien de Fabien (...) les doigts de pied en éventail, il bouquine, il bouquine sans arrêt ! »

(1) Le recueil de ses chroniques vient d'être publié sous le titre *Amalgame rouge*, aux éditions Messidor (147 pages, 80 F).

Le PS met au point sa plate-forme présidentielle

Une soixantaine de dirigeants du PS, membres de la commission chargée d'élaborer le programme présidentiel du parti ou membres du bureau exécutif, devaient se réunir à huis clos les mercredi 2 et jeudi 3 septembre à Chauffry (Seine-et-Marne) pour étudier un premier document de travail de 141 pages. Une fois amendé, examiné par les militants, ce texte sera adopté par le parti et donnera naissance à un document plus court d'une trentaine de pages qui constituera la véritable plate-forme présidentielle du PS.

Rédigé d'après les résultats des séances de travail de la commission par M. Dominique Strauss-Kahn, économiste du parti et secrétaire de la commission du programme, ce texte est aujourd'hui, selon M. Lionel Jospin, premier secrétaire et président de la commission, un « bloc de glace » qu'il faut « ciseler en zébrures ».

Les amis de M. Michel Rocard qui, huit mois avant l'échéance, veut pacifier ses relations avec le PS, considèrent que ce texte, sous réserve du travail à accomplir dessus, est globalement compatible avec les orientations de leur champion.

M. Jean-Pierre Chevènement, vice-président de la commission du programme, a pris fait cause pour sa réaction à l'égard de ce « premier jet » mais son porte-parole, M. Jean-Marie Bockel, a fait savoir, mardi 1er septembre, que, malgré certains motifs de satisfaction, les amis de l'ancien ministre de l'éducation nationale veulent « vérifier » ce texte, lui donner « un souffle et un surplément d'âme ». Ils soulignent le « flow » qui entoure, selon eux, certains chapitres, notamment sur la croissance, les institutions, l'indépendance nationale, la construction de l'Europe. Ils veulent s'employer « avec une certaine pugnacité » à améliorer ce texte afin qu'il ne soit pas « découragé ». Les amis de M. Chevènement se refusent toutefois à envisager ouvertement dès aujourd'hui de déposer des propositions alternatives sur les points litigieux en cas de désaccord persistant.

M. Schwartzberg : le gouvernement exerce une « mainmise sur les médias »

Le président d'honneur du MRG a accusé le gouvernement, le mardi 1er septembre, d'exercer une « mainmise sur les médias » avec « la volonté de verrouiller l'information pour la prochaine campagne présidentielle ». Le député du Val-de-Marne a dénoncé dans un communiqué « l'éviction de plusieurs journalistes de radio et de télévision coupables d'indépendance d'esprit (...) ». Avec ce quadrillage et à ce rythme, les médias vont-ils devenir Radio-Chirac et Télé-Matignon ?

M. Schwartzberg en faisait allusion à la privatisation de TFI et à « l'attribution de la 5 à un député de la majorité ». « Ces atteintes au pluralisme devraient alermer la CNCL. Malheureusement, il n'en est rien, et l'on finira par se demander si ce sigle ne signifie pas : « Commission nationale de la complaisance et du laxisme ».

M. Schwartzberg : le gouvernement exerce une « mainmise sur les médias »

Le président d'honneur du MRG a accusé le gouvernement, le mardi 1er septembre, d'exercer une « mainmise sur les médias » avec « la volonté de verrouiller l'information pour la prochaine campagne présidentielle ». Le député du Val-de-Marne a dénoncé dans un communiqué « l'éviction de plusieurs journalistes de radio et de télévision coupables d'indépendance d'esprit (...) ». Avec ce quadrillage et à ce rythme, les médias vont-ils devenir Radio-Chirac et Télé-Matignon ?

M. Schwartzberg en faisait allusion à la privatisation de TFI et à « l'attribution de la 5 à un député de la majorité ». « Ces atteintes au pluralisme devraient alermer la CNCL. Malheureusement, il n'en est rien, et l'on finira par se demander si ce sigle ne signifie pas : « Commission nationale de la complaisance et du laxisme ».

M. Schwartzberg : le gouvernement exerce une « mainmise sur les médias »

Le président d'honneur du MRG a accusé le gouvernement, le mardi 1er septembre, d'exercer une « mainmise sur les médias » avec « la volonté de verrouiller l'information pour la prochaine campagne présidentielle ». Le député du Val-de-Marne a dénoncé dans un communiqué « l'éviction de plusieurs journalistes de radio et de télévision coupables d'indépendance d'esprit (...) ». Avec ce quadrillage et à ce rythme, les médias vont-ils devenir Radio-Chirac et Télé-Matignon ?

M. Schwartzberg en faisait allusion à la privatisation de TFI et à « l'attribution de la 5 à un député de la majorité ». « Ces atteintes au pluralisme devraient alermer la CNCL. Malheureusement, il n'en est rien, et l'on finira par se demander si ce sigle ne signifie pas : « Commission nationale de la complaisance et du laxisme ».

EN BREF

● M. Mitterrand à Toulouse le 29 septembre. — M. François Mitterrand inaugure le 29 septembre, à Toulouse, le Salon international des techniques et énergies du futur (SITEF). Il rencontrera, « conformément à la tradition républicaine », les élus de la municipalité et du département, indique-t-on à l'Elysée. M. Dominique Baudis (UDF), maire de Toulouse, avait, avant l'annonce officielle de cette visite, corrévé le chef de l'Etat à rencontrer, à l'hôtel de ville, tous les élus du conseil municipal.

● Démission d'un maire communiste. — M. Lucien Lanterrier, maire communiste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), s'est démis, le lundi 31 août, de son mandat de maire, qu'il détenait depuis juin 1973. Proche des « renouvelés », M. Lanterrier, qui s'était trouvé à plusieurs reprises en désaccord avec les instances nationales du PCF, avait adressé, en juin dernier, une lettre à la population expliquant qu'il souhaitait « prendre du recul », notamment en raison de son âge, soixante-sept ans.

● Le maire de Saint-Nazaire soutient M. Chevènement. — M. Joël Bataux, maire (PS) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), invité, le mardi 1er septembre, du « Club presse information » de La Saulée, a déclaré que M. Chevènement, « comme ministre de la recherche et ministre de l'éducation nationale, a fait la preuve que son caractère et ses méthodes sont dignes d'un candidat de rassemblement sur le projet socialiste auquel il travaille ».

Avant le référendum en Nouvelle-Calédonie Deux mille partisans du FLNKS ont défilé à Paris

Pendant qu'à Paris plusieurs centaines de personnes défilaient sans incident dans la rue à l'appel du FLNKS, le mardi 1er septembre, à Nouméa, le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, député RPR, appelle la population de la Nouvelle-Calédonie à se mobiliser pour une « grande fête de la Liberté », le mercredi 9 septembre, et à « paviser ce jour-là aux couleurs de la France ». Le chef de file du courant « loyaliste » a également estimé que les actions pacifiques menées un peu partout sur le territoire par les militants indépendantistes « sont portées de risques graves » et il a invité « tous ceux qui exercent une responsabilité à mettre fin à cette comédie désastreuse ». « Ces provocations, a dit M. Lafleur, donnent une image caricaturale de la réalité calédonienne ».

Près de deux mille personnes (quatre mille selon les organisateurs, mille deux cents selon la police) se sont réunies mardi 1er septembre à 18 h 30 à Paris, en réponse à l'appel du Front de libération kanak socialiste. Les manifestants ont défilé pendant près de deux heures entre la place de la Bastille et le Palais-Royal, scandant des slogans hostiles au référendum du 13 septembre, considéré comme « bidon » et appelant à « l'indépendance de Kanaky ».

M. François Mitterrand a été « interpellé » par une partie des manifestants du PC et de la CGT qui criaient de vigoureux : « Mitterrand, Chirac, halte aux matraques ». En fin d'après-midi, une motion demandant au président de la République de « veiller à ce que le peuple kanak cesse d'être opprimé et réprimé sauvagement (...) et que l'on s'engage enfin dans la voie de la décolonisation, seule issue à la vie calédonienne » a été remise à l'Elysée. La manifestation s'est dispersée dans le calme vers 20 h 15.

Les dirigeants des organisations de gauche et d'extrême gauche n'ont donc pas tenté pour effectuer leur rentrée sur le goudron parisien. Ils étaient tous là. M^{me} Arlette Laguiller, à la tête de Luttes ouvrières — proportionnellement la mieux représentée — à Antoine Waschter, le « candidat vert », en passant par Pierre Jacquin, venu « en ami » et « sympathisant de la première heure » de la cause kanak.

Les socialistes avaient défilé MM. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de France, et Robert Le Fol, député national

La direction du PC était représentée, quant à elle, par MM. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, Henri Malberg et Jean-Claude Lefort et par M^{me} Jocelyne Voiant, tandis que les cégétistes étaient emmenés par M. Johannès Galland, secrétaire fédéral.

Il y avait aussi de nombreux délégués du PSU, du MRAP, de la CFDT, de la FEN (dont le futur chef de guerre du FLNKS, tué en janvier 1985, dont les photos parsemaient le cortège).

La direction du PC était représentée, quant à elle, par MM. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, Henri Malberg et Jean-Claude Lefort et par M^{me} Jocelyne Voiant, tandis que les cégétistes étaient emmenés par M. Johannès Galland, secrétaire fédéral.

Il y avait aussi de nombreux délégués du PSU, du MRAP, de la CFDT, de la FEN (dont le futur chef de guerre du FLNKS, tué en janvier 1985, dont les photos parsemaient le cortège).

La direction du PC était représentée, quant à elle, par MM. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, Henri Malberg et Jean-Claude Lefort et par M^{me} Jocelyne Voiant, tandis que les cégétistes étaient emmenés par M. Johannès Galland, secrétaire fédéral.

Il y avait aussi de nombreux délégués du PSU, du MRAP, de la CFDT, de la FEN (dont le futur chef de guerre du FLNKS, tué en janvier 1985, dont les photos parsemaient le cortège).

Décès de Nicole Chouraqui adjointe au maire de Paris

Nicole Chouraqui, adjointe au maire de Paris, députée européenne, est décédée lundi 31 août à Paris. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

Bruno, vive, élégante, Nicole Chouraqui mettait une note de charme et de féminité dans les travaux de la commission de Paris, dont elle sera membre du centre de Paris des dizaines de porteurs disgraciés, plusieurs centaines de panneaux et trois mille enseignes géométriques. Si Paris est resté la Ville Lumière sans offenser le goût, c'est en bonne partie grâce à elle. Nicole Chouraqui était une femme courageuse. Se sachant gravement menacée par le cancer, elle s'est acquittée de sa tâche jusqu'à la fin et avec le sourire.

M. A. R.

[Née à Alger le 18 mars 1938, Nicole Chouraqui avait reçu une formation d'économiste. Analyste financier à la banque de l'Union parisienne (1960-1966), elle s'était engagée dans la vie politique en adhérant au Parti radical. En 1970, elle rejoint l'UDF (devenue depuis le RPR), dont elle sera membre du bureau politique jusqu'en 1977, puis secrétaire générale adjointe en 1978 et secrétaire nationale chargée du travail (1981-1984). Elue députée européenne en 1979, et réélue en 1984, elle était conseillère de Paris dans le dix-septième arrondissement, adjointe au maire de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France.]

Dynastie

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, a affirmé, le mardi 1er septembre, qu'il se considérait toujours comme le successeur légitime au titre royal.

Après avoir destitué son fils de la succession dynastique en raison de son divorce et de son mariage, le comte de Paris vient, en effet, de « présenter » officiellement son petit-fils, le prince Jean, comme son successeur.

Le comte de Clermont a affirmé que son père n'avait ni le droit ni le pouvoir de le faire « car aucun roi n'a le droit de désigner son successeur. [Ce dernier] est désigné par le sang, c'est-à-dire par le mariage ». « Si on croit à une certaine idée de la monarchie et si on croit à une possibilité de restauration, on ne peut pas jouer avec ça », a-t-il ajouté.

CONFLIT DU GOLFE : LES ARMES EN PRÉSENCE SCIENCE & VIE

critique

officiers comme les autres... critique... voir comment tourne le vent... KIM GORRICA... PHILIPPE PONS

ix d'un journal idales financiers

ix d'un journal idales financiers... Le Monde... J-10... 3515 TAPÉZ LEMONDE

Le Monde DES LIVRES

Un rapport du ministère de la santé sur le tabagisme

Désastre sanitaire

Exemple : « Un fumeur sur quatre meurt d'une maladie causée par le tabac »

Pour être efficace, l'information doit commencer à l'école, avant l'âge de dix ans, puisque dès que l'enfant a commencé à voir ses camarades fumer il est trop tard, les mécanismes de mimétisme l'emportant sur toute connaissance rationnelle. De plus, pour être efficace, elle doit être constamment répétée. Les fabricants de tabac le savent qui consacrent plus de 2 milliards de dollars par an à la publicité aux Etats-Unis. En France, environ 1 milliard de francs, par an, en

plus, une partie du produit de la surtaxe pourrait servir à la lutte contre le cancer et les maladies cardiaques.

La limitation de la teneur en goudron des cigarettes permettrait de limiter l'effet cancérogène puisque celui-ci est proportionnel au taux de goudron. Or la France est de tous les pays industrialisés celui où le taux moyen de goudron des cigarettes est le plus élevé (17 mg en moyenne), alors qu'en Grande-Bretagne, par exemple, le taux maximal est de 15 mg et le taux moyen beaucoup plus faible. De plus, en France, paradoxalement, ce sont les cigarettes les moins chères dont le taux de goudron est le plus élevé, donc qui sont les plus dangereuses. C'est un handicap supplémentaire pour ceux dont les revenus sont modestes. L'inverse serait évidemment souhaitable.

JUSTICE

Après l'évasion de deux détenus

Une enquête administrative est ouverte sur le fonctionnement de la maison d'arrêt de Besançon

BESANCON de notre correspondant

L'évasion le 29 août de deux détenus a conduit le ministère de la justice à ordonner une enquête administrative sur le fonctionnement de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs). Dominique Guknecht, vingt-huit ans, et François Quellien, trente-cinq ans, se sont enfuis ce jour-là, en début d'après-midi, en pratiquant une ouverture dans le grillage d'une des cours du « quartier d'isolement », anciennement quartier de haute sécurité, à l'aide, semble-t-il, d'une paire de ciseaux et d'une fourchette. Ils ont pu franchir le mur d'enceinte sans même se servir de la grappe qu'ils avaient confisquée. Les recherches entreprises par la gendarmerie et la police n'ont pas permis, jusqu'à présent, l'arrestation des deux évadés, considérés comme les condamnés les plus dangereux de la prison de Besançon.

Un moment de l'évasion, douze surveillants assuraient le service pour une population carcérale de quatre cent trente détenus. Un seul gardien, sous l'autorité d'un surveillant-chef, était chargé, comme à l'ordinaire, du service des cellules et des cours du quartier. Dominique Guknecht et François Quellien avaient été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le premier pour avoir tué trois personnes et le second pour avoir blessé grièvement un policier lors d'un hold-up.

Simple maison d'arrêt, l'établissement de Besançon ne devrait en principe recevoir que des inculpés placés sous le régime de la détention préventive ou des condamnés à des peines de moins de cinq ans. Les deux hommes aujourd'hui évadés n'y étaient détenus que provisoirement, leurs avocats ayant formé un pourvoi devant la Cour de cassation et leur condamnation n'étant de ce fait pas définitive. Le transfert des deux détenus en maison centrale ne pouvait être, éventuellement,

ordonné qu'après que cette juridiction eut rendu son arrêt.

Des précédents

En 1983, après une précédente évasion, la commission de surveillance de la maison d'arrêt s'était inquiétée des risques que faisait encourir la présence de détenus condamnés à de longues peines et venant le plus souvent d'autres régions. M. Jean-Luc Chemin, le directeur nommé à cette époque, s'était déclaré partisan d'un renforcement des mesures de sécurité. Cependant, alors que le nombre des détenus passait de 286 en 1984 à 427 au 1^{er} janvier 1987 pour une capacité théorique de 193 places, une tentative d'évasion en 1986 et une évasion réussie en mars 1987 amenaient à douter de l'efficacité de ces mesures. Ainsi, le système d'alarme était-il en panne le 29 août dernier. Et il fallut attendre quarante minutes pour que le seul chien de recherches du département soit acheminé depuis la gendarmerie de Montbéliard.

Les conditions de détention à la maison d'arrêt de Besançon avaient fait l'objet d'une première enquête en début d'année. On y avait enregistré, au cours des mois passés, plusieurs suicides ou tentatives de suicide, et notamment la mort par pendaison d'un jeune Algérien, en instance de libération, le 19 février dernier. Après ce décès, le zèle de certains surveillants et surveillants-chefs avait été mis en cause ainsi que la responsabilité du directeur, M. Chemin, accusé par la rumeur de laisser s'exercer des brimades et des brutalités contre les détenus, principalement maghrébins (le Monde du 27 mars). Aucune plainte n'avait toutefois été déposée. M. Chemin est devenu depuis directeur du centre de détention d'Esses (Lot-et-Garonne), où il a été nommé au mois de juillet.

CLAUDE FABERT.

FAITS DIVERS

Après une attaque à main armée à Alençon

Six personnes prises en otage puis relâchées par des malfaiteurs

Deux jeunes gens, M. Pascal Lebrun, vingt-deux ans, et M^{me} Nathalie Lesimple, vingt-deux ans, ont été libérés au milieu de la nuit du mardi 1^{er} au mercredi 2 septembre, par deux malfaiteurs, qui, dans l'après-midi, les avaient pris en otage près d'Alençon (Orne), après une attaque à main armée dans une banque de la ville. Selon la police, les deux jeunes gens n'ont pas été maltraités. Au cours de l'agression, qui a donné lieu à une fusillade entre les malfaiteurs et la police, les gangsters avaient pris trois autres otages, qu'ils devaient relâcher avant d'emmener avec eux M. Lebrun et M^{me} Lesimple.

Les recherches pour retrouver les deux malfaiteurs ont été suspendues, mercredi, peu avant 3 heures du matin, sans avoir donné de résultat. Mardi, en fin d'après-midi, nous rapporte Marcel Vanier, notre correspondant à Alençon, deux hommes, le visage masqué, s'étaient présentés à la succursale de la Banque régionale de l'Ouest, dans le centre-ville d'Alençon. Sous la menace de leurs armes, ils se faisaient remettre 95 000 francs. Au moment de sortir de la banque, les voleurs se trouvèrent face à la police, qui avait été alertée. Il s'ensuivit un échange de coups de feu, au cours duquel personne ne fut blessé. C'est alors que les gangsters prenaient en otage deux employés de la banque et un client, et parvenaient à s'enfuir en voiture. Mais, à 5 kilomètres d'Alençon, les deux hommes durent abandonner le véhicule atterré au réservoir à essence par un coup de feu. Ils relâchèrent leurs premiers otages, et s'emparèrent, sous la menace d'une Opel Kadett et de ses deux occupants : M. Lebrun et M^{me} Lesimple. C'est avec ces deux nouveaux otages - retrouvés au cours de la nuit - que les malfaiteurs disparurent dans la forêt d'Écouves qu'ils ont quittée, mercredi avec un sixième otage relâché sain et sauf, vers 6 heures, avec son véhicule, une Citroën CX, dans la région parisienne.

EN BREF

● Handicapé « indéfectible » : plainte des parents. — M. et Mme Gérard Lefebvre, les parents du jeune Laurent, handicapé mental, livrés indéfectiblement par le propriétaire de l'appartement de vacances qu'ils avaient loué près de La Croix-Valmer dans le Var (le Monde du 23-24 août) ont déposé plainte pour rupture de contrat et violation de domicile. Les époux Lefebvre, qui demeurent à Caen, où ils sont revenus le 30 août, font valoir qu'ils ont été éconduits et ont dû trouver une autre location payée beaucoup plus cher. « Si nous gagnons notre procès, ont-ils déclaré, nous reverserons les dommages-intérêts obtenus à une association de handicapés ».

● Inculpation d'un agent d'assurances et de sa femme. — Une information judiciaire ouverte à Boulogne-sur-Mer a abouti à l'inculpation d'un agent d'assurances de Calais, M. Michel Durant, cinquante-cinq ans, et de son épouse Dany, quarante ans, auxquels il est reproché d'avoir détourné, depuis plusieurs années, une somme d'environ 7 millions de francs. L'un et l'autre ont été écroués. M. Durant, employé des Assurances générales de France (AGF) avait été licencié par son employeur au printemps dernier.

● L'autobus A 4 coupé. — Quarante-huit heures de travaux étaient nécessaires pour rétablir la circulation dans les deux sens sur l'autoroute A 4 après l'effondrement de la chaussée, près de Châteauneuf-Thierry (Aisne), provoqué le 1^{er} septembre, par des pluies diluviennes. Deux automobilistes ont été grièvement blessés à la suite de chute de leurs véhicules dans la tranchée de cinq mètres de profondeur ouverte dans la chaussée.

(Suite de la première page.)

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Norvège, aux Pays-Bas, en Finlande, en Australie, etc., non seulement la consommation a diminué (par exemple de plus de 20 % en dix ans en Grande-Bretagne), mais aussi depuis quelques années la fréquence des cancers du poulmon a baissé chez les hommes adultes (de 35 % en dix ans en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis chez les hommes de la quarantaine, âge où s'expriment les effets du tabagisme pendant la première partie de la vie). Si l'action entreprise est poursuivie, cette baisse ira s'accroissant, car l'image de marque du fumeur a, dans ces pays, changé : il y est considéré comme intoxiqué incapable, faute de volonté, de mettre un terme à son autodestruction. La tolérance, voire la sympathie, dont il bénéficiait ont d'ailleurs évolué depuis que l'on sait que le fumeur est dangereux non seulement pour lui, mais aussi pour son entourage.

Des estimations plus qu'alarmantes

Pour lutter contre un fléau, il faut d'abord en prendre la mesure. Rares sont les Français, même parmi ceux se disant informés, qui l'ont fait. D'après un récent et remarquable rapport d'experts du ministère de la santé, le tabac a causé en France, en 1985, plus de cinquante-trois mille décès, soit environ un décès sur dix. Ce nombre est un minimum fondé sur des évaluations très prudentes. Le tabac a, notamment, été à l'origine d'un moins trente-deux mille décès par cancer (90 % des cancers du poulmon, une proportion notable des cancers de l'œsophage, bouche, pharynx, larynx, estomac, vessie, rein et pancréas), soit plus du quart de l'ensemble des décès par cancer des deux sexes. Cette estimation, volontairement minimale, est inférieure à celle des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Centre international de recherche sur le cancer qui attribuent, en Europe occidentale, 30 % à 35 % des décès par cancer au tabac.

Les autres décès causés par le tabac sont dus principalement aux bronchites chroniques, à l'infarctus du myocarde et aux artérites. Le tabac joue ainsi un rôle primordial dans les deux principales causes de décès en France : les cancers et les affections cardio-vasculaires. De plus, la fréquence des maladies causées par le tabac augmente rapidement en France, car celles-ci apparaissent avec un délai de vingt à trente ans. Par exemple, le nombre de cancers du poulmon a augmenté de près de 40 % depuis dix ans en France, il continuera à augmenter quoi que l'on fasse pendant encore au moins quinze ans, mais l'importance et la durée de l'augmentation dépendront de l'évolution de la consommation. En effet, nous voyons aujourd'hui les conséquences sanitaires de la consommation tabagique des années 60, comme on observait il y a dix ans celle des années 50. Or en France, la consommation de cigarettes a doublé de 1950 à 1975.

On comprend, dès lors, les avertissements de l'OMS et du Centre international de recherche sur le cancer, qui considèrent que le tabac représente le problème majeur de santé dans nos pays, et ceux du comité d'experts de la Communauté européenne, pour qui la lutte contre le tabac est la priorité des priorités.

La Sécurité sociale victime du tabac

Le coût financier des maladies dues au tabac, y compris leur coût social (arrêt de travail, etc.), avait été estimé il y a dix ans à 26 milliards de francs par an. Il serait actuellement supérieur à 40 milliards, en raison de l'érosion monétaire et de l'accroissement du nombre de malades. Les graves difficultés financières que connaît la Sécurité sociale sont pour une large part dues au tabac et à l'alcool. Une petite limitation de leur consommation suffirait à équilibrer le budget maladie de la Sécurité sociale. On a raconté une anecdote que nous avons de bonnes raisons de connaître. Un médecin cancérologue avait interpellé, il y a quelques années, son ami devenu ministre des finances : « Toi main droite reçoit 1 franc représentant les taxes sur le tabac ; ta main gauche va donner 3 francs, coût des dépenses liées aux maladies provoquées par le tabac ». Et le ministre de répondre : « C'est moi qui reçois le franc, qui perçoit les taxes. C'est mon successeur qui versera les 3 francs ». C'était le temps des gouvernements éphémères. C'était aussi celui où l'on ne savait pas encore ce que les observations faites dans d'autres pays ont depuis démontré, à savoir qu'une augmentation des taxes peut à la

« Mardi des cendres » en Belgique

BRUXELLES de notre correspondant

Depuis le mardi 1^{er} septembre, les Belges ne peuvent plus fumer dans les lieux publics sous peine de se voir imposer des amendes allant de 1 500 FB (environ 225 FF) à... 18 000 FB (environ 2 700 FF) pour les récidivistes. La première journée - baptisée « mardi des cendres » par certains - a été essentiellement consacrée à l'apposition d'affichettes dans tous les lieux concernés, et à l'information du public. Ce dernier semble se plier d'assez bonne grâce à cette législation, et les fumeurs fuient contre mauvaise fortune bon cœur. Mais qu'en sera-t-il le jour où la période d'information étant

terminée, les forces de l'ordre verbaliseront ?

Il s'agira aussi dans les jours qui viennent, de mieux préciser les endroits concernés. Ainsi, il est interdit de fumer dans les halls de gare, mais pas sur les quais ; dans les toilettes des bâtiments publics, mais pas dans les cafés ; dans les postes, mais pas dans les magasins « privés ». Si quatre fonctionnaires fumeurs se réunissent dans le bureau de l'un d'entre eux, ils peuvent sacrifier à leur vice en toute impunité. Mais si une personne entre à l'improviste, ils devront jeter leurs mégots. L'interdiction, en revanche, est totale dans tous les lieux scolaires, y compris les salles des professeurs.

J.-A. F.

commencé à fumer à quinze ans que s'il a commencé à vingt ans. En outre, plus on a commencé jeune, plus il sera difficile d'arrêter.

Il suffit de constater ce qui se passe au voisinage des lycées, des universités pour prendre la mesure du problème. Les jeunes filles montent et descendent la rue ; toutes, ou presque, fument cigarette sur cigarette. Comment ne pas penser que dans vingt ou trente ans une sur quatre d'entre elles sera tuée après plusieurs mois de souffrances, d'asphyxie par une maladie provoquée par le tabac ?

Face à ce que le rapport de l'OMS appelle un désastre sanitaire, que peut-on faire ? Les rapports des experts de l'OMS, de la Communauté européenne et du ministère français de la santé aboutissent à des conclusions voisines sur les actions à entreprendre.

La première est l'information sur les risques encourus. On parle souvent du devoir de vérité envers les malades, ce devoir est plus impératif encore avant la maladie. Le Français est un adulte capable de l'entendre. L'indication « abus dangereux » portée depuis 1977 sur les paquets de cigarettes est un euphémisme pernicieux par rapport au risque. Une information objective serait par

France. Une véritable réglementation de la publicité est d'ailleurs une autre mesure indispensable, et il faudrait mettre un terme à la façon dont les marchands de cigarettes tournent la loi en faisant de la réclame pour des allumettes ou des briquets portant leur label ou en apposant celui-ci sur des voitures de course.

Une deuxième série de mesures devrait viser à l'augmentation des taxes, car toutes les études qui ont été faites montrent l'effet dissuasif des prix sur la consommation, en particulier chez les jeunes. La France est aujourd'hui celle des pays de la Communauté, hormis la Grèce, où les taxes sont les plus basses et le prix des cigarettes le plus faible. La peur de l'indice des prix en est la cause.

Les experts européens ont proposé l'uniformisation des taxes dans la Communauté pour 1992 et l'usage des indices des prix dans lequel s'entre pas le prix du tabac ; un tel indice est depuis juin 1987 publié par la Communauté, et les syndicats de certains pays ont déjà accepté de le prendre comme base dans les négociations salariales car il est évidemment immoral de tenir compte dans cet indice du toxique le plus dangereux de notre civilisation. De

REPÈRES

Superphénix La vidange a commencé

La vidange du sodium contenu dans le barillet du surrégénérateur Superphénix à Crevin-Maillville (Isère), a commencé, le mardi 1^{er} septembre, à 20 h 40. La direction de la centrale espère ainsi localiser la fuite détectée en mars dernier sur ce cylindre qui sert de sas de transit aux combustibles (le Monde du 12 août). Cinq spécialistes doivent se relayer pour surveiller, jour et nuit, l'écoulement des 626 tonnes de sodium dont le niveau baisse de 10 centimètres par heure et tenter ainsi de localiser la hauteur de la fissure. Pour connaître son emplacement exact, ils tenteront de détecter, à l'aide d'un microphone, le bruit de la fuite des bulles de sodium.

Animaux Manifestation devant le cimetière d'Asnières

Plusieurs dizaines de détenteurs de concessions au cimetière de chiens d'Asnières (Hauts-de-Seine) ont manifesté, le mardi 1^{er} septembre, devant les grilles fermées de l'établissement, le réclameur de la réouverture - et la réfection - de son ancien cimetière pour animaux créé en France, où l'on dénombre aujourd'hui quelque deux mille six cents tombes. La veille, le concos-

ommaire avait cadenassé les grilles rouillées en prenant la presse à témoin de l'abandon de l'établissement, qu'il gérait en location. Car le propriétaire du lieu, M. Duboulet du Portal, ne voulait pas engager de dépenses pour l'entretien d'une société constamment en déficit.

Aujourd'hui site classé (le Monde du 1^{er} juillet), le terrain devrait être exproprié après une enquête publique qui sera lancée le 23 septembre. Ni la ville d'Asnières ni le département des Hauts-de-Seine, ni l'Etat, n'entendent voir disparaître le cimetière. Il sera seulement repris en main.

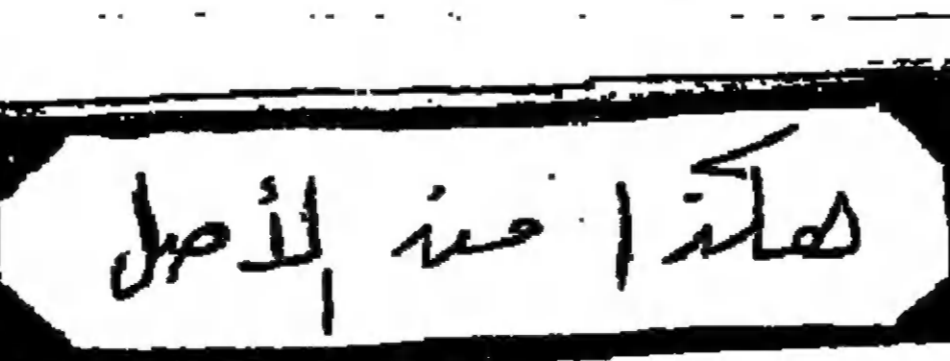
Défense Exercice allié en Atlantique

Vingt-cinq bâtiments de guerre français, appartenant pour leur quasi-totalité à la première (Cherbourg) et la deuxième (Brest) région maritime, participent depuis le 1^{er} septembre et jusqu'au 17 septembre à l'exercice « Ocean Safari » de l'OTAN, qui mobilise une centaine de navires en Atlantique. Pour la première fois, les Espagnols se sont joints aux neuf marines alliées engagées dans une manœuvre qui consiste à ouvrir le voie à une colonne de navires marchands venant de Etats-Unis pour ravitailler l'Europe. Outre ses bastions de Brest et de Cherbourg, la France aligne le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire Cassiniano, qui relève de l'escadre de Toulon. L'ensemble des bâtiments

français a été mis sous les ordres du préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique, le vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, pour respecter la situation particulière de la France au sein de l'OTAN, où les forces françaises ne sont pas sous le commandement intégré allié. C'est, du reste, la même position que la marine espagnole a adoptée pour cet exercice naval.

Torture Un colloque mondial sur les victimes

Plusieurs centaines de médecins et psychologues, représentant dix-huit pays (Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Bolivie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Philippines, RFA, Salvador, Suède et Uruguay) et trente-cinq organisations sont réunis à Paris, du 1^{er} au 5 septembre, à l'initiative du (COMED) Comité médical pour les exilés pour le premier colloque mondial sur les victimes de la torture et de l'isolement. En effet, les personnes qui ont été persécutées continuent à souffrir, longtemps de troubles divers (caïchemers, migraines, maux d'estomac, dépression...) et deviennent parfois incapables de vivre en société. Mardi 1^{er} septembre, à l'ouverture de ce colloque, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a souligné la nécessité de réserver un accueil particulier à ces victimes et d'être à l'écoute de leur souffrance.



ARTS ET SPECTACLES

« Un enfant de Calabre », de Luigi Comencini

La gloire de Mimi



Santo Polimeno dans le rôle de Mimi

Tout est là - la critique sociale, la pèse. Cet « enfant de Calabre » a Paris au début de l'an prochain. Mimi n'en a pas fini de courir dans nos mémoires.

MICHEL BRAUDEAU.

EN 1960, dans un petit village oublié de Calabre, à travers-champs, par les routes et les sentiers de montagne, un garçon de douze à treize ans (Santo Polimeno) court obstinément.

Il n'est pas spécialement beau ni malin, et pas bavard avec ça. La peau mate, l'œil et le cheveu noirs, il n'a rien d'extraordinaire, sinon deux longues jambes et, au bout, une idée fixe.

La nuit, le jour, après l'école, pieds nus pour ne pas abîmer son unique paire de chaussures, Mimi court comme un jouet détraqué. Pendant ce temps-là, il ne pense pas, il est heureux, il rêve. A en devenir malade.

Le « boîteux communiste blasphémateur »

A rendre fou son père (Diego Abatantuono), qui justement est gardien dans un asile d'aliénés, parce qu'il n'a pas fait d'études, que la terre ne rapporte plus et qu'il ne comprend pas pourquoi son rejeton n'est pas plus appliqué en classe, alors que l'oncle, un ton-ton mafioso a promis de l'aider.

Il faut dire que le père a une façon bien dure de se faire plus ou

moins respecter, à coups de ceinture ou de bâton, qui ne peut grand-chose contre la passion de Mimi. D'autant que le vélocé moutard a pour allié une mère en larmes mais bienveillante et Felice (Gian Maria Volonte), le conducteur de bus que le village désigne comme le « boîteux communiste blasphémateur » et qui devient l'entraîneur du dératé.

Volonte, au volant de son gros bus bleu, encourageant de la voix le minuscule Mimi cavalant sur le chemin de l'école, on s'en souviendra avec tendresse et long temps, comme du récit épique qu'il lui fait de la bataille de Marathon et de l'exploit de Philippiès, le messager des quarante-trois kilomètres légendaires.

A quoi tient le bonheur de Comencini, qui a produit à Venise une émotion cousine de celle du film jusqu'ici le plus applaudi, celui de Louis Malle ?

Déjà des machines un peu complexes et longues de la Storia et de Cuore, sans les contraintes de la télévision, il retrouve, le temps d'un film à budget modéré, la grâce d'un amoureux de l'enfance et des années d'apprentissage (comme dans les Aventures de Pinocchio ou Casanova).

Hommage à Joseph Mankiewicz

Le fin renard d'Hollywood

ont élevé la critique au rang d'art. C'est l'exception. Avec quelques autres.

Jean-Luc Godard The Quiet American, tiré du roman de Graham Greene, que j'ai toujours admiré, venait de sortir. C'était un flop. A ma grande surprise, un metteur en scène français, que je n'ai toujours pas rencontré et dont je n'ai donc jamais eu l'occasion de serrer la main, reçoit carte blanche à la Cinéma-thèque française et qualifie The Quiet American de meilleur film de l'année. Il s'appelle Jean-Luc Godard et il avait compris. J'étais persuadé d'avoir échoué dans mon entreprise ; or j'ai lu dans sa critique tout ce que j'ai voulu mettre dans le film. A cause de lui, j'ai compris que chez vous, peut-être, on savait voir les films différemment.

François Truffaut. Je ne l'ai non plus jamais rencontré et je le regrette. Il disait avoir été frappé par la structure de A Letter to Three Wives et celle de la Comtesse aux pieds nus, et écrivait en conclusion : « Hollywood ne demandait à Mankiewicz que de venir les meubles, alors qu'il brûlait de briser les murs. » Je me suis toujours demandé comment cet homme à qui je n'avais jamais parlé avait pu si bien comprendre. Truffaut avait raison : je voulais abattre les murs...

La France. Je suis souvent revenu en France depuis le temps où je faisais la plonge au Dôme à Montparnasse, en 1929... J'ai toujours eu une histoire d'amour vis-à-vis du cinéma français. Je ne sais pas s'il y aurait eu un Busby Berkeley sans Sous les toits de Paris. J'admire profondément les films de Guitry, René Clair, Pagnol. Il y avait de l'humanité à l'image.

Débats. Mon frère Herman Mankiewicz (coauteur de Citizen Kane) m'avait déniché un job de « scénariste débutant ». A l'époque, ça consistait surtout à inventer des titres. Les studios vendaient les films sur titres aux cinémas dont ils étaient propriétaires ; après quoi, il fallait inventer une histoire qui convienne au titre et s'accorde avec des stars sous contrat : quatre Clara Bow, trois Gary Cooper, deux Olga Baclanova...

Je m'en suis sorti grâce... aux Jeux olympiques de 1932. Ben

Schulberg dirigeait le studio, je savais qu'il voulait faire un film sur les Jeux. Je lui ai demandé audience et lui ai dit : « Je le vois déjà, votre film. Buddy Rodgers devra gagner la course, à cause de Mary Bryant qui sera dans les tribunes. Ou alors il devra laisser Richard Arlen gagner la course car il sait que Mary Bryant, au fond d'elle-même, est amoureuse de Richard Arlen mais elle ne le sait pas encore, et Buddy Rodgers optera pour un noble sacrifice. Quel ennui ! Si on faisait plutôt une comédie ? »

Quand j'étais lycéen - à l'âge de quinze ans - j'avais interviewé W.C. Fields pour le journal de l'école. Rencontre déterminante. Il m'avait dit d'aller le voir si jamais je venais à Hollywood... Et c'est ainsi que j'ai écrit Million Dollar Legs, autour des Jeux olympiques et pour W.C. Fields.

« Money ». Quand j'étais président de la Guilde des réalisateurs, la seule préoccupation était le problème du communisme. La télévision n'était pas encore une force : nous nous sommes tous fait voler nos droits dérivés. Ils étaient malins, en face. Je peux vous montrer le contrat de Million Dollar Legs, en 1931 : le studio mentionnait déjà (en se les appropriant) les droits pour la télévision, qui n'existait pas encore.

Jules César. Je tenais à le réaliser en noir et blanc. En couleur, le sang aurait été trop rouge ; il aurait détourné l'attention du rapport entre Brutus et César. Aujourd'hui, c'est le sang qui aurait la vedette...

Les Anglais étaient horrifiés à l'idée que Marion Brando ait le rôle de Marc-Antoine. Pourtant, un an plus tard, Brando remportait l'oscar britannique du meilleur acteur. Je n'ai jamais de ma vie eu d'aussi bonnes critiques de la part des Anglais ! Même les tabloïds ont titré : « Nous ditons venus pour rattrier ; nous sommes restés pour acclamer... »

Venise. L'hommage à Venise m'amuse follement. Jules César est le seul film que j'ai jamais eu envie d'envoyer dans un festival. Curieusement, le Festival de Venise l'a rejeté ; pas assez bon pour eux. C'est la seule giflette

j'ai jamais reçue de ma vie, et j'ai voulu savoir pourquoi. Il m'a été répondu que seul un réalisateur hollywoodien oserait faire un film sur la vie de Jules César dans lequel Brutus lirait un livre et où l'on parlerait d'un carillon qui sonne l'heure. J'ai répondu au directeur du Festival que c'était là un des anachronismes les plus célèbres de Shakespeare ; je lui ai même donné l'orthographe exacte du nom de l'auteur.

Cléopâtre. Vous parlez sans doute d'un film fait par quelqu'un d'autre ! Le mien, celui que je voulais faire, était en deux parties - César et Cléopâtre - chacune devant durer deux heures quinze, à sortir en même temps dans des salles différentes.

Après avoir une fois de plus souillé la Normandie en y tournant son Jour le plus long, Darryl Zanuck arrache à Spiros Skouras le pouvoir à la Fox. Et tombe le diable : Zanuck ne veut pas de deux films, il n'en veut qu'un, de trois heures et demie, sans entracte. Ce qui fichait en l'air toute ma structure. Et tout mon propos. Antoine suivait César, et ne cessait de s'interroger : suis-je aussi grand que César ? Sur un champ de bataille, je peux le prouver ; mais au lit avec Cléopâtre, ferais-je aussi bien que lui ? Compte tenu de la femme qu'elle était, Cléopâtre savait qu'elle tenait Antoine dans le creux de sa main. Et elle en a fait son esclave. C'est un fait historique et une vérité dramatique. Tout cela est demeuré accroché à un clos dans une salle de montage. En détruisant ce rêve de son maillet de polo - c'est avec ça qu'il refaisait le montage des films dans le dos des réalisateurs - Zanuck a également détruit la meilleure performance de toute la carrière de Richard Burton.

Stars 1987. - Il y a un nombre de jeunes comédiens et comédiennes doués à l'heure actuelle. J'ai simplement peur qu'ils accèdent un peu trop vite au statut - illusoire - de « légendes ». Leurs carrières démarrent trop vite, ils vont trop vite trop haut, sans avoir vraiment le temps de s'enrichir intérieurement. Dommage. Certains d'entre eux méritent mieux.

Propos recueillis par HENRI BÉHAR.



Gian Maria Volonte

tabagisme

plus, une partie de production pourrait servir à la fabrication de la nicotine et les maladies...

Protéger les non-fumeurs

L'habitude de fumer est devenue essentiellement pas santé, mais un plaisir. Les non-fumeurs sont de plus en plus nombreux...

Une dernière chose qui devrait servir à la protection des femmes passives est la loi...

Le tabac, qu'il soit fumé ou mâché, est un produit nocif pour la santé...

JEAN BERNARD... MAURICE TUBIANA...

Torture Un colloque mondial sur les victimes

Plusieurs centaines de personnes ont participé à un colloque mondial sur les victimes...

CINÉMA

« Sous le soleil de Satan », un film de Maurice Pialat

Leçon de ténèbres

Le soleil de Satan, les insomniques et les rêveurs vigilants peuvent en témoigner, ne brille, comme la sagesse de Hegel, qu'à la tombée du jour.

Sous un autre ciel, un ciel intérieur, passé une frontière invisible, infranchissable sinon par miracle, entre les êtres, leur apparence obscure et leur intime clarté.

Pour s'être risqué courageusement dans cette zone crépusculaire, Maurice Pialat a couru tous les dangers, reçu les lauriers (la Palme d'or à Cannes) et les lazzi d'un certain public. Il y a répondu avec la virtuosité que l'on sait, et qui n'est pas le moindre charme de son tempérament.

Pourquoi cet accueil ? A-t-on sifflé l'homme de caractère alors qu'on s'accordait sur trois interprètes (dont lui), tous parfaits ? Ou bien le texte de Bernanos,

bout en bout en plein fantastique), mais ce n'est pas un film « religieux », ni précheur, pas plus que la *Thérèse d'Alain Cavalier*.

Une sagesse amère

L'abbé Donissan (Gérard Depardieu) est un pauvre curé qui doute de ses dons, de sa valeur. Une force de la nature troublée, un athlète fané. Son doyen, Menou-Segrais (Maurice Pialat), décèle en lui un candidat possible à la sainteté, devine une dimension supérieure dans ce héros malhabile et délicat, ce monument gauche qui pourrait beaucoup pour son prochain, si seulement la grâce divine orientait sa puissance terrienne.

Mouchette, de son côté (Sandrine Bonnaire), est une gamine, qui joue de la lâcheté des hommes qu'elle séduit, en tuer

ment la pensée des humains, de Mouchette notamment, dès qu'il la rencontre.

Il n'est donné à personne de lire si profond dans le cœur des autres, sinon à Dieu, au Diable. Aux saints, peut-être.

Donissan est-il un saint, un illuminé, un fou ? A quel bon ou don fatal ? Pialat ne tranche en faveur d'aucune thèse, ni celle du miracle, du surnaturel, ni celle de la folie. Parce que, dans la fièvre de son abbé possédé, il entre une part de sagesse amère, irrefutable, sur l'immense tromperie de la vie.

Bien sûr, Pialat a trahi Bernanos — il le dit, — mais avec tant de justesse qu'on ne saurait lui reprocher de laisser le message ambigu, ouvert : c'est l'intelligence du film de ne pas se prononcer.

Par la puissance de son style, sa façon de tailler son récit en



Jean-Christophe Bouvet et Gérard Depardieu.

sans l'avoir lu ? On a plutôt eu peur, dirait-on, du « spirituel », de la beauté après du monde et de la langue de Bernanos, du ton épuré, inspiré, de Pialat.

Sous le soleil de Satan, ce n'est pas la Guerre des églises, évidemment (pourtant, on est de

un, se croit pour cela exceptionnelle. Une nuit, alors qu'il s'est écarté de la grand-route, Donissan croise dans la campagne un vagabond à chapeau mou qui n'est autre que le Malin ; par un baiser du démon, l'abbé devient visionnaire, déchiffre magique-

grands pans abrupts, de porter ses secours au sublime de leur jeu, d'emporter l'émotion et de laisser en même temps, comme une arête dans la gorge, le subtil reliquat du doute, Pialat a produit un chef-d'œuvre.

M. B.

Un entretien avec le réalisateur

Le plus maudit, le plus médaillé

Avec « Sous le soleil de Satan », c'est la troisième fois que Gérard Depardieu travaille sous la direction de Maurice Pialat.

Ce n'est pas pour rien.

Ni par masochisme.

Si le film a reçu un accueil difficile à Cannes c'est qu'il sort enfin des sentiers battus ;

si la Palme d'or lui a été attribuée à l'unanimité, c'est qu'il est exceptionnel.



Maurice Pialat.

J'y étais, moi, monsieur, madame... Je faisais partie du jury du XL^e Festival de Cannes. Soumise à l'obligation de réserve et ne songeant pas à m'y dérober, je ne vous révélerai donc aucun secret des délibérations, même s'il y a une relative prescription. Comme nous étions neuf, je peux cependant vous avouer que nous avons souvent joué huit hommes (et une femme) en colère... Pourtant, et c'est assez important dans le cas qui nous occupe, non seulement *Sous le soleil de Satan* s'est vu décerner la Palme d'or, mais encore le film de Maurice Pialat a remporté la récompense suprême à l'unanimité.

Comme j'y étais, je peux aussi vous rassurer. En vous affirmant que le légendaire « bras d'honneur » de Pialat après la proclamation des résultats n'est qu'une légende. Pialat est monté sur le podium avec un bon sourire malgré les premiers sifflets. Il était heureux. Et comme des huées continuaient de se mêler aux bravos, il a prononcé une belle phrase très calme, peu aimable sans doute, comme l'accueil que la France, sur le moment, faisait à ce succès français. Puis il a levé le poing bien haut en signe de défi et de victoire.

Sur cet instant controversé, sur son statut ambigu de faux « maudit », sur l'espérance pudique qui le tenaille de voir le public, le grand public, rencontrer son film, Maurice Pialat s'exprime.

« Dans quel état d'esprit êtes-vous arrivé à Cannes ?

— Ça n'est pas original, ni très élevé, comme pensée. Pour gagner. Pourtant, je ne fais pas du cinéma pour remporter des prix, parce que je compare ça aux

médailles des Salons de peinture du XIX^e siècle. Ça fait un peu passer la vieillesse, les médailles, on décore énormément les vieilles gens. Or moi qui passe pour un cinéaste maudit en France, je dois être le plus médaillé de tous. Le prix Lumière, le prix Delluc, le prix Vigo, le César, le Lion d'or du court métrage à Venise, des prix d'interprétation pour mes comédiens. Jean Yanne, Gérard Depardieu... Mais la Palme, cette année, je n'y croyais pas trop. Nous avions déjà quitté Cannes. Nous étions dans un restaurant de Marseille, lorsqu'on nous a localisés, nous laissant entendre avec des précautions ridicules que, peut-être, il vaudrait mieux que nous revenions, oui, même Gérard, bien que, s'il y avait quelque chose, cela ne serait sans doute pas pour Gérard...

— Une Palme d'or pour la France, vingt ans après celle de Lelouch, cela aurait dû être l'euphorie.

— Oui, mais voilà, dès que Pialat arrive quelque part, c'est la panique. Et on dit que c'est lui qui la met... J'ai lu à plusieurs reprises et entendu qu'une cérémonie qui aurait dû se dérouler dans la sérénité avait été « gâchée », avait été « salie », par un type ignoble venu proférer des injures, insulter les gens. C'est un comble ! Ça m'a atteint, vraiment. Je m'en remets à peine, je me sens encore en convalescence. J'ai été touché à ce point, parce que je me suis dit : « Ça ne finira donc jamais... » C'est décourageant, et comme s'y ajoutent tant de choses décourageantes lorsqu'on s'obstine à faire des films.

— Comment expliquez-vous cette aura politique qui vous entoure ? Ne favez-vous pas souvent vous-même suscité ?

— Ça vient de loin. Les jennes gens de la nouvelle vague avaient déjà du succès lorsque, moi, je m'échinai encore sur mes courts métrages. Pour être franc, je déteste la nouvelle vague, et elle me l'a bien rendu. Exception faite de François Truffaut, qui a été coproducteur de *L'enfance nue*, mon premier long métrage, pour une somme dérisoire, mais il faut tout de même le signaler. Les autres, je les gêne. A partir de *La gueule ouverte*, je fais des films anormaux, des embryons de film ; moi-même je me décourage, je me mets à l'écart, je m'exclus.

— Dès lors, le malentendu s'installe ?

— Beaucoup plus avec le métier qu'avec le public. *L'enfance nue* n'avait pas très bien marché, mais j'avais eu une presse formidable, et c'était un premier film... Après, je devais réaliser *Nous ne vieillirons pas ensemble*, j'ai brûlé le scénario pour une histoire de bonnes femmes. Arlette (1) était jalouse que j'écrive une histoire sur la femme que j'avais connue avant elle. Bon, ça, encore, ça peut se comprendre. A ce moment-là, on me propose de donner pour la télévision *La maison des bois*, j'ai accepté. Une chance. Seulement parce qu'à l'époque, en 1969, je n'avais pas 200 balles par mois pour vivre. Mais je fais toujours les choses à moitié. Si j'avais réécrit le scénario à 100 %, ce serait le chef-d'œuvre qu'on dit. Je ne l'ai réécrit qu'à 80 %.

— Mais lorsque j'ai remis *Nous ne vieillirons pas ensemble* en chantier en 1972, et que j'ai voulu prendre des vedettes pour enfin faire des entrées, on s'est récrié :

« Pas vous ! C'est indigne ! Jouez-le vous-même et tournez-le en 16 mm. » Je n'ai pas écouté les vertueux. Le succès qu'on sait est venu. Et les gens qui auraient mes films quand ils ne marchaient pas ont commencé à me cracher à la gueule...

— Alors, je leur ai fait plaisir, à ces gens-là, parce que, ensuite, j'ai tourné *La Gueule ouverte*, où je me faisais hara-kiri. Après ça, je n'ai plus fait de films personnels. Et pendant dix ans, j'ai eu un comportement suicidaire et, pour tout dire, allongé-y, masochiste ! On en est là. J'ai soixante ans passés. Récemment, après m'être ressaisi lentement — je suis très lent, — j'ai su qu'il était temps que je joue. Parce que j'avais les cartes en main.

— Bernanos, tout de même, c'est une donne difficile.

— Je me souviens des objections que j'avais moi-même émises lorsqu'il avait été question de tourner *Sous le soleil de Satan*, au moment de *Police* déjà : « Ce sont les jeunes qui vont au cinéma, comment cette histoire de curé les intéresserait-elle, ils n'ont pratiquement jamais vu une soutane de leur vie... »

— Vous êtes pour vos propres films le critique le plus féroce, vos facultés d'autodéniement sont sans limite. Aimez-vous, au moins, aimez-vous enfin *Sous le soleil de Satan* ?

— Je l'ai revu une fois depuis Cannes, pour des raisons techniques. Je n'ai pas été trop déçu. Il y avait un plan de deux minutes, mauvais. Je l'ai supprimé. Sinon, je crois que le film tient la route. Même la famille Bernanos, qui était très réticente, a changé d'avis et semble l'approuver...

— Que vous reprochaient les Bernanos ?

— Ils réfutaient la dernière version du scénario que je leur avais soumise, sous prétexte qu'en était absente la « dimension du surnaturel ». Ils nous conseillaient vivement de ne pas entreprendre le tournage. Il faut dire que lorsque nous avons reçu leur lettre, nous étions déjà en plein tournage...

— Il faut dire aussi que mes trahisons ne sont pas légères...

— Qu'appellez-vous vos trahisons ?

— J'ai pensé, et beaucoup de spectateurs penseront la même chose en voyant le film, que Gérard (l'abbé Donissan) est en grande partie responsable du suicide de Mouchette. Bernanos avait pris grand soin de se défendre de cette interprétation. Pour lui, le coupable, c'était Satan... D'autre part, j'ai été au geste de Mouchette, demandant la gorge tranchée (comme c'est commode !), à Donissan de la porter sur les marches de l'autel, sa valeur d'obéissance au dogme. Enfin, je n'ai pas tourné le miracle comme il est écrit. Il y avait une sorte de bric-à-brac qui ne me plaisait pas. La bougie s'éteignait. Donissan perdait son mouchoir... Pour moi, le gosse ouvre les yeux un instant et l'abbé pense qu'il est ressuscité. Mais il ne l'est pas. Voilà.

— Vous n'allez pas me poser la question que tout le monde me pose. Alors je vais vous y répondre quand même. Est-ce que, personnellement, je crois au miracle ? Oui, j'y crois. Dans le film.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

(1) Arlette Langman qui fut sa compagne.

CHRISTIE'S
MONACO
Décembre 1987
Ventes Importantes de Meubles, Objets d'Art, Porcelaine, Tableaux Anciens, Arts Décoratifs du XX^e siècle.

'Chun', un vase en verre gris de René Lalique. Hauteur: 26 cm. Il sera vendu à Monaco le 7 décembre.

Nos spécialistes seront à Paris du 14 au 18 septembre 1987, pour conseils et estimations en vue de ces ventes.

Pour tous renseignements et rendez-vous, veuillez contacter:

Christie's France S.A.R.L.
17 rue de Lille, 75007 Paris
Tél: 01/4261 1247

Christie's Monaco S.A.M.
Park Palace, 98000 Monte-Carlo
Tél: 93/25 19 33

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744
VENTES A GENEVE
Joellerie, Argenterie
Européenne, Boîtes en Or,
Objets d'Art Russe et Fabergé.

Sucière Française en argent, poinçon de Jean-Louis Bertrand, Metz, vers 1730 - 475 grammes. Haut. 28,9 cm. Vendue à Genève, le 12 mai 1987, 18 700 Francs Suisses (soit 74 800 FF).

Nos spécialistes seront :
à Paris les mercredi 9 et jeudi 10 septembre,
à Monaco le vendredi 11 septembre 1987.
Les personnes désireuses de soumettre des objets en vue de ces ventes importantes qui auront lieu à Genève les 10 et 12 novembre 1987 sont priées de contacter :

Sotheby's Paris: 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris
Tél.: (1) 42.66.40.60.

Sotheby's Monaco: Sporting d'Hiver, Place du Casino Monte-Carlo (Monaco). Tél.: (93) 30.88.80.



سنة من النصر

DANSE

lalal



Maurice Pinel.

Je suis de passage... Ce film est... Je suis de passage... Ce film est... Je suis de passage... Ce film est...



Le Lac des cygnes de Nourev.



Canard pékinois, de Joseph Nadj.



Régine Chopinot.



Trisha Brown.

La rentrée chorégraphique Retours au répertoire

Ouverte par un spectacle branché, au Zénith, et l'installation de l'école de l'Opéra à Nanterre, la saison chorégraphique préfigure l'année 1988 placée sous le signe de la danse.

SOUTENUE par de nombreux parrainages, entièrement financée par le privé, la soirée organisée par le Théâtre contemporain de la danse au Zénith, le 30 septembre, est pour son président, André Larquie,

Canard pékinois, de Joseph Nadj au Théâtre de la Ville, le Saut de l'ange, de Dominique Bagouet, et Gris souris, de Véronique Ros de la Grange à Bobigny.

Voici une quinzaine d'années, le Festival d'automne nous révélait la post-modern dance américaine. Il reste fidèle à ses options avec un jeune chorégraphe new-yorkais inconnu en France, Stéphane Pétronio, et Trisha Brown, désormais familière au public français. Elle sera à partir du 17 novembre au Théâtre de la Ville, avec un ballet créé cet été

Duroure, Joseph Nadj, il affiche pour le 10 septembre Laura de Nerey et Bruno Diaen, spécialisés dans la danse d'escalade (le Creux poplite) et Michèle-Anne de Mey, complice d'Anne Teresa de Keersmaeker, fascinée par les danses de salon et les jeux d'enfants. (Face à Face) le 15 septembre, l'Espace Kiron ouvre son cycle « Danses singulières » avec une carte blanche de la compagnie Astrakan (Daniel Larrieu).

Jean Robin, directeur du Festival international de danse de Paris, aux prises avec des difficultés financières, a dû renoncer à

Danemark, le Ballet-Théâtre français de Nancy) et au Palais des congrès, le Kirov de Leningrad transformant l'actualité chorégraphique de la rentrée en une spectaculaire confrontation entre les grands styles classiques.

Confrontation entre deux Lac des cygnes : celui du palais Garnier, revu par Nourev, et la version Sergueev du Kirov, entre le style académique russe de Petipa et celui de Bouronville (préservé par le ballet danois), tous deux héritiers de la danse classique française. Ce sera aussi la confrontation entre de grands chorégraphes néo-classiques :

Joseph Nadj l'outsider

APRÈS Philippe Decouffé, Daniel Larrieu, Monnier Duroure, Angéline Préjocaj, c'est Joseph Nadj qui crée la surprise et apporte à la danse un poids d'images, de souvenirs, de magie venue du fond de l'Europe.

Né en Yougoslavie, aux confins de la Hongrie, Joseph Nadj reste attaché à son village. Arrivé à Paris voici cinq ans, il est allié d'instinct vers la peinture et la danse. Plus ce furent les rencontres, Marc Tompkins, François Verret.

Comme François Verret, Nadj sait faire le vide en lui ; il sait se laisser envahir, posséder, par des mouvements inquiétants et beaux. Comme Jean-Claude Gellotta, mais dans un autre registre, il pratique la danse-mémoire. Son premier ouvrage, Canard pékinois, succession de tableaux percussifs, recèle assez d'énigmes, d'énergies filtrées pour qu'on n'en finisse pas de s'interroger.

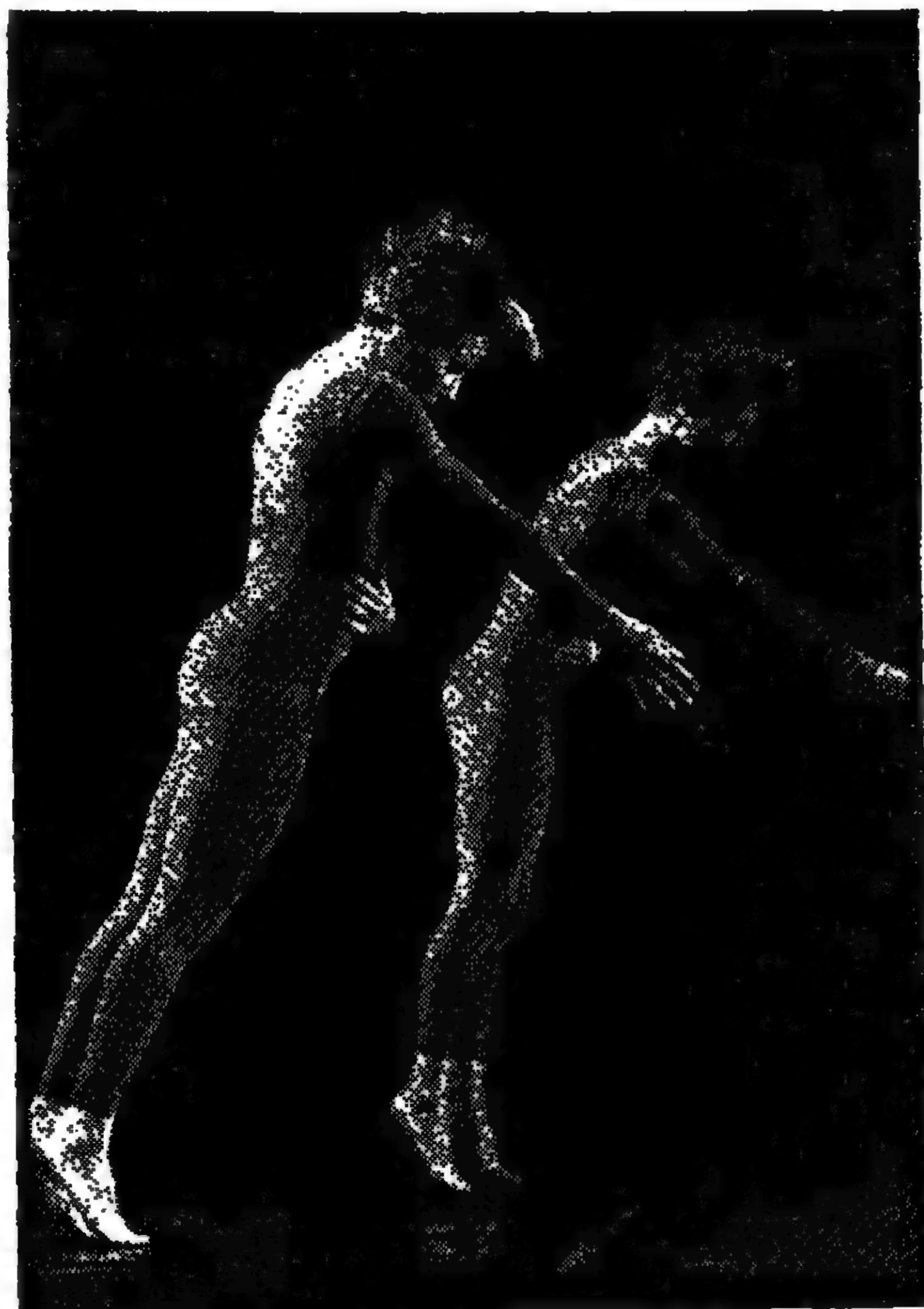
M. M.

La rentrée des classes

SEPTEMBRE sera aussi une rentrée exceptionnelle pour les élèves de l'école de danse de l'Opéra, avec des locaux flamboyants à Nanterre. A Lyon, un département de danse vient d'être créé au sein du Conservatoire national de musique. Animé par Didier Deschamps, il comprend deux sections : classique et moderne, et fait une large part aux disciplines complémentaires. L'enseignement en troisième année est conçu comme une préparation à la scène, les élèves formant une troupe de danse itinérante avec un programme de plusieurs pièces montées pour eux par des chorégraphes invités. Il est à noter que l'enseignement, gratuit, est ouvert aussi aux étrangers.

De nouveaux locaux en cours d'aménagement sur les quais de Saône devraient être ouverts en mars 1988.

Au Centre national de danse contemporaine (CNDC) d'Angers, Michel Reithac, directeur depuis 1984, inaugure un programme d'enseignement modifié avec un cursus d'études de trois ans où les danseurs, constitués en compagnie dès la deuxième année, sont amenés à interpréter, à Angers et dans la région, des chorégraphies composées pour eux.



Trisha Brown.



Mort de rire, par la Compagnie Monnier-Duroure.

DIEUX et DÉESSES AU MUSÉE BOURDELLE 16, rue Antoine-Bourdelle Métro Montparnasse Tous les jours sauf lundi, de 10 à 17 h 40 5 juin-27 septembre

GRAND-PALAIS Avenue Winston-Churchill FIGURATION CRITIQUE 87 De 11 heures à 19 heures Jusqu'au 21 septembre

l'occasion de donner un coup de projecteur sur la création chorégraphique, sa diversité, son humour. Dominique Bagouet, Daniel Larrieu, Angéline Préjocaj et même le Trokadero-Ballet interviendront au cours de cette fête de la danse où Régine Chopinot reprend un succès, Appel d'air.

Mis en place en avril 1984 par Jack Lang, le TCD a pour vocation de promouvoir les jeunes compagnies, de les projeter dans les circuits de production. Théâtre éclaté, sans lieu fixe, il éparpille son action, loue des salles, pratique la coproduction et parvient à présenter une quinzaine de programmes par an. Pour la rentrée, il annonce Zoopsis comédie (Lolita Beaugeste) au Bataclan,

au CNDC d'Angers et le prélude de sa Carmen, où elle projette sa vision personnelle de la femme.

Les rebelles

En décembre, le Festival d'automne et le Théâtre de la Ville présentent également Mort de rire, où les inséparables Monnier-Duroure tentent d'échapper au piège de la danse à deux pour suggérer une apocalypse grinçante et macabre vécue par six danseurs dans un huis clos nourri de fantasmes.

On est loin cependant des premiers étonnements du Festival d'automne. Le risque est pris aujourd'hui par d'autres, comme le théâtre de la Bastille. Après avoir accueilli à leurs débuts, François Verret, Bernardo Montet, Marc Tompkins, Monnier-

son Forum, qui devait présenter au Cirque d'hiver douze jeunes groupes. Si l'on considère que le concours de Bagnolet bat de l'aile et que celui de la Ville de Paris a été supprimé, on peut se demander si l'année 1988 - celle de la danse - ne va pas se solder par un désengagement des pouvoirs publics à l'égard des jeunes compagnies contemporaines et par une tendance à privilégier le répertoire.

Les officiels

Le hasard veut en effet que la programmation de l'Opéra de Paris et celle du vingt-cinquième Festival international de la danse (qui a invité au Théâtre des Champs-Élysées le London Festival Ballet, le Royal Ballet du

Serge Lifar dansé par le Ballet de Nancy, Harald Lander et John Cranko à l'affiche du London Festival Ballet, et John Neumeier défendu par le ballet de l'Opéra de Paris, avec un Magnificat créé au Festival d'Avignon.

Pas de ballet classique sans superstar. Le Festival international de danse de Paris en annonce quelques-unes : Makarova dans Eugène Onéguine, de Cranko, avec Peter Schaufuss, Marcia Haydée dans Phédre de Lifar, Patrick Dupond dans Icare (une de ses meilleures interprétations), Vassiliev et Maximova dans la Giselle du Kirov.

Et puis il y a les jeunes, les inconnus. Va-t-on découvrir chez les Danois ou au Kirov de nouveaux talents, des étoiles en puissance ? Suspense...

MARCELLE MICHEL.

ALJOURD'HUI LE COCKTAIL EXPLOSIF DE LA RENTRÉE FAYE DUNAWAY Mickey Rourke MICKEY ROURKE UN FILM DE BARBET SCHROEDER CHARLES BUKOWSKI

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-97-12-33).

AU XVII^E SIÈCLE, gravures et dessins de l'épiscopat Edmond de Richelieu. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quasi des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEURI LARTIGUE, photographies au relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

MERLADO, Centre bicentenaire. Jardin de musée. Jusqu'au 14 septembre. LE SACRE : A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE, 967-1967. Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et art. Musée de la Thomas, palais de Chaillot (42-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'en janvier 1988.

BOURG-EN-BRESSE. Georges Noël : New-York/Paris, 1976-1987. Musée de Bourg, salle capitulaire, 63, bd de Bourg. Jusqu'au 15 septembre.

GRANVILLE. Christian Dior, «L'heure du silence». Musée Richard-Anastoin. Jusqu'au 21 septembre.

LIÉGARD (93-84-00-04). Jusqu'au 13 septembre: Karol Appel. Galerie des Pochettes, 77, quai des Etats-Unis (93-62-31-24); galerie d'Art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 30 septembre.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

V.D. : MARIIGNAN CONCORDE PATHE • HAUTEVILLE PATHE - V.F. : IMPERIAL PATHE

Un des films les plus marquants de JOHN HUSTON

Au-dessous du Volcan Cannes 84 JOHN HUSTON pour l'ensemble de son œuvre

CAEN. Symbolique et botanique : le sens caché des tableaux de fleurs au dix-septième siècle. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-du-Château (31-85-28-63). Jusqu'au 26 octobre.

ISSOIRE. Mathis : œuvres récentes. Centre culturel N. Pomet. Jusqu'au 13 septembre.

JOIGNY. Le peintre et l'écrit. Atelier Cantois, 32, rue Montau-Palais (86-62-08-65). Jusqu'au 13 septembre.

LA ROCHELLE. Christian Jaccard : MBE et ses objets (1971-1986). Maison de la Culture, 4, rue Saint-Jean-de-Perot (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

A PARTIR DU VENDREDI 11 SEPTEMBRE THEATRE EDOUARD VII SACHA GUITRY Jacqueline CORMIER et Alfredo ARIAS POUR 50 REPRESENTATIONS LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD de Marivaux

CORBU VU PAR. Institut français d'architecture, 6, rue Teyssandier. Sauf dimanche, lundi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

EVREUX. Jacques Paoli. Musée de l'ancien évêché, 6, rue Charles-Corbouan (32-39-34-35). Jusqu'au 25 septembre.

MONTBÉLIARD. César : Les changements. Centre d'Art contemporain (81-91-37-11). Jusqu'au 8 novembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Servais. Jusqu'au 13 septembre.

EN REGION PARISIENNE BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Dedast, dehors, propositions VJ. Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Desnard (60-84-38-68). Jusqu'au 3 octobre.

EVREUX. Jacques Paoli. Musée de l'ancien évêché, 6, rue Charles-Corbouan (32-39-34-35). Jusqu'au 25 septembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Servais. Jusqu'au 13 septembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Servais. Jusqu'au 13 septembre.

EN PROVINCE AIX-EN-PROVENCE. Vieira de Silva et Arpad Szenes. Musée Grand, place St-Jean-de-Maille. Jusqu'au 15 septembre.

EVREUX. Jacques Paoli. Musée de l'ancien évêché, 6, rue Charles-Corbouan (32-39-34-35). Jusqu'au 25 septembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Servais. Jusqu'au 13 septembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Servais. Jusqu'au 13 septembre.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS AVANT SPECTACLE DINERS RIVE DROITE RIVE GAUCHE TERRASSES - PLEIN AIR

Le Monde PUBLICITE LITTERAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES

ALSACE A PARIS T.J.J. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6, Salons. CHOUKROUTES. Grillades. POISSONS. TERRASSE, PLEIN AIR, PATISSERIES.

BOULEVARD DE LA BASTILLE

Il y a des livres

هناك من الجدل

ARTS ET SPECTACLES

THÉÂTRE

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
Les autres salles
ANTOINE (42-06-77-11) (S., D., L.) 20 h 45, S. 21 h, D. 15 h 30 + à partir de 5. S. 18 h: La Troupe...

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.
La Cinématheque
CHAILLOU (47-04-24-24)
MARDI 1er SEPTEMBRE
Hommage à E. von Stroheim: 16 h, le Boulevard du Crépissant de E. Stroheim...

LES FILMS NOUVEAUX

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : George V. 9 (42-62-41-46) ; Ambassade. 9 (42-59-19-08) ; v.f. : Fauvette. 17 (43-31-56-86)...

MUSIQUE

Les concerts
MERCREDI 2
Eglise Notre-Dame de Trivault, 21 h : Orchestre de chambre de Heidelberg (Viéville, Bach, Purcell, Paganini, Tolman)...

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA RUCHELETTE (42-26-65-05), 21 h : S. Gournail, B. Vasseur, Quillet.
CHAPPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 (J.V.S.) : Tony Allen...

LES FILMS NOUVEAUX

LES BALAINES DU MOIS D'AOUT. Film britannique de L. Anderson, vo : Cécile Beaubourg, 9 (42-72-32-32) ; UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; UGC Champ-de-Mars, 9 (42-59-92-82) ; v.f. : UGC Montparnasse, 9 (42-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (42-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44)...

VENDEZ * TOUTE L'ANNÉE LIVRES - DISQUES **
SACELP (Société d'achat de la librairie)
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine, 75006 PARIS
angle : 26, BOULEVARD Saint-Michel
Métro : ODÉON - RER : LUXEMBOURG
Filiale 34, avenue de Saint-Cloud, VERSAILLES

Radio France
nouvelle fréquence
sur Paris
et la région parisienne
91.7

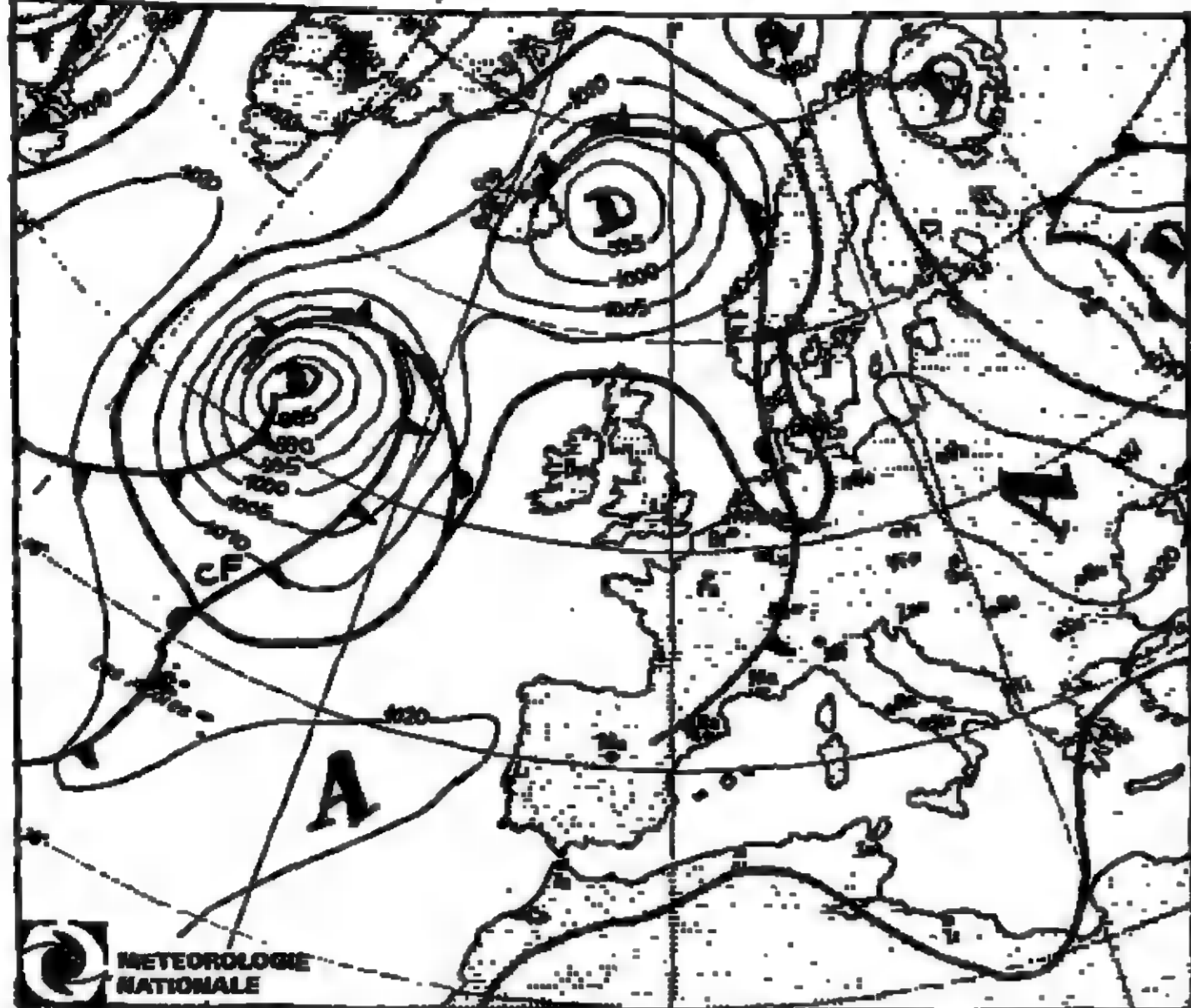
Radio France
nouvelle fréquence
sur Paris
et la région parisienne
93.5

Informations « services »

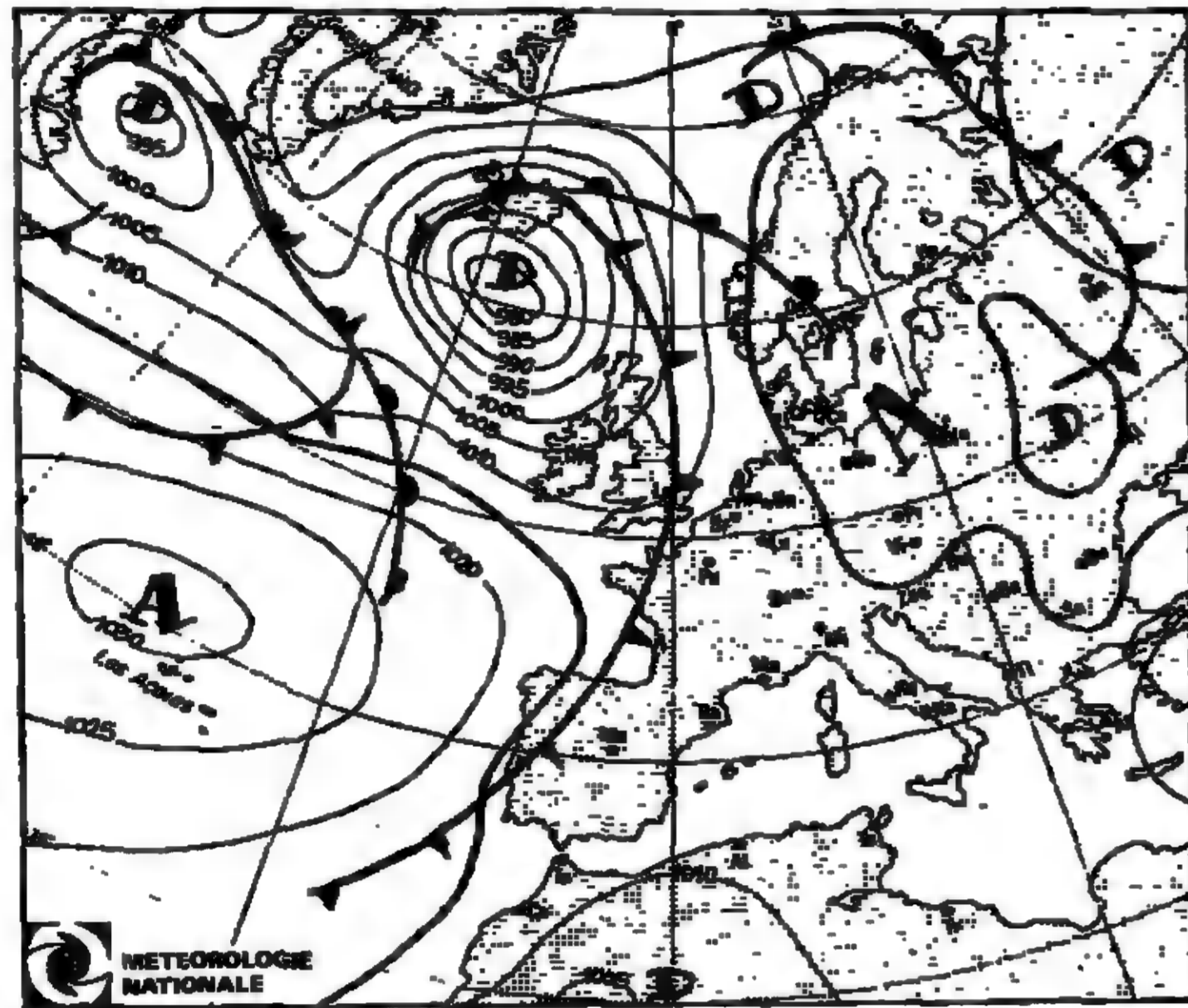
Le Carnet du Monde

MÉTÉOROLOGIE

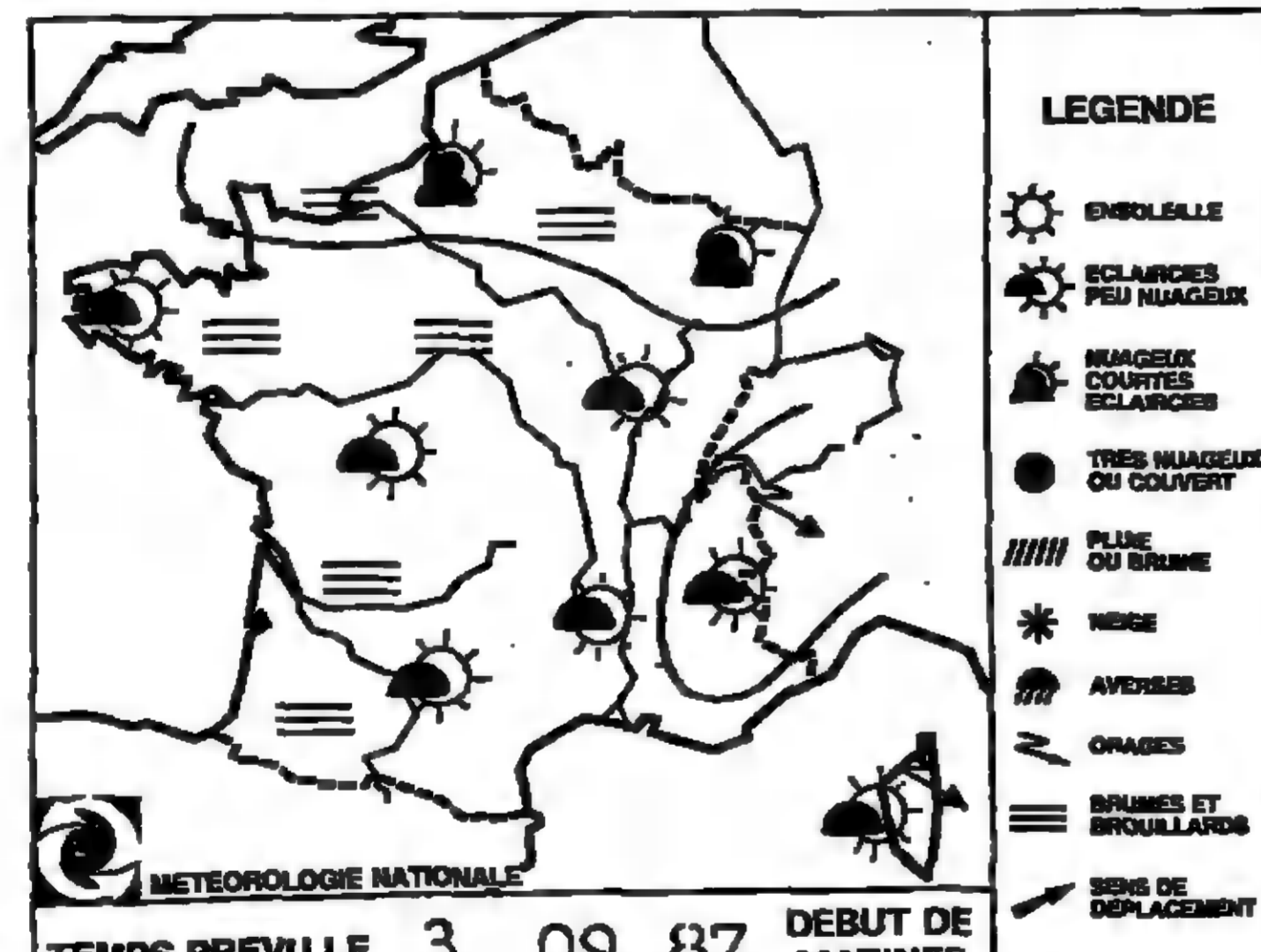
SITUATION LE 2 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 septembre à 0 h TU et le jeudi 3 septembre à 24 h TU. Après une situation de marais barométriques, un front orageux abordera l'ouest du pays.



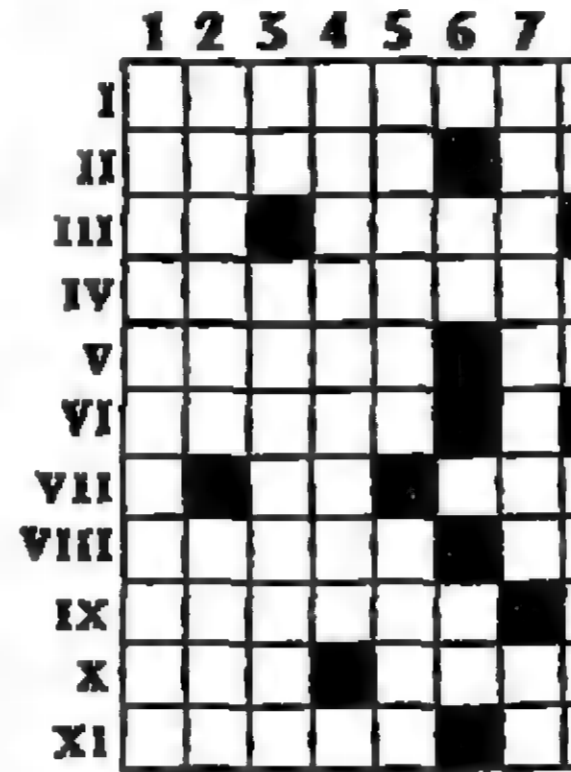
TEMPS PRÉVU LE 3 09 87 DEBUT DE MATINÉE

Table with columns for France, Etranger, and various cities, listing maximum and minimum temperatures and observed times.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4563



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui ne peut qu'aimer les belles pensées. II. Grâce à lui, il est possible de bénéficier d'une véritable manne. A même d'être examinée dans les moindres détails.

VERTICALEMENT

1. Fait l'article sans éprouver le besoin de vanter la marchandise. 2. Pour celui qui a pris l'habitude de laisser des ardoises on de multiples endroits. Tombé sans faire de bruit.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 4562

Horizontalement. I. Attaches. II. Trouée. Oc. III. Titre. Cui. IV. Eveé! Mort. V. Lis (+ Lys).

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 SEPTEMBRE. Les robes de la cathédrale orthodoxe de Saint-Alexandre-Neouky...

Le quartier Maine-Montparnasse jusqu'aux colonnes de Boffil et à l'église Notre-Dame-du-Travail. L'église Saint-Nicolas-des-Champs et le quartier des Arts et Métiers.

Naissances

M. Claude Seguela, son épouse, M. Claude Chouraqui, son mari, Judith et Florence, ses filles.

Mariages

M. et M^{me} Michel GERMAIN, M. et M^{me} Jacques LEVASSOR.

Décès

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obituaires

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Obèques

M. et M^{me} Monlan, M. et M^{me} Lucien Klotz, Elisabeth et Bernard de Talence, François et Patrick, Hélène Yvernat et Pascal Paysant, Nicolas, Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya.

Sports

Les championnats du monde d'athlétisme

Des courses à l'étouffée



Images choc, le mardi 1er septembre, aux Championnats du monde d'athlétisme...

Les mêmes scènes ont d'ailleurs produit les mêmes effets: sous une couche de nuages, Rome était mardi une véritable cocotte-minute...

400 mètres haies : Moses sauve son titre

Chef-d'œuvre en péril

Comme à Los Angeles en 1984, si Harris et Schmid ne sont parvenus, mardi 1er septembre, à battre Edwin Moses sur 400 mètres haies...

ROME de notre envoyé spécial

Les Romains sont bien placés pour le savoir: il n'est pas de monument qui ne finisse par tomber en ruine...

Pourtant, son parchemin a bien failli lui échapper. Cela n'a tenu qu'à deux petites centimètres de seconde. Un souffle qu'il a délimité en perdant un tour d'honneur...

Après dix ans d'invincibilité qui s'étaient traduits par une série de cent vingt-deux victoires, Moses avait vu sa superbe rabattue au début de la saison...

Blessures psychologiques

De quoi ébranler les certitudes les plus solidement établies? Et Moses n'en manquait pas. Il savait qu'il dispose d'un atout physique unique: ses jambes exceptionnellement longues...

Plus secrètes que celles du corps, les blessures psychologiques n'ont pas manqué d'être non plus. Jusqu'aux Jeux de Los Angeles, Moses passait pour une espèce de saint laïc...

pour ne pas connaître de défaillances. Dans l'espoir de grignoter quelques secondes au chronomètre, certains concurrents ont négligé les ravitaillements...

Entrées comme des soubrette dans le stade, l'Australienne Lorraine Jackon, l'Italienne Maria Orsani et l'Allemande de l'Ouest Barbara KollerZ se sont effondrées avant la ligne et ont été évacuées sur des civières...

son. Moins de mal que de peur pour ces sportives qui ont récupéré après l'absorption de liquide et de glucose.

La Française Suzanne Griesback, qui avait attiré l'attention parce qu'elle a quarante-deux ans et qu'elle est grand-mère, n'a pas eu besoin de soins...

La chaleur a également joué un mauvais tour à l'Américaine Jackie Joyner-Kersey: à demi étouffée, elle n'a pu boucler le 800 mètres dans

un temps lui permettant d'améliorer un record du monde de l'heptathlon semblant à sa portée avant cette septième et dernière épreuve.

En revanche, canicule et humidité n'ont pas affecté le Kényan Billy Konchellah. Après son compatriote Kiptooch sur 10 000 mètres samedi, il a bien exposé les revendications des coureurs des hauts-plateaux sur le demi-fond en réalisant 1 min 43 s 6 sur 800 mètres...

A. G.

Heptathlon : objectif atteint pour Jackie Joyner

La première Américaine

L'Américaine Jackie Joyner-Kersey a remporté, le mardi 1er septembre à Rome, le titre de championne du monde de l'heptathlon avec 7 128 points...

ROME de notre envoyé spécial

Cette fille se prend pour un autruche. Son rouge à lèvres, ses bagues fantaisies, ses ongles décolorés et multicolores, ça ne serait que camouflage! Au soir de son premier record du monde du pentathlon en 1986...

Ces sentiments de supériorité lui est venu très tôt, lorsque, gamine, elle se mit à la course sur grand frère. Les compétitions qu'elle organisait autour de la maison natale, dans un quartier populaire de Saint-Louis (Illinois), tournaient le plus souvent à la confusion des garçons...

Jackie était pourtant favorite de l'heptathlon, en l'absence des pays de l'Est. Elle dut se consolier avec une médaille d'argent, à cause d'un concours de saut en longueur complètement raté...

Une juste revanche

Malheureusement, ça m'aarge devait fondre dès l'épreuve du javelot, son point faible, puis se trouver réduite à néant au terme d'un 800 mètres pourtant courageux dans une chaleur étouffante...

L'or romain est une juste revanche pour cette athlète de vingt-cinq ans, devenue l'an dernier la première (et la seule) femme à plus de 7 000 points en épreuves combinées...

Tous les projecteurs peuvent donc se braquer sur « Jackie Joyner-Kersey » qui a réalisé un record dont la modestie ne souffre guère lorsqu'on la baptise « super woman ».

TENNIS : les internationaux des Etats-Unis

Becker frôle l'élimination à Flushing-Meadow

Première journée sans surprise, le mardi 1er septembre, à Flushing-Meadow pour l'ouverture des championnats internationaux des Etats-Unis de tennis. Seul parmi les favoris, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker a frôlé l'élimination...

caïn Tim Wilkison, quart de finaliste l'an dernier, après quatre heures et trois minutes de jeu.

Ce premier tour a été plutôt favorable aux Français. Henri Lecointe (qui s'entraîne désormais avec le Polonais Wojtek Fibak), Tarik Benhabiles, Guy Forget,

Jean-Philippe Fleurian, Emmanuelle Dery et Julie Halard se sont qualifiés.

En revanche, Thierry Tulasne a été éliminé ainsi que Nathalie Herremann qui n'a pu rééditer son exploit de Roland-Garros face à la Tchèque slovaque Hana Mandlikova (tête de série n° 4).

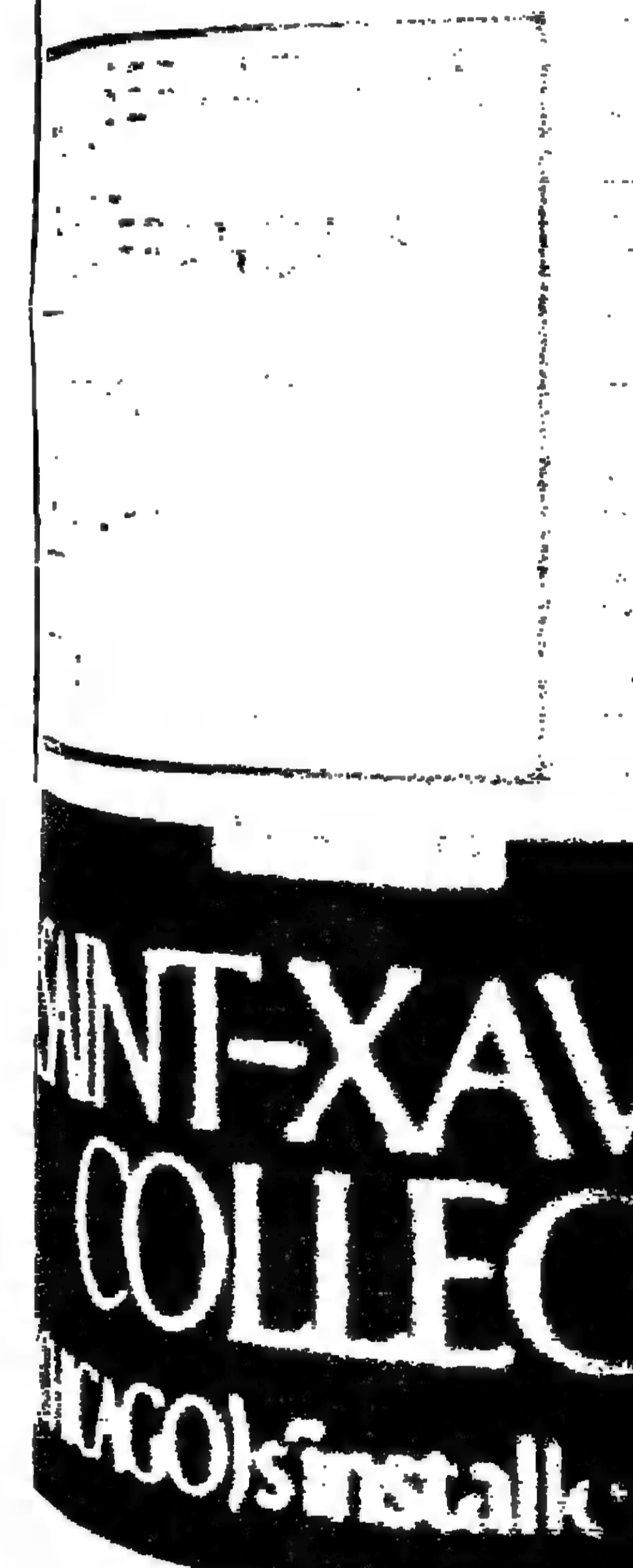
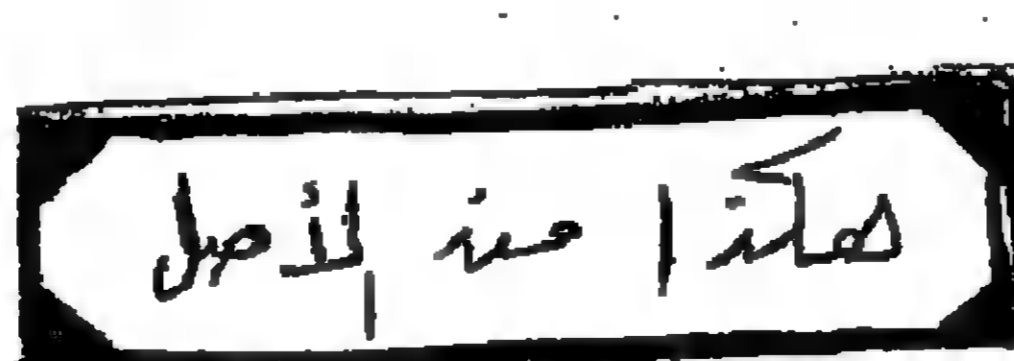
Les résultats

SIMPLES MESSIEURS Premier tour (Entre parenthèses, la nationalité et le classement du joueur) ...

(Sué.), 4-6, 7-6 (7-2), 6-2, 6-4; Forget (Fr.), 6-3, 6-2, 6-3, 6-2; Sanchez (Esp.), 1-6, 6-4, 7-6 (7-2), 6-3; Brown (EU), 1-6, 6-4, 7-6 (7-2), 6-3; Brown (EU), 1-6, 6-4, 7-6 (7-2), 6-3; Brown (EU), 1-6, 6-4, 7-6 (7-2), 6-3; ...

SIMPLES DAMES Premier tour H. Mandlikova (Tch.) bat N. Herremann (Fr.), 6-1, 6-3; C. Lindqvist (Suède), 1-6, 6-4; A. Frazier (EU), 6-2, 6-2; A. Hantoni (EU), 6-2, 6-2; A. Hantoni (EU), 6-2, 6-2; A. Hantoni (EU), 6-2, 6-2; A. Hantoni (EU), 6-2, 6-2; ...

(EU), 7-6 (7-2), 6-3; H. Keleni (Can.) bat N. Bykova (URSS), 7-6 (7-4), 7-5; A. Devries (EU) bat M. Van Nostrand (EU), 6-3, 6-2; E. Reinisch (AFS) bat H. Na (EU), 6-1, 6-0; L. Savchenko (URSS) bat K. Horvath (EU), 6-3, 6-4; F. Boussignot (Ita.) bat E. Keppi (RFA), 6-2, 6-4; E. Hakami (EU) bat H. Goffi (EU), 6-1, 6-1; S. Gomer (GB) bat W. Probst (RFA), 6-3, 6-0; R. White (EU) bat T. Mochizuki (EU), 7-5, 7-5; P. Fendick (EU) bat Field (EU), 6-3, 2-6, 6-0; K. Keil (EU) bat B. Herr (EU), 6-3, 6-1; Z. Garrison (RFA) bat R. Scheuer-Larsen (Dan.), 6-1, 6-3; S. Cecchini (Ita.) bat A. White (EU), 6-4, 6-2; M.J. Fernandez (EU) bat R. Mandlikova (Tch.), 6-3, 6-0; T. Phelps (EU) bat S. Stafford (EU), 6-2, 6-3; R. Reggi (Ita.) bat A. Grossman (EU), 6-4, 6-0; N. Provis (Aus.) bat C. Porwik (RFA), 4-6, 7-5, 6-4.



كنا في اول

Le Monde EDUCATION

Une rentrée en mineur

Neuf mois après les grandes manifestations étudiantes et lycéennes M. Monory annonce une rentrée scolaire sans accroc ni réforme

« L'assouplissement de la carte scolaire, amorcé en 1984, a été étendu. Il permet aux parents de choisir entre plusieurs collèges à l'entrée en sixième et en seconde dans quelques cas. Cette liberté a été aménagée dans certaines zones de 74 départements (contre

12 l'an passé), selon des modalités diverses. Les établissements les plus prestigieux ne sont généralement pas concernés, afin de ne pas trop déséquilibrer l'offre et la demande. Certaines villes (comme Avignon, Périgueux, Clermont-Ferrand, La Rochelle et Troyes) sont entièrement « déscolarisées », tandis que d'autres (comme Versailles, Strasbourg, Rouen et Nice) ne sont pas concernées, pas plus que la Corse. A Paris, l'assouplissement ne touche que 17 collèges de quatre arrondissements périphériques (12^e, 14^e, 18^e et 20^e). »

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 20).

En attendant le programme

QU'ON se le dise : la rentrée des classes est un événement mineur, en comparaison de la prochaine révolution par M. Monory de son « plan prospectif » pour l'éducation. A en croire le ministre, qui dominait, le mardi 1^{er} septembre, sa première conférence de presse de la nouvelle année scolaire, cette rentrée ne se présente « pas trop mal », et grâce à l'effort budgétaire du gouvernement, chaque élève et chaque professeur devrait trouver sa place.

Mais M. Monory vise beaucoup plus loin que cet enjeu immédiat et conjoncturel : son « plan d'avenir », qui doit être rendu public avant la fin décembre, et qu'il espère faire adopter par le gouvernement, devra recenser et planifier les besoins du système éducatif sur cinq, sept, voire dix ans. Ce document, préparé par la nouvelle direction de la prospective et de l'évaluation du ministère, devra aussi traduire la volonté de « faire de l'éducation une priorité particulière, quel que soit le gouvernement ».

M. Monory dresse volontiers un parallèle avec la loi de programmation militaire que personne n'ose remettre en cause et se flatte d'avoir déjà réuni un « large consensus ». « Le message de la priorité nécessaire à l'éducation nationale est en train de passer », résume-t-il. Le ministre entend régler ainsi — mais pour l'avenir — tous les grands

problèmes éducatifs : l'élévation massive du niveau de formation, la modernisation de l'école, mais aussi le recrutement et la formation des quatre cent mille enseignants qui seront nécessaires dans les dix années à venir. « Il faut que l'opinion publique porte à tous les enseignants et au système scolaire la considération qu'on leur doit. Il faut aussi que les enseignants aient des salaires comparables aux autres catégories de travailleurs ayant le même niveau de formation », a déclaré M. Monory.

Et même si le ministre jure que son « plan » n'a rien à voir avec une quelconque plate-forme électorale, il espère bien que son initiative gênera les socialistes, qui n'ont pas réussi à planifier l'effort éducatif lorsqu'ils étaient au gouvernement, et pourra se transformer en une machine de guerre pour les présidentielles. « Si des hommes politiques s'engagent sur mon plan, je ne les en empêcherai pas », a-t-il annoncé.

Le temps où M. Monory guerroyait avec le FEN est désormais bien terminé. Le ministre rappelle que, en dix-huit mois, il n'a « jamais eu un seul mot désagréable à l'égard des enseignants ». S'engageant à rendre les Français « fiers de leur système scolaire », il rêve de réconcilier les enseignants et les parents autour de son « école du futur ».

Ph. Be.

« L'assouplissement de la carte scolaire, amorcé en 1984, a été étendu. Il permet aux parents de choisir entre plusieurs collèges à l'entrée en sixième et en seconde dans quelques cas. Cette liberté a été aménagée dans certaines zones de 74 départements (contre

Ecole primaire : cours de rattrapage

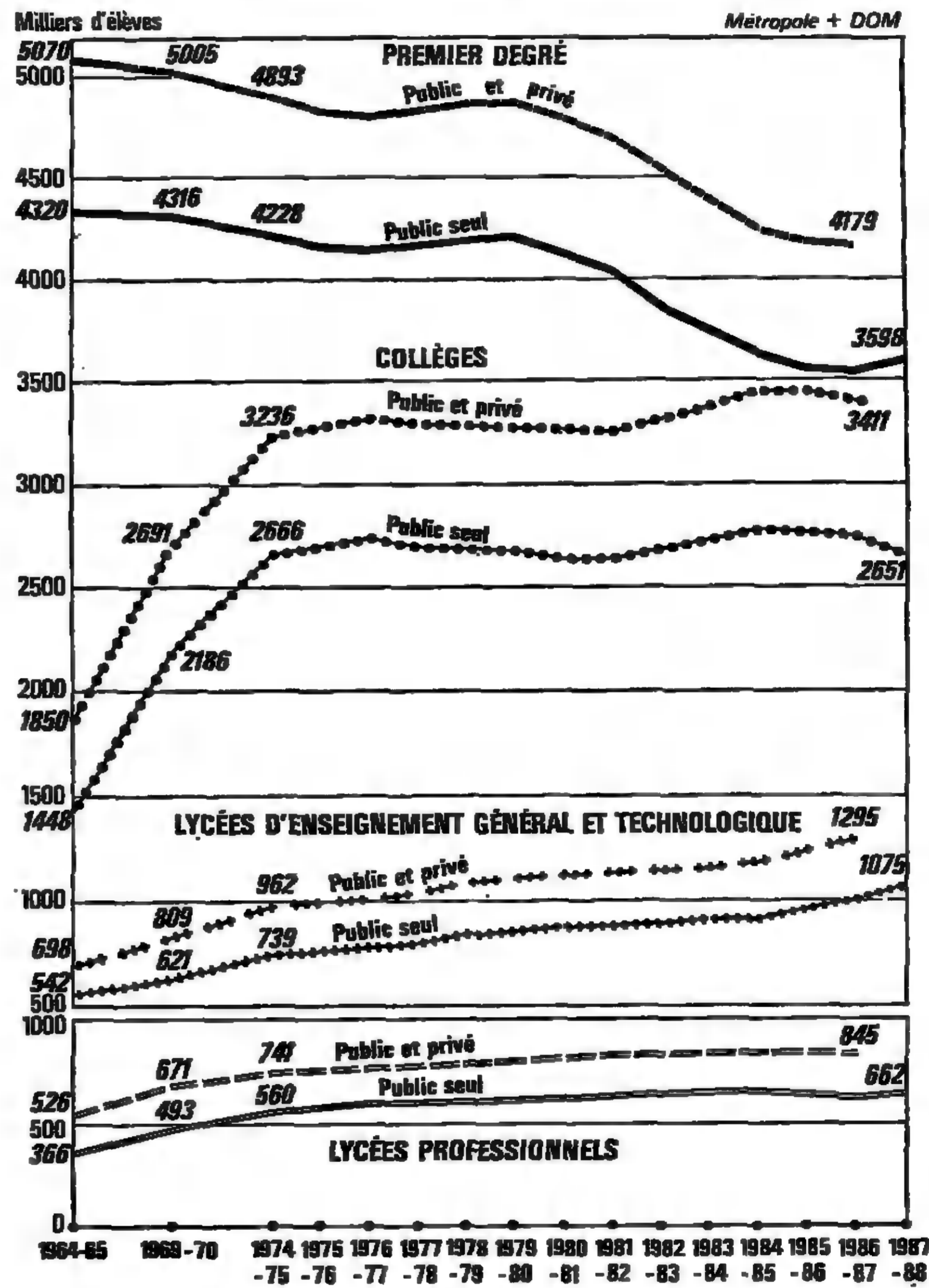
Pour lutter contre l'échec scolaire, des cours de rattrapage à effectifs réduits seront organisés pour certains élèves de cours moyen (CM 1 et CM 2) en difficulté. Ils devraient être assurés par des instituteurs volontaires payés en heures supplémentaires à raison de deux ou trois par semaine. Cette initiative devrait toucher 100 000 élèves, soit le tiers des enfants en difficulté, selon M^{me} Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'enseignement. Un budget de 30 millions de francs est prévu par l'Etat qui sollicite la contribution des communes.

8 500 maîtres-directeurs entrent en fonction dans les écoles primaires. Recrutés sur entretien, ils bénéficieront d'une formation. Ils organiseront la vie interne de l'école et sont les interlocuteurs désignés des partenaires extérieurs. Mais ils n'ont pas d'autorité hiérarchique sur les instituteurs, qui continuent d'être notés par les inspecteurs.

L'évaluation « douce » en classe de CE 2, mise en place en 1986, sera poursuivie. Pratique en début d'année, elle ne conduit à aucune sanction, mais doit aider l'instituteur à adapter ses méthodes au niveau réel de sa classe. Cette procédure doit être étendue à l'ensemble des classes primaires.

La promotion de l'éducation physique doit être poursuivie par l'organisation, dès le premier trimestre, d'un concours « l'école la

Baisse dans les maternelles et les collèges hausse dans le primaire et les lycées



Après une rentrée 1986 marquée par la stabilité de ses effectifs, l'éducation nationale se prépare cette année à accueillir 25 500 élèves supplémentaires en France métropolitaine. Mais cette tendance générale cache de profondes disparités selon les niveaux d'enseignement, liées aux fluctuations démographiques.

L'école élémentaire connaît sa première remontée après sept ans de baisse ininterrompue, en accueillant près de 50 000 élèves supplémentaires.

L'enseignement technique court, en perte de vitesse l'année dernière, redresse la barre, grâce notamment à l'attrait des nouveaux baccalauréats professionnels.

Pour la seconde année consécutive, on attend une baisse sensible des effectifs des classes maternelles (- 28 400 élèves), qui accueillent désormais les générations moins nombreuses nées à partir de 1982.

isth
PREP ECOLES DE COMMERCE
quelques places disponibles pour excellents bacheliers
FILIERE ECONOMIQUE
Succès confirmés
Renseignements et inscriptions:
ISTH
TOLMAC: 88, rue de Valenciennes, 75013 Paris - Tél. 4.65.93.15

**INSTITUT D'ETUDE
DES RELATIONS INTERNATIONALES
(I.L.E.R.I.)**
Etablissement d'enseignement supérieur libre
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 42-96-51-48
Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux
CARRIERES INTERNATIONALES
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études de 3^e cycle des Universités (DEA et DESS) et aux MBA des Universités américaines.
Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier et entretiens.
Statut étudiant.
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**
pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

BACHELIERS
**SAINTE-XAVIER
COLLEGE**
(CHICAGO) s'installe à PARIS

4 ANS DE FORMATION SUPERIEURE
AU MANAGEMENT - MARKETING - FINANCE
COURS BILINGUES
INSCRIPTION SEPTEMBRE
1^{er} CYCLE 1^{re} et 2^e années à Paris
2^e CYCLE **BBA** Bachelor of Business Administration Paris-Chicago
3^e CYCLE **MBA** Master of Business Administration Paris-Chicago
Renseignements : Saint-Xavier College, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42.66.40.70
NOM PRENOMS
ADRESSE
CODE POSTAL LOCALITE
TELEPHONE DATE
NIVEAU D'ETUDES
ADMISSION
1^{er} cycle : Baccalauréat.
2^e cycle : Diplômés du 1^{er} cycle.
3^e cycle : Licence - Maîtrise, expérience professionnelle de 2 à 3 ans avec position cadre.

gagner un record du monde à un certain stade...

semi-finale
akhamon

avec les autres compétiteurs à l'issue de la semaine...

En page de jour

avec les apparitions de la semaine...

pour la seconde année consécutive...

pour la seconde année consécutive...

pour la seconde année consécutive...

pour la seconde année consécutive...

pour la seconde année consécutive...

pour la seconde année consécutive...

GROUPE ESG*

4 établissements de renommée internationale

- **Ecole Supérieure de Gestion (ESG)**
Admission parallèle sur dossier pour les diplômés de l'enseignement supérieur.
Date limite : 15 septembre.
- **Ecole Supérieure de Gestion et Finances (ESGF)**
- **Ecole Supérieure de Gestion et Informatique (ESGI)**
- **Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International (ESGCI)**

Pour l'ESGF, l'ESGI, l'ESGCI : admissions sur dossier en 1ère année pour les bacheliers, en 2ème et 3ème année pour les diplômés de l'enseignement supérieur.

***Préparation aux Diplômes d'Etat et au MBA**

"Le Groupe ESG est le plus important centre d'enseignement supérieur privé parisien de Management :

6000 m2 de locaux - 200 professeurs
Les hommes :
Directeur : Pierre AZDULAY, Diplômé de l'Ecole Centrale de Paris.
Président du Conseil de Perfectionnement : Serge BASSAULT.
Parrains des promotions : Jacques CHIRAC, Yves SARTAZ, Simone VEIL.

25, Rue St-Ambroise 75011 PARIS. Tél. : (1) 43 55 44 44

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTRÉE OCTOBRE

IAC IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET A LA CONDUITE DES ENTREPRISES

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

MANAGEMENT COMMERCE INTERNATIONAL

1^{er} CYCLE

BTS de Commerce International
BTS d'Action Commerciale
FORMATION AUX TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL.
DIPLOMES D'ETAT EN 2 ANS
bac ou niveau bac

2^e CYCLE **3^e ANNEE EN OPTION** **3^e CYCLE**

PEMI
Projet Européen de Management International
BBA
Bachelor of Business Administration

Admission : Bac + concours d'entrée, dossier, tests d'aptitude et entretien individuel.
- Directement en 2^e année
BTS - DUT - DEUG
Classes préparatoires d'enseignement commercial.
Diplômés de l'enseignement supérieur de la Communauté Européenne.

EMBA
European Master of Business Administration
MBA
Master of Business Administration

Admission : Licence, Maîtrise, IEP, Architectes, Pharmaciens, Ingénieurs ou expérience professionnelle de 2/3 ans, position cadre.

Financement à 100 % du montant des études.

GROUPE IPSA
71, Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS
Tél. : (1) 42.66.66.82

IAC IEMI établissements privés d'enseignement supérieur du Groupe IPSA

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

BTS 2^e cycle 3^e cycle

NUM. PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITE

TELEPHONE DATE

NEVEAU D'ETUDES

Une rentrée en mineur

(Suite de la page 19).

● Les nouveaux programmes de cinquième, entrant en vigueur, un an après ceux de sixième. Ils introduisent l'éducation civique (1 heure par semaine) avec notamment l'étude des institutions de la France et de thèmes comme la tolérance, les refus des racismes, les inégalités de développement en France et dans le monde.

Lycées : Nouveaux programmes de seconde

● Les programmes de seconde sont remaniés. Ils insistent sur la continuité avec le collège et sur la nécessité d'acquiescer des méthodes de travail. En français et en langues vivantes, on met en lumière l'apprentissage de l'expression et de la communication. En sciences physiques, le programme a été allégé et défini plus précisément les objectifs. En histoire, on insistera sur les fondements de l'époque contemporaine que sont la Révolution française et le dix-neuvième siècle. L'option technologique dite « lourde », qui prépare à certaines séries du bac (E et F) est allégée et scindée en deux modules de quatre heures.

● L'option complémentaire d'informatique, créée en seconde en 1985, atteint cette année la terminale. Les élèves des séries A, B, C, D, E et G pourront subir une épreuve facultative d'informatique dès la session 1988 du baccalauréat. D'autre part, deux nouvelles options - « cinéma-audiovisuel » et « théâtre-expression dramatique » - sont introduites en première A3 de façon officielle.

● Le damois et le grec moderne pourront désormais faire l'objet d'une épreuve au baccalauréat.

Technique : cavot des bacs professionnels

● Alors que 9 000 élèves seulement préparaient, l'an passé, les nouveaux bacs professionnels, ils devraient être cette année près de 22 000. Cette importante croissance s'explique en partie par la création de trois nouvelles séries, s'ajoutant aux douze existantes.

● Le nombre des classes de « 4^e et 3^e technologique » augmente notablement. Elles accueillent les élèves auxquels l'enseignement classique n'est pas adapté, afin de les mener vers un BEP, voire au-delà, vers une classe de seconde et un baccalauréat. Elles sont implantées le plus souvent dans les lycées professionnels, parfois aussi dans des collèges.

● Le règlement des examens du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'étude professionnelle (BEP) a été réformé, afin d'étendre le contrôle continu des connaissances. Sept nouveaux BEP sont créés. Des CAP jugés obsolètes sont supprimés, tandis que d'autres apparaissent.

● La loi sur l'apprentissage votée en juillet étend le champ de cette formation à toutes les entreprises industrielles. L'horaire d'enseignement est augmenté et l'apprentissage s'étend à la préparation de tous les diplômés de l'enseignement technologique, y compris les nouveaux bacs professionnels. L'âge limite de l'apprenti passe de vingt à vingt-cinq ans. La durée de la formation peut désormais varier d'un à trois ans.

PHILIPPE BERNARD.

L'optimisme de M. Monory n'est pas communicatif

LES syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves, toutes tendances confondues, accueillent négativement les propos optimistes tenus par le ministre de l'éducation nationale et s'inquiètent des conditions réelles de la rentrée. Pour la Fédération de l'éducation nationale (FEN), « des dizaines de milliers d'inscriptions sont refusées, aussi bien dans des lycées professionnels que dans des écoles maternelles. Le ministre qui a organisé, par le budget 1987, une rentrée difficile, a d'autres soucis : la présidentielle ».

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FEN) parle de « bluff et camouflage ». M. Monory, dit le SNES, « est d'autant plus prolix sur la prospective qu'aucune mesure concrète n'est prise contre les classes surchargées, la saturation des locaux, l'instabilité forcée des professeurs et la crise du recrutement ».

Même analyse au SGEN-CFDT, qui estime que « le ministre nous berce de belles paroles », tandis que le Syndicat des instituteurs FO, le SNUDI demande pourquoi « on a supprimé cette année 1 000 postes d'instituteurs alors que 22 000 enfants supplémentaires sont attendus en primaire ». La CGT énumère les « bavures » qui « sans doute (...) n'intéressent pas le ministre, qui préfère se projeter en l'an 2000 (...) ».

Les syndicats proches de la majorité ne sont guère plus enco-

ragés. Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) constate que « les propos séduisants du ministre ne se traduisent pas dans les faits ». Tandis que la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement (CNGA) approuve le plan prospectif du ministre, mais déplore le « flou » entretenu sur les problèmes présents.

Pour les parents d'élèves de la FCPE (ex-Cornec), « Monory déclare que ça batige et s'emploie à surfer au-dessus des clapots des élections présidentielles ». Quant à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), elle « prend acte de l'optimisme du ministre », mais s'attend à des « difficultés importantes » à la rentrée.

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL

(FORMATION DE 3^eME CYCLE)

En intégrant l'I.D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme

- Entraînement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adultes, aux démarches et processus innovants dans les entreprises.
- Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
- Introduction aux stratégies des cabinets de consultants.
- Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
- Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen.

Des CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'établissement de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation.

- Avec parrainage d'un consultant
- En France et/ou dans un autre pays de la CEE.

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE

DURÉE DE LA FORMATION : 10 mois ; rentrée octobre 1987

ADMISSION SUR DOSSIER SUIVI D'UN ENTRETIEN

Etre titulaire d'un diplôme 2ème cycle (Maîtrise ; Ecole Sup. de Co et/ou de Gestion ; I.E.P., etc.,).

Dossier d'information et de candidature, ÉCRIRE A : I.D.C.E. - B.P. 1879 - 49018 ANGERS CEDEX (A l'attention de Monsieur GOURVES)

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction
Secrétariat médical
Traitement de texte

UNE VRAIE SECRÉTAIRE A UN AVENIR ASSURÉ

40, RUE DE LIÈGE - 75008 PARIS
TÉL. : 43.87.58.83 +
MÉTRO : EUROPE - SAINT-LAZARE - LIÈGE

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTRÉE OCTOBRE

FORMATION INTERNATIONALE AU MARKETING ET AU MANAGEMENT DE L'HOTELLERIE

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

PARIS - GENÈVE - LONDRES - NEW YORK

vous ouvre les grandes carrières de l'hôtellerie internationale

3 années de formation internationale

Stages internationaux et missions professionnelles dès la 1^{re} année

Admission : Bac ou niveau Bac
Admission directe en 2^e année : BTS - DEUG - DUT

Financement à 100 % du montant des études

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
71, rue de Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS
(1) 42 66 66 82
OU PAR TÉLÉPHONE (1) 42 65 43 68 - Communication
DEMANDE DE DUT RESTITUTION GRATUITE

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTRÉE OCTOBRE

COMMUNICATION PUBLICITE MARKETING

Création publicitaire, marketing, stratégie...
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS
PREPARATION AU DIPLOME D'ETAT BIS
communication et action publicitaire

3^e ANNEE
Parcours Européen et international
Stages et missions pour la préparation du
P.E.M.C.I.
Projet Européen de Management en communication internationale
DIPLOME INTERNATIONAL DE COMMUNICATION
en association avec le centre de management en communication de GENÈVE

Admission : bac ou niveau bac.
Financement à 100 % du montant des études.

IECP
INSTITUT EUROPEEN DE COMMUNICATION ET PUBLICITE

IECP INSTITUT EUROPEEN DE COMMUNICATION ET PUBLICITE
Etablissement privé d'enseignement supérieur du Groupe IPSA

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

NUM. PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITE

TELEPHONE DATE

NEVEAU D'ETUDES

دليلك هو دليلك

كندا في ايد

REPRODUCTION INTERDITE

INTERNATIONAL



recherche un trader d'obligations françaises et produits dérivés (titres, options).

QUALITÉS REQUISES :

- Formation supérieure : école d'ingénieur ou de commerce (Comptable, Mines, EEC, ESCP, DESP Dauphine...)
- Ouverture d'esprit : intérêt pour l'économie et le politique ;
- Goût du risque et des responsabilités ;
- Aptitude à travailler en équipe.

Opportunité rare pour un jeune diplômé qui cherche à débiter à l'étranger, dans un secteur de pointe.

Pour plus de détails contacter Anne ARZEL, Yves HASTERT.
Tél. : (46) (1) 920-0230, (46) (1) 256-6274.

Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Bundesallee 22 - D-1000 Berlin 31 - Tél. 49-30-884 12 146), créé en 1975 par les Communautés européennes, cherche pour son siège à Berlin :

- Emploi 4312/44 : un traducteur (H./F.) de langue maternelle française (langues de travail : surtout l'anglais et l'allemand ; limite d'âge : 40 ans) ;
- Emploi 4312/37 : une secrétaire (H./F.) bilingue français/italien (limite d'âge : 30 ans) ;
- Emploi 4312/45 : une secrétaire (H./F.) bilingue français/anglais (limite d'âge : 30 ans).

La préférence sera accordée aux candidats ayant participé avec succès à un concours organisé par une des institutions des Communautés européennes.

Le texte des appels de candidatures et le formulaire « sets de candidature » peuvent être demandés au responsable de l'administration du centre. Date limite pour le dépôt des candidatures 21 septembre 1987.



Dow Chemical Europe S.A. is a successful international chemical company. We operate 64 sales offices and 32 manufacturing sites throughout Europe, Africa and the Middle East. Our product mix includes plastics, base and specialty chemicals, agricultural and pharmaceutical goods.

Our Technical Services and Development Centers near Zurich, Switzerland and Terneuzen, Holland, have openings for

CHEMISTS/ CHEMICAL ENGINEERS

in the field of Polyurethanes

The primary responsibilities consist of product research and application development and customer service to the European polyurethane industry.

Needless to say, this is a rapid growth market where creativity in developing new technologies and fast problem solving is highly rewarded. Initiative and good communication also play a key role in being successful due to the close collaboration with other functions such as R+D, Manufacturing, Sales and Marketing.

The ideal candidate has a degree in Chemistry or Chemical Engineering, two years of industrial experience in the field of polyurethanes and is between 25 and 32 years of age. The international character of the job requires willingness to travel and good knowledge of English. Knowledge of other European languages is an asset.

We offer appropriate training, career opportunities in a multinational company and attractive employment conditions. Are you interested in joining a dynamic team? Then please call or write to Miss E.A. Arbenz, Recruiting Manager, for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Bachtobelstrasse 3, CH-8810 Horgen, Switzerland
Telephone 1941-728 22 40

L'Office européen des brevets à Munich recherche un

EXPERT DANS LE DOMAINE DU GÉNIE GÉNÉTIQUE

(réf. : 018/85)

pour exercer les fonctions de membre d'une chambre de recours technique.

Il participera aux procédures des recours en matière de brevets dans toutes leurs phases écrites et orales, y compris la prise de la décision qui y met fin.

Qualifications minimales : diplôme de fin d'études de niveau universitaire en sciences, ou expérience professionnelle équivalente. Avoir exercé pendant de longues années une activité concernant la protection des droits en matière de propriété industrielle dans le domaine génie génétique. Excellente connaissance d'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais, français) et compréhension des deux autres.

Les candidatures sur formulaire que l'on peut se procurer auprès de l'Office devront parvenir le 30 septembre 1987 au plus tard à l'Office européen des brevets, service du personnel, Erhardstrasse 27, D-8000 Munich 2 - Tél. Munich 2399-4316.

THE EUROPEAN CENTRE FOR MEDIUM RANGE WEATHER FORECASTS

invites applications for the posts of

PRINCIPAL ANALYST
ANALYST/SENIOR ANALYST

ECMWF is an international organisation established by 17 European Member States and located near London in Reading, Berkshire, United Kingdom.

The ECMWF computing facility comprises a Cray X-MP/48, a CDC Cyber 855 and a CDC Cyber 835, a Telecommunications System based on four VAX 11/780, a VAX 6200 for graphical applications, and a Data Handling System based on an IBM 3090-150 running MVS/KA under VM/KA, and a Meteorological Archival and Retrieval System (MARS) based on the CFS ring system.

Main duties: Work on the support of the Operating Systems, compilers and utility software on the IBM 3090/150, and/or on the support and further development of the CFS system. Salary Scales: Commensurate with relevant experience and family status - A4 : £ 2,024 - £ 3,391; A3 : £ 1,728 - £ 2,942; A2 : £ 1,400 - £ 2,355 (provisional scales) per month, net of tax. ECMWF operates a Pension Scheme. Application forms should be obtained from ECMWF and sent, together with a C.V., not later than 15 September 1987, to: The Director, ECMWF, Shinfield Park, Reading, Berkshire, RG2 9 AX, United Kingdom. Telex 847 908.

Diriger la comptabilité et l'informatique de notre filiale en Afrique Occidentale

Nous sommes une entreprise industrielle alimentaire de 600 personnes, dégageant une marge très satisfaisante, et située dans une capitale au bord de la mer. Notre Direction générale recherche un :

ADJOINT au DIRECTEUR FINANCIER

Vous dirigerez l'équipe comptable (comptabilité générale exclusivement) et vous prendrez en charge, dans un deuxième temps, l'exploitation informatique de l'entreprise transférée sur un NCR 9300 (cobot 74, logiciel TX). Maîtrisant bien les techniques comptables (DECS) vous avez une première expérience informatique qui pourra bénéficier d'un stage de mise à niveau. Il vous sera en particulier nécessaire d'avoir accès aux programmes informatiques existants.

Vous êtes prêt à vous expatrier en famille pour plusieurs années. Développement de carrière ultérieur pour un collaborateur de valeur. L'Allemand serait un plus. Avantages traditionnels liés à l'expatriation.

Merci d'adresser CV, prétentions, rémunération actuelle sous référence M/3141/A (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



GOODYEAR, the world's largest tire producer, is at the forefront of tire technology - and intends to stay there. The technical center responsible for the company's tire research and development activities outside North America is located in Colmar Berg, Luxembourg.

In the GOODYEAR TECHNICAL CENTER LUXEMBOURG Compound Development Department current successes and future growth plans have created the need for two young

- Position 1 is to formulate material compositions (compounds) for tire components. Strong interest in learning on the job is expected.
- Position 2 is to evaluate & predict the processing behavior of newly developed tire compounds. Basic knowledge of polymer rheology would be of an advantage.

We expect the candidates to :

- Have computer programming and basic statistics knowledge.
- Be fluent in English and one other European language.
- Be open-minded and work on multidisciplinary tasks particularly to the rubber industry.
- Be able to contribute significantly to an already successful organization.

Our truly international environment will attract an individual with a flexible attitude willing to travel, if required. As you would expect from a company of this caliber, these positions offer very attractive benefits which includes generous relocation assistance.

If you are interested in these exciting opportunities, please apply in writing to

GOODYEAR S.A.
Personnel Department
L-7750 COLMAR-BERG
G.D. LUXEMBOURG.

A LA CONQUETE DE L'ESPACE ATAL... VIA TORINO ! RESPONSABLE DE FILIALE.

Notre mobilier porte la griffe d'un des premiers spécialistes européens de l'aménagement de l'espace de bureaux (1000 personnes en France). Créant notre filiale italienne, nous en recherchons le responsable, basé à Turin.

Véritable gestionnaire, votre mission sera vaste : vous assurerez la Direction de votre affaire, le contrôle et le suivi du business tant sur un plan administratif, financier que commercial. Pour cela vous serez aidé par une équipe dynamique (5 personnes).

Agé d'environ 32 ans vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce), votre expérience de la gestion d'un centre de profit vous permettra d'être très à l'aise dans cette fonction et de lui donner la place qu'elle mérite.

En outre vos indéniables qualités humaines font de vous l'homme de la situation.

L'italien très courant et le français sont obligatoires.

Merci d'adresser CV + prétentions au Département des Relations Humaines, référence T09, ATAL, 7 rue Marlotte, 75017 PARIS.



Very urgent

International Company requires for Southeast Asia several specialists in the field of hydroagricultural planning and rural development.

English language compulsory. Experience in this region advisable.

- SENIOR AGRICULTURAL ECONOMIST (expatriate, about 30 m/m).
- SENIOR AGRICULTURALIST (expatriate, about 40 m/m).
- UPLAND AGRICULTURALIST (expatriate, about 20 m/m).
- CIVIL AND IRRIGATION ENGINEER (expatriate, about 35 m/m).
- LIVESTOCK SPECIALIST (expatriate, about 10 m/m).
- FISHERIES SPECIALIST (expatriate, about 4 m/m).
- TWO SENIOR LAND-USE PLANNER (expatriate, about 15 m/m).
- FORESTER (expatriate, about 10 m/m).
- AGRICULTURALIST (expatriate, about 5 m/m).
- HYDROLOGIST (expatriate, about 5 m/m).

Please send c.v. (in English) to:
4, rue Galvée, 75116 PARIS - Deadline September 10.

Scote Intern. Etat d'ingénieur de l'équipement rural recherche pour septembre 1987 UN INGÉNIEUR QUALIFIÉ HYDRAULICIEN génie rural. Répondre manuscrite urgente avec c.v., publications récentes à bureau formations rurales minichine coopération Paris et BIER B.P. 7023 Damps Burtin-Fest. Possibilité entree sur convocation 10 et 11 sept.

A.C.O.R.D. (anciennement EURO ACTION-ACORD)

A.C.O.R.D., un consortium de 23 organisations non gouvernementales européennes et canadiennes, met en œuvre des programmes de développement en Afrique avec un personnel international d'environ 100 personnes et des contributions annuelles se montant à 7 millions de livres sterling.

Nous cherchons à favoriser une réelle participation des communautés locales dans les programmes que nous soutenons.

Afin de nous aider à réaliser cet objectif, nous recherchons un nouveau

DIRECTEUR EXÉCUTIF

Poste basé à Londres.

Salaires : selon un barème dont le premier échelon est de 24 000 £ par an, plus indemnités.

Contrat : 5 ans renouvelable, à partir de décembre 1987.

Les candidats auront :

- Plusieurs années d'expérience dans le tiers-monde, de préférence en Afrique ;
- Travaillé au sein d'organisations non gouvernementales ou internationales ;
- De solides capacités de gestion et de direction ;
- Un sens des contacts humains essentiel pour le travail en équipe.

Le(s) candidat(s) retenu(s) sera parfaitement bilingue anglais/français et prêt(e) à voyager régulièrement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et c.v. détaillé, avant le 10 septembre 1987, au Comité de sélection - ACORD - Francis House - Francis Street - London SW1P 1DQ. Telex : 8954487 ACORD G.

SOCIETE D'INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE

Conseiller en Etudes Economiques et Financières

Expérience confirmée en évaluation de projets d'investissement et de programmation budgétaire.

Mission résidentielle avec avantages liés à l'expatriation.

Adresser candidatures avec c.v., photo, prétentions et date de disponibilité à/réf. 5517 à AXIAL, 27 rue Taitbout 75009 PARIS, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CAP agit...
Philippe Bernier

communication
Le Syndicat...
Philippe Bernier

SECRETARIAT
RECRUTEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction
Secrétariat médical
Traitement de texte
UNE YEAR SECRÉTAIRE
A UN ANNIER ASSURÉ

70000 PARIS
EL. ALZARIZ +

IMMEDIATES
OCTOBRE

COMMUNICATION
PUBLICITE
MARKETING

ANNES
P.E.M.C.I.

AGENCE INTERNATIONALE
DE COMMUNICATION

AGENCE INTERNATIONALE
DE COMMUNICATION

AGENCE INTERNATIONALE
DE COMMUNICATION

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Institut Saint-Pierre de Fourmies, recherche pour l'année scolaire... 1 PROFESSEUR EN ESPAGNOL FRANÇAIS

VENDEUSE... 24-27-60-34-34

ESOP... 24-27-60-34-34

CHARGÉ D'ÉTUDES... 24-27-60-34-34

RESPONSABLE SERVICE GÉRANCE... 24-27-60-34-34

RECHERCHE RESPONSABLE... 24-27-60-34-34

HIGH TECH... LEADER TÉLÉMATRIQUE/BUREAUTIQUE/RADIOCOM

UNE ASSISTANTE... chargée de la collecte, la mise en forme et le traitement

ÉCOLE PRIVÉE... 75002 Paris

KELLY SERVICES... 75002 Paris

SPÉCIALISTES... 75002 Paris

COLLABORATEURS (TRICES)... 25 ans minimum

REDACTRICE JURIDIQUE... 75001 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS... 75001 Paris

AGENCIÉ LETTRÉS CLAS... 75001 Paris

COMPTABLE... 75001 Paris

PROF. AGENCIÉ LETTRÉS CLAS... 75001 Paris

Communication

La vente de Sud-Radio à M. Pierre Fabre

Sud-Radio, la quatrième radio périphérique française, sera vendue par la SOFIRAD

toires Fabre (25 %), des Caisses de retraite d'Andorre (14 %)

sept millions de personnes, et compte deux millions d'auditeurs réguliers

Le mystérieux inventeur du Cyclo-3

TOULOUSE de notre correspondant

Mais qui est donc M. Pierre Fabre ? La question paraît presque incongrue à Castres

Pourtant, le succès et la réussite de l'entreprise n'ont pas tourné le tête du petit pharmacien

2 500 emplois dans la région, cela pèse !

« Une sorte de monarque »

« C'est une sorte de monarque, explique un responsable municipal

Ami intime de l'ancien secrétaire d'Etat RPR, M. Jacques Limoux, ancien employeur de M. Bernard Armony

C'est anti-Tapie des médias qui vient de racheter « la radio du Grand Sud »

L'IMMOBILIER

appartements ventes... 7° arrdt

51, R. DE VERNEUIL... 445 000 F

11° arrdt... 445 000 F

13° arrdt... 445 000 F

14° arrdt... 445 000 F

16° arrdt... 445 000 F

18° arrdt... 445 000 F

78-Yvelines... 445 000 F

92-Haute-Seine... 445 000 F

95-Val-d'Oise... 445 000 F

appartements achats... 45-22-05-96

ACHÈTE COMPTANT HOTEL PARTICULIER

PROPRIÉTAIRES VOUS VENDEZ

INTERNATIONAL SERVICE

pavillons

maisons individuelles

maisons de campagne

fermettes... 1770 000 F

CAUSE DÉPART... 1770 000 F

immobilier information

viagers

bureaux... 43-55-77-50

CONSTITUTION STES

locaux commerciaux

fonds de commerce

ventes

ventes

ventes

ventes

ventes

ventes

Particuliers (offres)

Bijoux BIJOUX BRILLANTS

PERRONO OPÉRA

Meubles

Querelles autour d'un panel entre « Le Canard enchaîné » et Médiamétrie

L'affaire Médiamétrie rebondit. Après la mise en cause de cet institut de sondage par M. Etienne Mouton

L'échantillon, en outre, ne serait pas représentatif. Des députés ont même écrit au sujet de la carte par Médiamétrie et des bourgades comme Clermont-Ferrand

Les révélations de l'hebdomadaire satirique ne semblent pas troubler Médiamétrie. Selon un communiqué commun à Médiamétrie et à Scoop

YVES-MARIE LABÉ

L'université d'été de Carcans-Maubuisson Radios : l'information locale en question

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyée spéciale

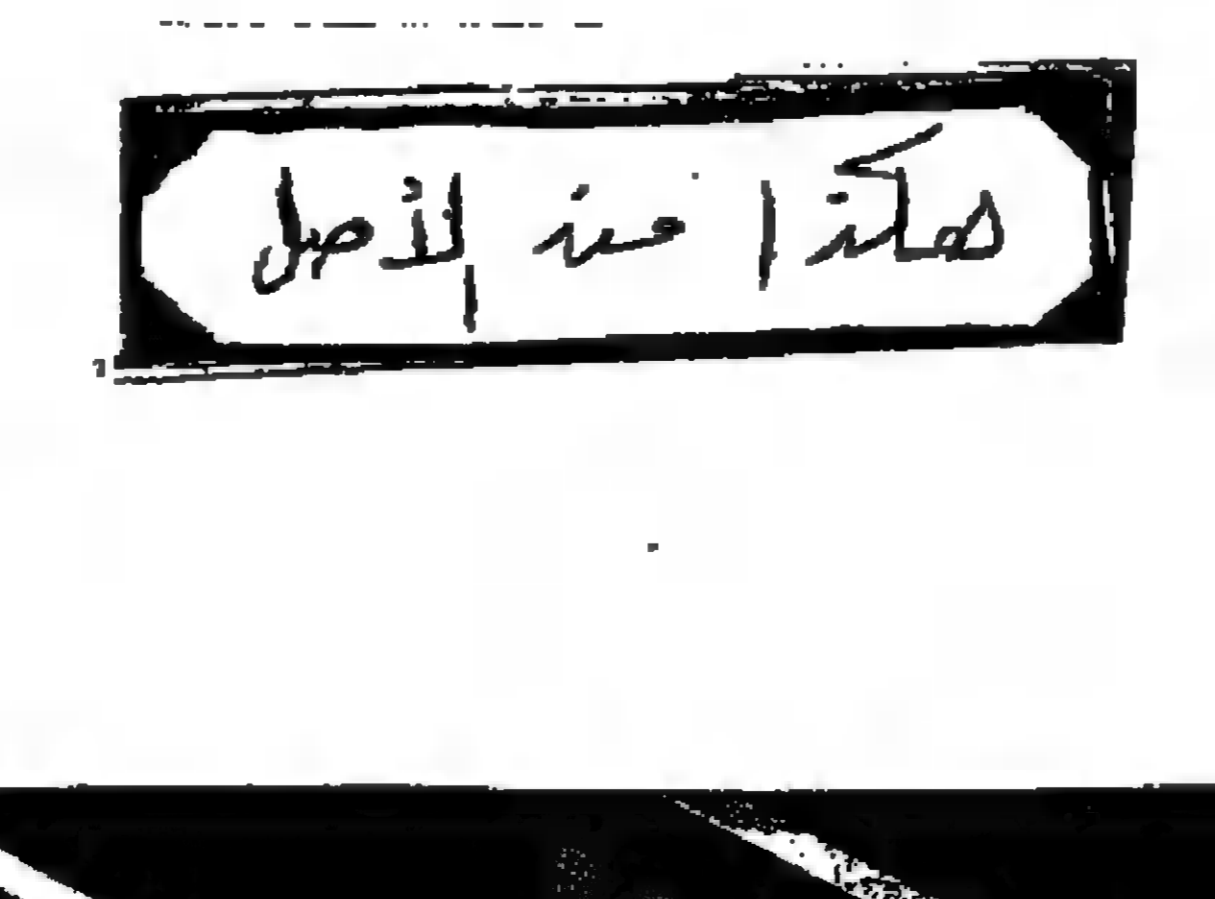
Il s'agit de quatre. Quatre moutonnaires de la radio à l'interrogé, le lundi 31 août, à la même tribune

L'information ? Ils en font tout leur credo. Elle rythme l'antenne, l'émotion de rendez-vous et fidélité l'audience

Toutefois, le représentant de Kiss-FM avait beau faire état d'une « convergence d'intérêts » entre les réseaux nationaux et les stations locales

ANNICK COJEAN

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL LA COMMUNICATION A PARTIR D'UN MICRO N° spécial Septembre 87



Economie

M. Jérôme Seydoux détient désormais une minorité de blocage dans le groupe lainier Prouvost

Nouvel épisode dans le feuilleton boursier de l'été. Les Chargeurs SA, présidés par M. Jérôme Seydoux, ont porté de 24,84 % à 36,37 % leur participation dans Prouvost, membre au français du textile. Face à eux, le président de Prouvost, M. Christian Derveloy, contrôle directement ou indirectement 34 % à 35 % du groupe lainier, à l'issue d'une complexe opération de versement qu'il a menée dans l'une des sociétés holding actionnaires de Prouvost (Le Monde daté 30-31 août).

Après le défection de certains membres des familles Prouvost et Lefebvre, qui ont vendu leurs titres aux Chargeurs, les deux hommes se

trouvent donc face à face : chacun détient une minorité de blocage (33,33 %) peut donc gêner sérieusement son adversaire qui ne peut faire l'économie d'une entente, sauf à déclarer une guerre totale et à tenter par tous les moyens d'acquiescer le maximum d'actions du groupe. Une bataille qui serait extrêmement coûteuse, compte tenu de l'envolée des titres (220 F à la mi-juin et 471 F le 1^{er} septembre).

M. Jérôme Seydoux, l'attaquant, semble l'aitiller l'envoi compris il fait une ouverture en direction de M. Derveloy en déclarant que son « intention est de poursuivre les conversa-

tions » engagées ces derniers jours avec le président de Prouvost.

Alors que les petits actionnaires sont réduits à un rôle de spectateurs dans cette bataille boursière et que l'inquiétude domine chez les salariés du groupe (Le Monde Affaires du 5 septembre publiera un article sur les réactions des salariés de Prouvost), le sort du numéro un français du textile est plus que jamais incertain. Le groupe tirera-t-il un quelconque bénéfice de cette guerre pour son contrôle dans le plus pur style des raids américains ?

F. V.

Sur plus de six cents vols hebdomadaires

Air France « casse » ses tarifs européens pour les jeunes

Par la voix de son délégué général pour la France, M. Denis Dejean, la compagnie Air France proclame sa vocation européenne dans la perspective du grand rendez-vous de 1992, date de la mise en place d'un marché unique, en créant une dynamique nouvelle, sur un thème mobilisateur : « Jeunes d'aujourd'hui, découvrez votre Europe de demain ! »

A cet effet, Air France propose aux jeunes de moins de vingt-cinq ans de nouveaux tarifs, inférieurs de 20 % à 30 % aux prix actuellement les plus avantageux, c'est-à-dire aux tarifs « vacances ». Ces tarifs aller simple sont valables tous les jours de la semaine, toute l'année. Dès aujourd'hui, 71 liaisons sont concernées (37 au départ de Paris et 34 au départ de cinq métropoles régionales : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, vers 13 pays européens).

Les tarifs jeunes sont proposés sur tous les vols d'Air France ainsi que sur les vols des compagnies partenaires étrangères desservant les liaisons concernées. Ainsi, pour chaque destination, les jeunes auront le choix du jour de la semaine (au moins un vol quotidien sur la plupart des lignes), voire de l'heure pour les vols quotidiens. Au total, ces tarifs seront applicables sur plus de 600 vols hebdomadaires de la compagnie nationale.

Il en coûtera, par exemple, 345 F pour se rendre de Paris à Amsterdam, 295 F pour Genève, 395 F pour Londres, 595 F pour Berlin, 695 F pour Vienne (Autriche), 295 F pour Bruxelles, 750 F pour Copenhague, 695 F pour Madrid, 645 F pour Dublin, 795 F pour Rome, 765 F pour Lisbonne et 990 F pour Stockholm. Un Bordeaux-Madrid coûtera 395 F, un Lyon-

Amsterdam ou Barcelone 545 F, un Marseille-Palma ou Barcelone 395 F, un Nice-Genève 445 F (525 F pour Rome) et un Toulouse-Genève 445 F.

Seule contrainte : la réservation, l'émission et le paiement devront être effectués en même temps, la veille du jour du départ pour l'aller, sauf pour un vol le dimanche ou le lundi, pour lequel ces opérations pourront être faites le vendredi. Une façon comme une autre de remplir les sièges vides, même si la compagnie explique répondre ainsi aux attentes d'une clientèle qui se décide souvent au dernier moment. Elle souligne la faculté nouvelle d'acheter un aller simple. A noter, sur ce point, que l'achat d'un aller-retour devra être effectué en France pour les vols à destination de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Suisse et des pays scandinaves, qui, pour le moment, ne pratiquent pas ces tarifs « jeunes » sur leur marché national. Preuve que tout ne va pas encore pour le mieux dans l'Europe des airs.

PATRICK FRANCÉS.

● Billets « super-légers » à Air-Inter. — A partir du lundi 7 septembre, les bas tarifs offerts aux jeunes de moins de vingt-cinq ans et aux étudiants de moins de vingt-sept ans pendant certaines périodes sont prolongés toute l'année. Sur les vols « bleu » du mercredi, du jeudi, du vendredi matin et du dimanche matin, les prix des billets sont inférieurs de 60 % à 68 % au plein tarif et de 20 % par rapport au tarif le plus bas. Ainsi, un aller simple Marseille coûte aux jeunes 263 F au lieu de 328 F pour le tarif « bleu » et 733 F pour le plein tarif.

Les « usines tournevis » sous surveillance

La Commission européenne ouvre une nouvelle enquête anti-dumping

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne a ouvert, le 1^{er} septembre, une enquête anti-dumping à l'encontre des ventes japonaises de machines à écrire électroniques et de photo-copieuses. L'action des instances communautaires, saisies par plusieurs sociétés de la CEE, dont la française Moreau, s'effectue au titre de la nouvelle législation, adoptée en juin dernier par les Douze, pour contrôler les opérations dites « usines tournevis » construites ces dernières années par les entreprises nipponnes dans les Etats membres afin de mon-

ter sur place les pièces expédiées du Japon.

Avant la nouvelle réglementation, la Communauté ne pouvait appliquer des droits anti-dumping que sur les produits finis. Les exportations japonaises ont ainsi été pénalisées en 1985 par les machines à écrire et en 1986 par les balances. Aujourd'hui il s'agit d'apprecier s'il y a lieu de taxer les pièces détachées destinées à être assemblées dans les unités de montage installées par le Japon.

Les firmes nipponnes visées sont : Brother, Canon, Matsushita, Sharp, Toshiba, Silver Seiko et Tokyo Electronic, qui tentent de conquérir le marché européen estimé à 100 millions de dollars par an.

M. S.

Le déclin de l'empire du Nord

LILLE (de notre correspondant)

Une page se tourne avec la partie de bras de fer qui oppose MM. Christian Derveloy et Jérôme Seydoux pour le contrôle de Prouvost SA, le premier groupe textile français. Une grande famille textile du Nord, qui avait su, depuis plus d'un siècle, garder pied dans la profession, développer ses usines en France et dans le monde, multiplier ses activités et qui y demeurait intimement liée, que ce soit par la présence de certains de ses membres à des postes-clés du groupe ou par sa participation au capital, passe aujourd'hui la main. Au 31 décembre 1986, les familles Prouvost-Lefebvre détenaient encore 29 % du capital. Elles n'en contrôlaient plus que 13 %.

C'est le fin d'une histoire, commencée le 28 avril dernier, quand un Piper-Aztec s'élevait dans le brouillard contre une colline, à un mille de kilomètres au sud de Buenos-Aires, en Argentine. Dans cet accident, Albert Prouvost, à l'époque à la tête de la Laine, est mort à quatre-vingt ans, lui qui que Christian Derveloy considérait comme son numéro 2 au sein du groupe et dont le caractère semblait devoir s'inscrire dans la lignée des grands linniers à l'origine de cet empire qui porta encore le nom de Prouvost.

L'aventure commença en 1851, quand Amédée Prouvost fonda, rue Cartigny, à Roubaix, le Peignage Amédée, qui deviendra le plus important du monde. Elle prend un tour nouveau, un demi-siècle plus tard : le Peignage Amédée a alors atteint son développement maxi-

mum, pouvant traiter la laine de soixante mille moutons par jour, mais travaillant encore à façon et de manière irrégulière.

Albert et Jean Prouvost, les petits-fils du fondateur du Peignage, qui ont déjà pour associé Edmond Lefebvre, rêvent, écrit plus tard Jean Prouvost, d'« échapper aux règles étroites de l'entreprise familiale, de sortir de l'isolementisme du peignage à façon pour entrer dans la grande compétition de la filature, de la bonneterie et de la draperie ».

L'aîné, Albert Prouvost, a la responsabilité de l'affaire familiale et conserve la direction du Peignage. Il crée, avec les Lefebvre, une maison de négoce de laine, Prouvost et Lefebvre (1919), qui permet d'assurer la fourniture de la matière première à partir de tous les grands élevages du monde, en particulier d'Australie.

Les désirs de la machine

Jean Prouvost, lui, s'est lancé dans « son » aventure dès 1910 en créant la Laine : deux bâtiments d'usine construits en briques, à l'est de Roubaix, sur des champs de blé et de betteraves, qui courent jusqu'à la Belgique toute proche.

La première guerre mondiale rend les débuts difficiles. Mais après 1918, c'est l'envol vers la prospérité : à la fin de la Laine de Roubaix, un roi du textile, donnant du travail à près de 15 000 personnes et vendant à l'étranger une grosse moitié de sa production.

La réussite d'un homme, mais plus largement d'une équipe. Car

Jean Prouvost se fit entourer de cadres de haut niveau... Il fait appel à des ingénieurs des Arts et Métiers, à des polytechniciens, même étrangers à la région. Des embauches qui choquent à l'époque, mais qui sont sans doute la clé du succès. Un succès qui porte les noms des laines à tricoter Pingouin dans l'entre-deux-guerres, et après-guerre de Stemm (les chaussettes), des tricots Rodier, de Korigan, etc. Un succès qui porte aussi les noms de Paris Soir, de Match puis Paris-Match, de Marie-Claire et de Télé Sept Jours... car Jean Prouvost, c'est aussi comme Bousset un magnat de presse.

Un secret ? « Ce grand bourgeois, répond Marc Midol, l'un des amis les plus intimes et le collaborateur le plus proche de Jean Prouvost, analysait magnifiquement les désirs de la masse. Il avait pour cela un véritable don. C'est ainsi qu'au début de sa carrière, il a lancé Pingouin et, à la fin de sa vie, Télé Sept Jours ». Un secret, des recettes aussi : la publicité et le sens du commerce. C'est lui qui lancera, bien avant l'heure, les magasins en franchise pour diffuser sa laine à tricoter Pingouin : 112 000 pelotes vendues en 1926, plus de 15 millions en 1931, 35 millions en 1937... et 95 millions en 1960!

Pendant ce demi-siècle d'expansion, les deux branches de la famille ont chacune la maîtrise de leurs activités, même si les capitaux sont à participations croisées. Elles se rejoignent en 1980 quand, sous la houlette de M. Christian Derveloy, les activités de négoce, de Peignage et la Laine fusion-

nent pour former le groupe Prouvost SA.

Disparu en 1978, Jean Prouvost n'avait eu qu'un fils, Jacques, mort en 1980. Il laissait cinq filles, dont Evelyne Prouvost, qui dirige le groupe Marie-Claire. Rapidement, elles allaient céder leurs participations au capital de Prouvost SA en vendant leurs actions à la SAFIT, une des holdings contrôlées par M. Derveloy. Ainsi disparaissait du textile roubaissien la branche Jean Prouvost, lequel s'était montré dans sa vie plus parisien qu'attaché au Nord.

Leadership sur la famille

Son frère Albert Prouvost, en revanche, manifeste un grand attachement à la région. Il fut ainsi à l'origine de la création des CIL (comités interprofessionnels du logement). Son fils Albert, également, qui dirige le Peignage jusqu'en 1980 et se fit promoteur des arts dans la région en créant la Fondation Septentrion.

Ce dernier eut cinq enfants, deux filles et trois garçons, dont Albert-Bruno Prouvost, disparu en Argentine en avril dernier. Les deux autres, Olivier et Guislaïen travaillent dans le groupe, le premier aux Etats-Unis, le second en France, mais ils ne sont pas à des postes-clés comme l'était Albert-Bruno à la tête de la division peignage depuis 1981. Sans conteste, celui-ci exerçait au sein du groupe familial une sorte de leadership. Il est possible que sa disparition brutale ait « déstabilisé » l'ensemble, créant ainsi une situation favorable à une offensive de M. Seydoux.

JEAN-RENÉ LORE.

SOCIAL

Les élections prud'homales du 9 décembre

13 402 000 électeurs déjà inscrits

Selon des résultats encore provisoires publiés le 1^{er} septembre par le ministère des affaires sociales, 13 402 000 électeurs (employeurs, salariés et demandeurs d'emploi) sont inscrits pour les élections prud'homales du 9 décembre.

Par rapport aux 14 671 000 électeurs inscrits lors des précédentes élections prud'homales de 1982, ce chiffre provisoire est jugé « satisfaisant », compte tenu de la baisse de la population active observée entre 1982 et 1987.

Au cours de ces cinq années, le nombre d'employeurs a diminué de 30 000, le nombre d'emplois salariés de 450 000, alors qu'on a enregistré une augmentation de 461 000 emplois de 196 000 préretraités et de 710 000 demandeurs d'emploi.

Les syndicats américains de l'automobile font de Ford le test des négociations salariales

Ford a été retenu comme « cible » pour les négociations nationales sur le renouvellement des conventions salariales avec les constructeurs automobiles américains, a annoncé, le 31 août, M. Owen Bieber, président du syndicat de l'automobile UAW. Si aucun accord n'est trouvé d'ici au 14 septembre prochain — date d'expiration des conventions de trois ans chez Ford et General Motors — les salariés de Ford se mettront en grève.

En revanche, si les négociations, commencées en juillet, aboutissent à un accord, celui-ci servira d'exemple pour les négociations avec les autres constructeurs.

Pour un responsable syndical de l'UAW, Ford « connaît moins de problèmes ». Par ailleurs, General Motors, souvent choisie comme « cible », a mis au point les contrats les deux dernières fois. Quant aux conventions avec Chrysler — la « cible » de 1985 — elles n'expirent qu'en 1988.

MAGNIN-CORDELLE AGENTS DE CHANGE

ONT LE PLAISIR DE VOUS FAIRE PART DE LEUR NOUVELLE ADRESSE :

89, RUE LA BOETIE 75008 PARIS

TÉL. : (1) 45.63.13.13
TELEX : 649 832

CENTRALE NUCLEAIRE DE NOGENT : TCHERNOBYL-SUR-SEINE UN SCENARIO FOU!

SCIENCE & VIE

ication

à M. Pierre Fabre

Les relations de... M. Pierre Fabre... (Texte très flou et partiellement coupé)

neur du Cyclo-3

2 000 emplois... (Texte très flou et partiellement coupé)

Grand Vallis... (Texte très flou et partiellement coupé)

ruit d'été de Carcaas-Ma...

l'information locale en question

Radio... (Texte très flou et partiellement coupé)

INATEUR VIDUEL... (Texte très flou et partiellement coupé)

SCIENCE & VIE... (Texte très flou et partiellement coupé)

Economie

AFFAIRES

La confirmation du changement de statut de Renault

Mardi 1^{er} septembre, les usines Renault rouvraient leurs portes. Mis à part les représentants syndicaux, les ouvriers ne semblaient guère émus par la lettre que le PDG de la Régie, M. Raymond Lévy, leur avait adressée pour confirmer le projet de changement de statut de la Régie en société anonyme (le Monde du 2 septembre). Pour sa part, la CGT-Renault, par un communiqué de M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de Renault-Billancourt, a réagi à cette lettre en affirmant que « le personnel y perdra son statut social, et le pays un outil qui constitue (...) un atout prestigieux ». Pour la CGT, « il y a une volonté affirmée du gouvernement de privatiser Renault », M. Lévy indiquait pourtant dans sa lettre que le changement de statut « ne remettrait pas en cause le caractère national de l'entreprise », et M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a réaffirmé mercredi sur RMC que la privatisation de Renault « n'est pas à l'ordre du jour ».

A Boulogne-Billancourt : « On a parlé des vacances »

Le futur changement de statut de Renault ? « Moi, je tourne, je tourne. Jusqu'à ce qu'il m'arrive quelque chose... » On, mais les nouveaux efforts que la direction lui demande de consentir ? « C'est un problème de syndicats et de politique française », conclut cet ouvrier portugais de Boulogne-Billancourt. Les employés de la première équipe sortent, l'air « déjà... » harassé. Ont-ils parlé de la lettre du PDG, des changements à venir ? « Vous savez, tout le monde n'est pas encore rentré, et puis il y a le syndicat qui doit consulter... », déclare un ouvrier. Pour un autre, et pour la majorité semble-t-il, le problème ne se pose même pas : « Vous savez, la rentrée ça n'a jamais été très drôle comme

moment... Alors plutôt que de s'embêter avec ces choses-là, on a préféré parler de nos vacances ! » Ce n'est quand même pas l'avis de tous : ils sont trois à rentrer ensemble dans l'usine et à exprimer le même sentiment, le ras-le-bol : « Y'en a marre de se faire serfer la vis, on ne nous propose rien, on nous l'impose ! », rage le plus jeune des trois. A l'avenir, mais il sait bien qu'il n'est pas représentatif, ce cadre supérieur pour qui le changement de statut « ne pose aucun problème, bien au contraire... » « Nous ne sommes pas au bout du chemin, dit-il, et nous n'avions pas le choix. Il faudra encore faire de nouveaux sacrifices... »

E. H.

Au Mans : les jeunes s'en moquent

LE MANS de notre correspondant

Que leur PDG se fonde d'une lettre personnelle pour les préparer à l'avènement d'un « nouveau Renault », les salariés du Mans n'en sont pas rassurés pour autant. Elle suscite plus d'interrogations qu'elle n'apporte de réponses, cette lettre de M. Raymond Lévy. Une réflexion résume toutes les autres : « Finalement, à quelle sauce va-t-on être mangés ? »

Il y a bien sûr les plus jeunes, qui un changement de statut de la Régie n'inquiète pas plus que ça : après tout, bien des salariés du privé sont dans une situation aussi enviable que la leur. La vieille garde, elle, rechigne, persuadée que c'est le pro-

cessus de privatisation qui risque ainsi d'être enclenché : un nouveau statut social et juridique, pensent-ils, aura forcément des conséquences sur le personnel et l'accord d'entreprise, quoi qu'en dise le PDG.

« Vigilance » ont aussitôt prévenu CGT et CFDT dans leurs tracts, mardi... en attendant d'être plus amplement informés. La CGT, pour souligner que se met ainsi en place le processus qu'elle dénonçait déjà lors de son combat perdu d'il y a deux ans contre Georges Besse, et au donnant rendez-vous au 1^{er} octobre. La CFDT, pour dénoncer « une volonté de politique politicienne plus qu'économique, destinée à flatter l'électorat de la droite ».

ALAIN MACHEFER.

Les bons résultats de RVI

Les camions ont un temps d'avance

Renault-Véhicules industriels (RVI), filiale poids lourds de la Régie, a une longueur d'avance sur la maison mère. Engagée avant celle de l'automobile, mais dans un secteur encore plus difficile, la restructuration a permis, dès cette année, d'engager un processus de privatisation partielle avec l'ouverture du capital aux trois grandes banques françaises, dans le cadre de la reconstitution des fonds propres (le Monde du 27 mai). Et Philippe Gras, son PDG, étudie désormais les moyens de faire profiter les salariés du redressement de l'entreprise, éventuellement avec une participation au capital, à l'image des autres groupes publics privatisés ou en voie de l'être. Une façon de compenser la poursuite de l'effort demandé au personnel, après les gains de productivité de 40 % réalisés en quatre ans.

« Je me méfie de l'effet démolisseur d'un premier résultat bénéficiaire après des années de pertes », remarque M. Gras, qui compte annoncer un léger profit pour 1987. Au premier semestre, l'ensemble

RVI-Mack (la filiale américaine détenue jusqu'au 30 juin dernier par la Régie et depuis par RVI) a affiché un résultat positif de 30 millions de francs (50 millions de pertes pour RVI : 80 millions de bénéfices pour Mack).

Mais le PDG vise plus haut : le milliard de francs de bénéfices d'ici deux ans. Pour mobiliser les énergies, le mot d'ordre n'est plus à la restructuration mais au grand marché européen de 1992 et à toutes les menaces dont il est porteur. RVI traîne un lourd handicap par rapport à ses concurrents : son endettement de 6,8 milliards (en consolidé à fin juin 1987), réduit de 2 milliards grâce à l'apport de capitaux de la maison mère, mais qui engendre encore des frais financiers représentant 3,7 à 3,8 % du chiffre d'affaires (17 milliards de francs en 1987).

« Iveco, la filiale poids lourds de Fiat, n'y consacre que 1,5 à 1,7 % de son chiffre d'affaires. Quant aux suédois Volvo et Scania ou l'allemand Mercedes, ils n'en ont pas », souligne M. Gras.

C. B.

GUANGZHOU
Produits à l'Exportation
Exposition '87

La meilleure occasion d'avoir un contact direct avec des représentants commerciaux de la Chine.

La ville de Guangzhou est le centre politique, économique et culturel de la Province de Guangdong. Elle est également le port le plus important de la Chine méridionale.

C'est la toute première fois que Guangzhou organise une exposition de produits à l'exportation en Europe occidentale. Les vendeurs de produits peints ont plus de 100. Elles comprennent des appareils électroménagers, des jouets, des vêtements, des marchandises générales, des produits de l'industrie, des produits chimiques, pharmaceutiques et des médicaments, des articles en caoutchouc, des équipements pour les machines, des métaux et des minéraux.

des produits alimentaires, des produits nationaux de Chine et des sous-produits d'origine animale, etc.

Les représentants commerciaux d'autres pays sont cordialement invités à nous rendre visite pour voir quelles sont les possibilités du marché.

Date : du 14 au 23 septembre 1987.
Emplois : Chine United Trading Corp.
GMBH (China Trade Centre in Western Europe)
Adresse : 3rd Floor, Hongkonger Strasse 11
2000 Hamburg 76, R.F.A.
Tel. : (040) 2710358, 2710378

ETRANGER

Les banques centrales continuent de soutenir le dollar

Après avoir sensiblement baissé, le mardi 1^{er} septembre en début de soirée, à New-York, le dollar s'est ensuite redressé sous l'effet des interventions des banques centrales, mais sans regagner tout le terrain perdu. Le mercredi 2 septembre, la devise américaine se situait encore en retrait par rapport aux niveaux atteints la veille sur les diverses places occidentales. Elle s'est ainsi échangée à 6,0510 F (contre 6,0565 F mardi à Paris), à 1,8090 DM (contre 1,8116 DM) et à 141,20 yens (contre 141,60 yens).

Une fois encore, la Banque du Japon et la Bundesbank, se conformant aux accords dits du « Louvre » conclus en février dernier à Paris, auraient acheté du dollar. Mais seule la Banque nationale suisse, qui n'est pas partie à l'accord, a reconnu officiellement avoir acheté du dollar. Les interventions, de l'avis des spécialistes, n'ont pas été importantes.

La croissance économique se poursuit aux Etats-Unis

M. Yeutter ne croit pas à une réduction du déficit commercial américain

Aux Etats-Unis, l'indice composite des principaux indicateurs économiques a augmenté de 0,5 % en juillet, selon les statistiques publiées, le mardi 1^{er} septembre, par le département du commerce. C'est la troisième fois consécutive qu'augmente cet indice censé annoncer le croissant économique au cours des prochains mois. L'indice de juin a lui-même été révisé en hausse : 1 % au lieu de 0,8 %. Ainsi se poursuit aux Etats-Unis une phase de croissance amorcée il y a cinq ans et qui surprend par sa durée.

De son côté, le Conférence Board, le principal institut patronal d'études économiques, table sur un taux de croissance de 3 % au second semestre. Mais les prix à la consommation devraient s'accroître — modérément — sur cette période pour atteindre 5,5 % d'ici à décembre prochain, entraînant une petite tension sur les taux d'intérêt. Selon cet institut, les bénéfices nets des entreprises américaines augmentent de 20 % par rapport à la même période en 1986 (+ 13 % après impôt).

Ces nouvelles plutôt bonnes ont été quelque peu assombries par la déclaration de M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de M. Reagan pour le commerce international, qui, dans une interview à l'agence de presse Reuters, a avoué qu'il ne prévoyait pas de réduction importante du déficit commercial américain, cette année. Tout au plus s'est-il exprimé l'espoir que le déficit record de 1986 (qui avait atteint 156,2 milliards de dollars) ne serait pas dépassé, comme cela a été le cas chaque année depuis 1982.

M. Yeutter a répété que le Japon et l'RFA devaient stimuler leur économie pour acheter davantage, et a ajouté que la taxation de 100 % imposée, en avril, par le président Reagan aux téléviseurs et aux ordinateurs personnels japonais ne serait pas levée prochainement.

REPÈRES

Croissance

+ 1,5 %
au premier trimestre en RFA

Le produit national brut (PNB) de la RFA a augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre 1987 par rapport au premier trimestre. La croissance a donc été de 1,5 % au premier semestre 1987 par rapport à la même période de 1986.

Paiements extérieurs

Mauvaise surprise pour les Britanniques

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est nettement dégradée en juillet, avec un déficit de 310 millions de livres, contre 140 millions le mois précédent (chiffre révisé). Selon les statistiques publiées mardi 1^{er} septembre par le ministère du commerce et de l'industrie, la dégradation de juillet est due à la progression du déficit de la balance commerciale, passé de 740 millions de livres en juin à 910 millions le mois suivant, les importations ayant plus augmenté que les exportations.

Les chiffres de juillet ont beaucoup surpris les milieux financiers. Ceux-ci s'attendaient à une nouvelle réduction du déficit de la balance des paiements courants, qui aurait confirmé l'amélioration du mois de juin, après le déficit considérable de 527 millions de livres du mois de mai. Cette dégradation donne raison aux pouvoirs publics, qui avaient rassuré, début août, leur politique monétaire.

Chômage

Baisse au Portugal

Le chômage au Portugal, au deuxième trimestre, est tombé à son plus bas niveau depuis quatre ans, avec un taux de 8,5 % de la population active contre 9,6 % il y a un an à la même époque. Fin juin, il y avait 367 700 chômeurs au Portugal.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Siemens envisage d'entrer dans le capital de Telet

Siemens, la puissante firme allemande de l'électronique et des télécommunications (184 milliards de francs environ de chiffre d'affaires), envisage d'élargir ses activités sur le marché italien des télécommunications et, pour ce faire, d'entrer dans le capital de Telet, numéro un transpénin dans cette industrie.

Selon son porte-parole, l'opération n'est cependant pas réalisable immédiatement, compte tenu du tour de table de cette entreprise. Résultat de la fusion de Telettra (groupe Fiat) avec Italtel (société nationale italienne de télécommunications), Telet est contrôlée par le constructeur de Turin (48 %) et le holding public italien STET (48 % également). Le Mediobanca détient les 4 % restants. Ce groupe possède plus de la moitié du marché des télécoms de la péninsule. D'où la convoitise de Siemens, dont l'intant sur ce marché se limite pour l'instant à 12,9 % (2,4 % directement et 10,5 % par sa filiale GTET). Siemens compte cependant sur ses accords technologiques conclus avec l'ancienne Italtel dans les centraux électroniques, toujours d'actualité, pour arriver à ses fins.

Equipement automobile : Jaeger et Veglia fusionnent

Jaeger (Matra) et Veglia fusionnent toutes deux filiales d'UFIMA — groupe commun à Matra et à Fiat dans les carburateurs et l'instrumentation automobile — fusionnant leurs activités ainsi que celles de leurs filiales respectives. La fusion, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1987, se fera par absorption des sociétés par Jaeger SA, qui verra, au terme de l'opération, son capital porté à 221,7 millions de francs. La nouvelle entité Jaeger, dont les capitaux seront renforcés de façon importante d'ici à la fin de l'année, représentera un chiffre d'affaires proche de 2,3 milliards de francs en 1987.

Selon une étude de la banque National Westminster

La croissance économique reste forte dans la zone Asie-Pacifique

La Corée du Sud, Taiwan et Hongkong vont encore enregistrer une forte croissance en 1987, malgré une décélération par rapport à 1986, tandis que les autres pays de la zone Asie-Pacifique (à l'exception du Japon et de la Chine) connaîtront cette année une nette reprise, selon une étude qui vient d'être publiée par la banque National Westminster.

Le taux de croissance du Japon restera faible en 1987 et en 1988 : 2,5 %. La Chine, menacée de surchauffe après une progression de 12 % en 1984 et de 12,3 % en 1985, connaîtra une hausse ralentie : 6 % en 1987, probablement 5,5 % en 1988.

Les autres pays de la zone enregistreront, au contraire, une accélération de leur croissance en 1987, avec le redressement des cours de leurs matières premières, notamment du pétrole (Indonésie, Malaisie) et le développement de leur infrastructure industrielle.

— (AFP.)

VIETNAM

Le nouveau premier ministre dresse un sombre bilan de l'économie

Hanoï. — L'économie vietnamite se porte mal, l'inflation poursuit sa course folle et la population vit de moins en moins bien : tel est en résumé le bilan dressé par M. Pham Hung, dans un long discours prononcé, le mardi 1^{er} septembre, la veille de la fête nationale. Le premier ministre, élu en juin dernier à ce poste à l'âge de soixante-cinq ans, n'a pas mâché ses mots : « Jusqu'à présent, aucun changement positif n'a été obtenu dans le domaine de la répartition et de la circulation des marchandises. Les prix continuent d'augmenter rapidement, le déficit budgétaire et les dépenses militaires ont augmenté. La vie des travailleurs, et surtout celle des forces armées, devient plus difficile. »

M. Pham Hung a rappelé que les insectes et la sécheresse ont provoqué la perte de plus de 1 million de tonnes de paddy pendant la récolte d'hiver-printemps, la plus importante dans le nord du pays. L'objectif pour cette récolte avait été fixé à 7,2 millions de tonnes de paddy. Dans le domaine industriel, il a noté

toutefois une légère amélioration : la production, a-t-il dit, s'est accrue à un rythme normal, grâce à une meilleure fourniture de matériel, de matières premières et d'énergie, notamment dans le secteur des biens de consommation, l'une des priorités du Vietnam.

Représentant les thèmes développés lors du troisième plénum du comité central du PC, qui vient de se tenir à Hanoï, M. Pham Hung a réaffirmé la nécessité de « passer définitivement et totalement du mécanisme de centralisme bureaucratique à la comptabilité socialiste », et d'accorder une autonomie totale aux entreprises. Le « centralisme bureaucratique » désigne le système de subventions accordées aux entreprises déficitaires, qui grève depuis des années le budget de la nation. Les entreprises étatiques devront à présent être responsables de leurs profits et de leurs pertes, sous le nouveau régime de la « comptabilité socialiste ». A ce sujet, le premier ministre a insisté sur la réduction du déficit budgétaire, afin de parvenir à l'équilibre d'ici à 1990. — (AFP.)

GOVERNO QUERCIA

AVIS ADDITIONNEL

AVIS ADDITIONNEL A LA CONVOCATION PUBLIQUE POUR L'APPROVISIONNEMENT D'UNE SOUS-STATION MOBILE DE 25/30 MVA, 138/13,8-11,5 kV.

II ADDITION CONVOCATION PUBLIQUE 8754

Il a été convenu de reporter au 16 octobre 1987 la date de réception des documents et des propositions de cet appel d'offres.

Francisco Rodolfo Almeida
Directeur Administratif

CESP Companhia Energética de São Paulo

SECRETARIA DE OBRAS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société nationale des télécommunications de Sénégal (SONATEL), 6, rue Wagane-Diouf, lance un appel d'offres internationaux pour l'équipement du centre de contrôle et de mesure de Youbeul en matériel complémentaire.

Les adjudications se feront par lot comme indiqué ci-dessous :

Lot 1 : une radiogoniométrie fixe.
Lot 2 : deux radiogoniométries mobiles.
Lot 3 : deux stations radiolocalisation par satellite.
Lot 4 : deux récepteurs HF.
Lot 5 : deux récepteurs VHF/UHF.
Lot 6 : une antenne rotative — une antenne omnidirectionnelle — un système de communication.
Lot 7 : un magnétophone à cassette.
Lot 8 : un moyen de communication entre des stations fixes et des stations mobiles.
Lot 9 : un analyseur de spectre.
Lot 10 : un oscilloscope.
Lot 11 : un lot d'équipements divers — un fréquencesmètre — un générateur de signaux.

Les propositions seront accompagnées d'une caution provisoire d'un montant de 5 000 000 F CFA comme indiqué dans le cahier des charges.

Les documents peuvent être retirés dès la publication du présent avis à la SONATEL, 6, rue Wagane-Diouf, 3^e étage, Dakar, République de Sénégal contre un chèque barré de 25 000 F CFA libellé au nom de SONATEL.

Les offres seront déposées au secrétariat de la direction de l'Administration et des finances de la SONATEL, 6, rue Wagane-Diouf, 3^e étage à Dakar, République de Sénégal au plus tard le 30 novembre 1987, à 10 heures précises.

Toute soumission présentée après cette date ne sera pas acceptée.

ALASSANE DIALY NDIAYE,
Directeur général
de la SONATEL.

لدينا في الجزائر

Les 1000 milliards

Economie

Marchés financiers



REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Japon : forte monnaie pour pauvres gens

TOKYO de notre correspondant

En termes statistiques, il n'y a guère de doute : le Japon est riche. N'est-ce pas le premier pays créancier du monde ? N'a-t-il pas les réserves de devises les plus élevées des nations industrialisées ? Ne dégage-t-il pas chaque année des excédents commerciaux records ?

qui a fait fortune est et a reporté des fortunes à la société de pêche qui en a eu l'idée. A la télévision, on fait chaque soir de la publicité pour des appareils électroscopiques permettant de faire se-tout-son-pain, ce qui ne manque pas de piquer dans un pays où la civilisation a été profondément marquée par la culture du riz. A croire que les Japonais ne savent comment dépenser leur argent.

Frénésie et paradoxes

La richesse japonaise - bien réelle - n'est pas sans paradoxes. Ainsi, les statistiques de ces derniers mois indiquent-elles une augmentation de la consommation de 3 %. Les ventes de voitures, de téléviseurs, de matériel électronique en particulier connaissent un véritable boom qui se produit en dépit de la plus faible augmentation des salaires (3,6 %) intervenus depuis vingt-deux ans, compensée par les profits obtenus sur un effervescent marché boursier.

150 yens. Mais s'il veut acheter ce qu'un Américain peut s'offrir avec 1 dollar, il devra déboursier 230 yens. Le revenu moyen d'un ménage japonais est actuellement de 26 700 dollars, soit 3 000 dollars de plus que son homologue américain, mais le prix des denrées alimentaires est 2,5 fois plus élevé sur l'archipel qu'aux États-Unis. Le riz coûte, par exemple, 8,5 fois plus cher et la viande de bœuf 5,9 fois plus qu'en Australie. Le pouvoir d'achat des « riches Japonais » est ainsi fortement réduit par le coût de la vie, mais aussi par des contraintes qui les obligent à épargner.

« Prenez des vacances, ce sera la preuve de votre compétence. Ce slogan du ministre du travail, comme celui qui avait fleuri l'année dernière (« Travaillez moins, profitez plus de la vie »), n'a guère eu d'effets. Le nombre des jours de vacances pris cet été par les salariés japonais n'a augmenté que marginalement, passant de 5,3 jours à 5,4 jours. Les Japonais ne sont pas plus obsédés de travail que d'autres, et 60 % d'entre eux sont favorables à l'idée de prendre davantage de congés. Mais les raisons avancées pour ne pas en prendre plus sont nombreuses. La concurrence au sein de l'entreprise est telle que les salariés craignent d'être pénalisés dans la course à la promotion. Beaucoup estiment également ne pas avoir assez d'argent disponible (en moyenne, un ménage dispose de 123 000 yens pour ses vacances) (1).

2 100 heures par an, en moyenne, une durée qui, depuis dix ans, n'a pas varié, bien que le fameux rapport Madaeva (1985) sur les orientations à donner à l'économie japonaise recommande de limiter le nombre d'heures de travail annuel à 1 800.

Le retraité, l'éducateur

A ces contraintes en matière de durée du travail s'ajoutent d'autres, qui font que les Japonais ne sont pas aussi riches que le donne à penser la force de leur monnaie. « De grands épargnants », dit-on, évitant la paranoïe traditionnelle dont les Japonais auraient fait preuve au cours de leur histoire, autre explication peu élogieuse mais que l'on aime bien ressasser. En 1986, selon la Banque du Japon, l'épargne a augmenté de 10,3 %. Chaque Japonais a épargné 16 yens sur 100 yens gagnés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLACEMENT PREMIER Société d'investissement à capital variable Situation au 30 juin 1987

PLACEMENT A Société d'investissement à capital variable Situation au 30 juin 1987

PLACEMENT COURT TERME Société d'investissement à capital variable Situation au 30 juin 1987

Deuxième facteur obligé à épargner : l'éducation des enfants. La compétition contraint beaucoup de parents à envoyer leur progéniture dans des établissements privés. Même lorsque les enfants vont dans des établissements publics, il faut leur faire suivre des cours supplémentaires pour les mettre à flot. Ces cours peuvent coûter jusqu'à 300 000 yens (environ 13 000 francs) pour une session de six semaines.

PARIS, 2 septembre ↓ Hésitation

Après une séance de stabilisation, la Bourse de Paris a légèrement reculé mercredi. Affichant -0,80% à l'ouverture, l'indicateur de tendance se reprénaît et clôturait à -0,37%. Le recul brutal de Wall Street, qui a perdu près de 60 points le 1er septembre, a entraîné quelques inquiétudes chez les investisseurs. Si la crainte d'une contagion de la baisse régnait en fin de matinée sur le marché, la confiance revenait lentement au fur et à mesure du déroulement de la séance officielle. Toutefois, l'hésitation reste de mise dans un marché qui demeure actif mais où les acheteurs anglo-saxons sont en moins grand nombre que la semaine dernière.

NEW-YORK, 1er sept. ↓ Baisse spectaculaire

La Bourse de New-York a plongé de façon spectaculaire mardi, en fin d'après-midi. L'indice Dow Jones a baissé de 51,98 points, pour s'établir à 2 610,98. L'ampleur de cette baisse avait été dépassée seulement quatre fois dans toute l'histoire de Wall Street. Le volume des échanges a atteint 193,45 millions de titres, contre 165,81 millions le jour précédent. Le nombre des baisses (1 197) a été deux fois plus important que celui des hausses (420), et 352 titres ont été échangés. Les ventes massives qui ont entraîné cette chute brutale ont été déclenchées par les inquiétudes nourries sur la situation économique. Les derniers indicateurs sont très décevants (voir d'ordre pour les numéros, données enroulées en circuit, apportées que le président Reagan avait eu une crise cardiaque. Par réaction, le marché obligataire s'est abîmé, entraînant encore un pessimisme ambiant. Pour contraindre le tout, l'une des principales actions, qui occupent l'index Dow Jones, IBM, a coté près de 6 dollars à 162,7 dollars, entraînant ainsi son effacement de nombreuses autres valeurs de la cote.

Table of stock market values with columns for Valeurs, Cours du 21 sept., and Cours du 1er sept.

CHANGES Dollar : 6,0510 F ↓

Le dollar a encore perdu un peu de terrain mercredi 2 septembre sur les grands marchés. Il a coté 6,0510 F (contre 6,0565 F) et 1,8090 DM (contre 1,8116 DM). Cependant, la Banque du Japon et la Bundesbank ont annoncé de nouveaux interventions pour freiner la glissade. Mais leur action a surtout un impact psychologique.

INDICES BORSIERS PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986) 31 sept. 1er sept. Valeurs françaises ... 1074 1072 Valeurs étrangères ... 135 132

NEW-YORK (indice Dow Jones)

31 sept. 1er sept. Industrielles ... 2 662,95 2 618,98

LONDRES (indice Financial Times)

28 sept. 1er sept. Industrielles ... 1 799,80 1 778,90 Mines d'or ... 431,50 432,20 Fonds d'Etat ... 85,85 84,98

TOKYO (indice Nikkei)

1er sept. 2 sept. Nikkei Dow Jones ... 26118,42 25946,60 indice général ... 2153,20 2139,47

MATIF National 10 % - Cotation en pourcentage du 1er sept. 1987

Table of MATIF National 10% with columns for Cours, Sept 87, Déc 87, Mars 88, Juin 88.

LA VIE DE LA COTE

SKIS ROSSIGNOL : BÉNÉFICE DE 42 MILLIONS DE FRANCS POUR L'EXERCICE 1986-1987. - Le fabricant de skis Rossignol a enregistré une hausse de 9,4 % de son chiffre d'affaires en 1986-1987 (exercice commençant en mars), qui a ainsi été porté à 1,33 milliard de francs. Le bénéfice net consolidé a atteint, de son côté, 42,04 millions de francs, contre 41,07 millions l'année précédente. Le groupe a vendu 1,661 million de paires de skis alpins, conservant 23,4 % du marché mondial. 80 % de son chiffre d'affaires ont été réalisés à l'étranger.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table of interbank foreign exchange market with columns for Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois.

Taux des Euromonnaies

Table of Euromoney rates with columns for SEU, DM, Franc, F.B., F.S., L.Q., E.

CNA CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES Emprunts Août 1987. Includes details for fixed and variable rate loans of 1 billion Francs.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Vertical text on the left side of the page, partially obscured and difficult to read, appearing to be a sidebar or additional news snippets.

Table with 6 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES. Includes sub-column MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

La guerre dans le Golfe

Irakiens et Iraniens multiplient leurs attaques contre le trafic maritime

La guerre dans le golfe Arabo-Persique a gagné en intensité, mardi 1er et mercredi 2 septembre, Irakiens et Iraniens ayant accru leurs attaques contre le trafic maritime...

Bien que le nombre exact de navires de commerce touchés par les forces des deux belligérants depuis la reprise, samedi dernier, par l'Irak, de ses raids contre des pétroliers et terminaux iraniens soit difficile à établir, il apparaît que l'Irak a rendu coup pour coup aux attaques de Bagdad...

Visite à Damas du roi Hussein

Le roi Hussein de Jordanie, accompagné de son premier ministre, M. Zeid Rifat, a effectué, mardi 1er septembre, une visite à Damas, où il a eu des entretiens avec le président Hafez El Assad.

Cette seconde visite du roi Hussein à Damas en quatre mois s'inscrit vraisemblablement dans le cadre des efforts jordaniens en vue de réconcilier la Syrie et l'Irak, avant un éventuel sommet arabe sur la situation dans le Golfe.

L'affaire Albertini

M. Marchais demande la démission de M. Raimond. Je demande la démission du ministre des affaires étrangères. Il est indigne de représenter la France...

BERLIN-OUEST

Attentat contre un juge. Un juge du tribunal administratif de Berlin-Ouest, chargé des questions d'asile et d'immigration, M. Günther Korbmayer, a été blessé aux jambes...

Le mouvement d'extrême-gauche des Cellules Révolutionnaires (RZ) a revendiqué mercredi l'attentat. Dans une lettre adressée à deux agences de presse, il affirme qu'il a voulu ainsi punir sans le tuer « quelqu'un qui renvoie les hommes dans des pays où ils sont menacés de mort et de torture ».

La chambre du tribunal, que dirige M. Korbmayer, avait été critiquée à plusieurs reprises pour son attitude restrictive pour l'octroi de l'asile aux réfugiés du tiers monde.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1987 a été tiré à 494 997 exemplaires.

Les victimes d'attaques de vedettes rapides sont, depuis samedi, un porte-conteneurs koweïtien, un pétrolier espagnol et un autre libérien - affrété par une compagnie japonaise - ainsi qu'un bâtiment chypriote, et enfin un navire grec.

Parallèlement, Iraniens et Irakiens ont intensifié leurs bombardements, à terre, d'installations industrielles, menaçant à tour de rôle de reprendre la « guerre des villes ». Bagdad a ainsi menacé mardi de « détruire » des villes iraniennes et d'utiliser à cette fin des missiles, l'aviation et l'artillerie au cas où se poursuivrait l'« agression » iranienne contre ses zones civiles.

Le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, est allé plus loin en laissant planer la menace d'une nouvelle arme pour se défendre contre les armes chimiques utilisées par Bagdad.

A Neuilly-sur-Seine

Trois adolescents se plaignent d'avoir été maltraités par des policiers

Damien est âgé de seize ans. Il porte un nom à consonance arabe, hérité du passage des Sarrazins au Moyen Âge. Enfant d'un directeur de société d'informatique et d'une pharmacienne, il est en vacances à Paris, chez son ami Renaud, dix-sept ans. Damien affirme qu'un policier s'est amusé à jouer à la roulette russe avec lui, le lundi 31 août.

Déjà les policiers le ceinturaient et le forcent à s'allonger par terre, pistolet pointé sur la nuque. D'un main, il réussit à sortir sa carte d'identité de la poche de son pantalon. « Tes papiers, on s'en fout », lance un agent. Les policiers attachent avec des menottes la cheville de Renaud au poignet de Frédéric et les jeunes gens sont conduits ainsi à la voiture de police qui attend dans la rue, bientôt rejointe par deux autres voitures et un car. Au total, les adolescents pensent avoir vu une douzaine de policiers. Renaud est déshabillé sans ménagement. Un policier lui baise le pantalon et « fouille même dans le slip ».

« Tu es beau, toi ». « Toi, tu es costaud, tu supporterai mieux le choc ». Les policiers emmènent Renaud faire un tour en voiture dans Neuilly. « Alors, elle est où cette voiture », demande un policier. « Emmène-le dans un coin sombre, conseille son collègue, ça se verra moins ». De retour devant le

révolution, M. Rafsandjani a estimé que les musulmans devaient se doter d'une « arme de dissuasion » pour faire échouer à l'arsenal de « l'hérésie mondiale », ajoutant que le monde ne s'était pas encore aperçu que l'Irak « serait bientôt capable de se défendre » contre les armes chimiques de l'Irak.

Sommation à Washington

Bombardements et menaces n'ont toutefois pas empêché un convoi de pétroliers koweïtiens réarmés par les États-Unis et escortés par la marine américaine d'arriver mardi à bon port, au Koweït. L'US Navy a par la même occasion secouru un pilote irakien qui dérivait, à bord d'un canot pneumatique, dans le centre du Golfe depuis samedi.

Cette flambée dans une région où naviguent maintenant une trentaine de navires de guerre américains a accru l'inquiétude des grandes puissances. Mardi, le chargé d'affaires irakien à Londres a été convoqué au Foreign Office, où il lui a été demandé « dans les termes les plus vigoureux » que l'Irak s'abstienne d'attaques militaires qui contribuent à « l'escalade de la tension » dans le Golfe.

A Washington, c'est l'Irak qui a fait l'objet d'une sommation. « L'Irak doit donner une réponse » à l'appel de l'ONU à un cessez-le-feu, a déclaré le porte-parole du département d'État, ajoutant : « ce blocage est inacceptable ». Si Téhéran, qui a promis une réponse « définitive » à la fin de la semaine, rejette l'appel du Conseil de sécurité, il est encore dit le porte-parole, alors l'« élaboration d'une seconde résolution (appuyant sur des sanctions) doit commencer immédiatement ».

Quant aux Soviétiques, ils semblent moins pressés que les Américains et les Britanniques. M. Vladimir Petrovsky, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a ainsi laissé entendre que Moscou souhaitait donner davantage de temps à la diplomatie. Interrogé sur l'éventuelle adoption de sanctions, il a préféré insister sur la nécessité de faciliter les efforts du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, et a souligné l'importance de « créer le climat international nécessaire » à l'application de la résolution 598 demandant l'application d'un cessez-le-feu. Il a en outre critiqué la présence militaire américaine dans le Golfe. (AFP, Reuter.)

Le procès du pilote de la place Rouge

Mathias Rust plaide coupable

Moscou (AFP). - Mathias Rust a plaidé coupable, mercredi 2 septembre, en acceptant les termes des trois chefs d'accusations retenus contre lui, lors de la première audience de son procès ouvert dans la matinée à Moscou. Le jeune Allemand de l'Ouest de dix-neuf ans, excessivement mince, pâle, les cheveux très courts, portant des lunettes à monture d'acier, a écouté pendant cinquante minutes la lecture de l'acte d'accusation, répondant trois fois par l'affirmative à l'énoncé des faits qui lui sont reprochés. Mathias Rust, qui a déjà passé quatre-vingt-dix jours en détention, est accusé de violation des frontières de l'URSS, non-respect des réglementations aériennes et « hooliganisme aggravé ».

Mathias Rust était entré dans la salle du tribunal cinq minutes après l'ouverture de la séance. Avant de s'asseoir, encadré par deux militaires en uniforme, il a souri à ses parents et à son frère cadet Ingo, admis à assister au procès.

Vingt-cinq journalistes étrangers (dont dix ouest-allemands) sont également présents, ainsi que quinze représentants de la presse soviétique. Cette présence d'observateurs étrangers est soulignée par les Nouvelles de Moscou, qui ajoutent que, « selon une pratique internationale », les prises de vues de télévision et de photo sont pratiquement interdites.

Les Nouvelles de Moscou n'avaient pas toutefois que les autorités soviétiques s'efforcent en fait de « vendre » ce procès en Occident, en contrepartie de devises fortes.

Les représentants des chaînes de télévision américaines ont ainsi dénoncé à Moscou le fait que Jacobo aux couloirs du tribunal leur a été proposé, à condition qu'ils versent de fortes sommes d'argent en dollars. L'URSS a par ailleurs voulu à une firme américaine l'exclusivité mondiale des droits de distribution d'un film que la télévision soviétique va tourner dans la salle même du tribunal.

L'agence de presse Novosti, a pour sa part menacé en RFA de photos de Mathias Rust dans sa cellule.

Sur le vif

La télé, c'est moi !

Ils sont vraiment chiens, au Canard enchaîné. Ils m'ont complètement sapé le moral. C'est rapport à la petite boîte noire, un surnom que j'appelle. J'en ai un, figurez-vous, il y a quelques temps, on s'enne chez moi. C'est Médiamétrie. On voudrait bien savoir ce que je regarde à la télé, si ça m'intéresse et tout. Les chaînes, elles veulent absolument qu'on leur dise si j'aime. Parce que, si j'aime pas, elles se plieront à mes souhaits. Les publicitaires aussi.

Moi, j'étais flattée, ravie : c'est ça le succès, la célébrité. Non, mais c'est vrai, j'ai un peu de mon importance. Je jongle avec les budgets. Je tenez sous la pouce les confrères de l'audiovisuel. Tiens, toi, t'as pas parlé de ma Loterie dans ton émission. Je te boude pendant un mois, et par là tu te retrouves sur le pavé.

Paré pour les stars du show-biz. Quand Bouygues et Hersant se les sont disputées à prix d'or, c'est grâce à qui ? A bibi. Pour rejouter un zéro à leur contrat, il

me suffisait de zapper de Boulevard Collard. Le dimanche, mes enfants étaient branchés sur Téléfoot, je les interrompais : permettez, une seconde, je passe sur Jacques Martin, faut que je lui rafle son petit cadeau, je lui ai rien donné la semaine dernière, il va finir par se vexer.

Et puis ce matin j'ouvre le Canard, et qu'est-ce que j'apprends ? Je suis pas la seule à l'avoir, ce truc-là ! Il y en a un autre en Haute-Loire, et attendez, c'est pas fini, entre Le Havre, Nîmes, Nantes, Nice, Saint-Etienne et Lille, ils ont trouvé moyen d'en placer encore deux. A qui ? Pourquoi ? Quel intérêt ils présentent, ces dédites ? Parait qu'ils en ont distribué quelques centaines n'importe où, n'importe comment. A des copains.

Du coup, tout le monde rigole. C'est vrai, c'est nul, leur système. En plus, c'est cher. A quoi ça sert, hein, tous ces bidules ? Un seul suffirait. Le mien.

CLAUDE SARRAUTE.

MM. Dumas et Bérégovoy :

un seul candidat socialiste, M. Mitterrand...

M. Roland Dumas est confiant. Le mercredi 2 septembre, au micro de France-Inter, il a assuré qu'une nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle est « de plus en plus vraisemblable ». Pour justifier que « les conditions objectives » d'une nouvelle candidature du président de la République lui « semblent de plus en plus apparues à l'horizon », l'ancien ministre, proche du chef de l'Etat, a expliqué : « Les problèmes

de société se font de plus en plus aigus, la situation internationale se tend de plus en plus, les problèmes culturels, au sens large du mot, apparaissent aussi ».

M. Pierre Bérégovoy, n'est pas plus inquiet. Mercredi au micro d'Europe 1, il s'est déclaré « convaincu » que, si M. Mitterrand se représente, M. Michel Rocard se retirera de la course.

Au sommaire du « Monde de l'éducation »

- Santé : comment vont les lycéens
• Les sujets du bac 87 : français et philosophie

Comment vont les lycéens ? Plus tôt bien, si l'on en croit le Monde de l'éducation, qui, dans sa livraison de septembre, publie une enquête de Marie-Claude Berbezier sur « la santé des lycéens ». « La doctrine ? Connais pas. Une fois tous les deux ans, pas plus » : la classe d'âge qui fréquente les lycées est la plus économe pour la sécurité sociale. Mais si, globalement, la santé des lycéens est bonne, deux sujets d'inquiétude se font jour.

L'incertitude des deux-roues, d'une part. Sur 32 000 bicyclettes chaque année en deux-roues, révèle le Monde de l'éducation, 19 000 - plus de la moitié - n'ont pas dix-neuf ans. Et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Que faire ? Sans doute, protéger les jeunes contre eux-mêmes : sans casque, le risque d'être tué en deux-roues augmente de 25 %.

Autre sujet de préoccupation : la progression de l'alcoolisme, en

nette croissance chez les jeunes filles. Selon diverses études, la consommation quotidienne d'alcool triple chez les lycéens et les lycées répétées doublent, tandis que la bière est désormais la boisson préférée de 71 % des garçons et de 20 % des filles.

Outre ce qu'il faut savoir sur la rentrée scolaire, et notamment comment réussir quatre étapes essentielles - l'entrée en maternelle, le cours préparatoire, le sixième et la seconde, on trouve aussi dans le même numéro du Monde de l'éducation un dossier sur les sujets de français et de philosophie du bac 87, avec une présentation renouvelée et enrichie.

Le numéro de septembre du Monde de l'éducation, pour aider les plus jeunes à démarrer d'un bon pied, publie enfin une sélection de livres d'enfants pour la rentrée. *Avec vente partout, 13 F.

RELEVEZ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992

LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ECOLE EUROPEENNE DE MANAGEMENT AVEC L'ESAM

Première école française habilitée à préparer un diplôme européen. UN JOB ASSURÉ : selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction trilingues, aimant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et le bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

UNE FORMATION EFFICACE : 30 mois dont 20 en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

ADMISSION sur base en 1er année, niveau Bac (dirige en 2e année (niveau DEUG, DUT, BTS...))

ESAM

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT Membre du groupe IGS et de l'Académie Européenne de Secrétariat de Management

Bon à retourner à ESAM, 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-66-64-22

Nom : Adresse : Tél. : souhaite recevoir une documentation

A B C D E F G

CENTRALE NUCLEAIRE DE NOGENT : TCHERNOBYL-SUR-SEINE UN SCENARIO FOU! SCIENCE & VIE

Le Monde sur minitel IMMOBILIER Pour trouver un logement 30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM. 3615 TAPEZ LEMONDE

Handwritten signature and text at the bottom right of the page.

Jeudi 9 septembre

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 2 SEPTEMBRE Cours relevés à 14 h 57

Main table of the financial page containing 'Règlement mensuel' and 'VALEURS' sections with columns for company names, prices, and changes.

Comptant (à déduction) SICAV (à déduction) 1/9

Table of 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various financial instruments and their current market values.

Second marché (à déduction) Hors-cote

Table of 'Second marché' and 'Hors-cote' sections, detailing secondary market transactions and off-market prices.

Table of 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', showing exchange rates and gold market prices.

MINITEL advertisement listing services and contact information.

Advertisement for 'C'est moi' featuring a portrait and text.

Advertisement for 'M. Dumas et Bérégovoy'.

Advertisement for 'M. Dumas et Bérégovoy' with a portrait.

Advertisement for 'M. Dumas et Bérégovoy' with a portrait.

Advertisement for 'M. Dumas et Bérégovoy' with a portrait.

PALME D'OR CANNES 1987



SOUS LE SOLEIL DE SATAN

سكنا من لاجد

PHILIP
L'ÉCLAIR